

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

La puissance de la Fédération de Russie sur la scène internationale

Grille de lecture russe du conflit en Syrie

Mémoire

Auteur : Manon Glaude
Promoteur : Michel Liégeois
Lecteur : Tanguy De Wilde D'Estmael
Année académique 2018-2019
Master en Relations internationales, finalité diplomatie et résolution des
conflits

DÉCLARATION DE DÉONTOLOGIE

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Signée le 31 mai 2019,

Manon Glaude

Table des matières

INTRODUCTION	6
PREMIÈRE PARTIE – CONTEXTUALISATION	9
1. La Russie: Vladimir Poutine et un État composite	9
1.1. Caractéristiques culturelles	9
1.2. La Tchétchénie et le discours antiterroriste	14
1.3. La politique russe au Moyen-Orient	20
2. Le conflit en Syrie : Des acteurs et des intérêts.	30
2.1. La République Arabe Syrienne des années 2000 et l’origine du conflit .	32
2.2. La crise syrienne : Portée régionale et internationale	36
DEUXIÈME PARTIE – CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET THÉORIQUE.....	41
1. Analyse thématique	41
2. Le concept de puissance.....	43
TROISIÈME PARTIE – ANALYSE ET INTERPRÉTATION.....	46
1. Analyse.....	46
1.1. Année 2012	48
1.2. Année 2013	50
1.3. Année 2014.....	53
1.4. Année 2015	56
1.5. Année 2016	61
1.6. Année 2017	65
1.7. Année 2018.....	68
1.8. Années 2011-2018	69
2. Interprétation	72
CONCLUSION.....	78
BIBLIOGRAPHIE	81
Articles scientifiques	81

Articles de presse.....	84
Discours russes	86
Documents des Nations Unies.....	91
Documents législatifs	92
Ouvrages.....	92
Sources électroniques	94
ANNEXES	100
1. Transcriptions.....	100
1.1. Année 2013	100
1.2. Année 2015	108
2. Relevés des idées principales de chaque discours.....	130
2.1. Année 2013	130
2.2. Année 2015	132
3. Arbres thématiques.....	138
3.1. Année 2013	138
3.2. Année 2016	139
3.3. Ensemble de la période 2011-2018.....	141

INTRODUCTION

Depuis 2011, la guerre civile syrienne a été l'objet de nombreux discours et études. L'escalade de la violence qui y est survenue, les questions économiques, ethniques et religieuses relatives à la population syrienne, les actions du gouvernement syrien et l'implication dans le conflit d'un nombre élevé d'acteurs étrangers – étatiques et non étatiques – ont favorisé l'émergence de plusieurs interprétations du conflit. Moscou n'a pas échappé à cette logique. Au contraire, avant même que les violences ne gagnent véritablement en intensité et que la crise ne se transforme en guerre civile, le Kremlin mettait en garde contre des révolutions non pacifiques qui favoriseraient l'émergence du terrorisme.

L'éclatement du conflit n'a pas freiné la Russie dans sa rhétorique. Cependant, la manière d'appréhender la crise par Moscou a été confrontée à celle des États-Unis et des États occidentaux, les deux discours proposant des lectures du conflit syrien différentes, tant sur les méthodes à privilégier pour la résolution du conflit que sur les objectifs recherchés par les différents États impliqués dans le processus. Karim Émile Bitar va jusqu'à comparer la situation entre la Russie et les États-Unis aux relations entre ces deux pays pendant la guerre froide, parlant ainsi d'un « *bras de fer américano-russe* »¹.

Ces divergences n'ont été qu'accentuées par l'opération militaire russe en 2015, cette dernière ayant été faite, comme le rappellent souvent les autorités russes, à la demande du gouvernement syrien, contrairement à l'opération de la coalition menée par les États-Unis contre l'organisation terroriste État Islamique. La littérature scientifique occidentale s'est rapidement saisie du sujet et plusieurs hypothèses ont été émises pour expliquer les objectifs poursuivis par le Kremlin en s'impliquant davantage dans le conflit syrien.

Deux de ces interprétations, non mutuellement exclusives, consistent à voir le conflit syrien comme, premièrement, un danger pour la position de la Russie au Moyen-Orient et, secondement, une occasion de revendiquer son statut de puissance. La première perçoit ainsi l'implication de Moscou comme une tentative de préserver

¹ BITAR E. Karim, « *La Syrie, foyer de déstabilisation régionale ?* », *Confluences Méditerranée*, 2014, n° 89, p. 76.

ses intérêts économiques et militaires au Moyen-Orient, notamment grâce au maintien du régime de el-Assad.² Sous le prisme de la seconde interprétation, les actions diplomatiques sur le dossier syrien et l'opération militaire de la Russie viseraient à établir à nouveau Moscou comme puissance capable de contrer l'hégémonie américaine. La présence des forces armées russes sur le territoire syrien serait ainsi à voir comme une véritable projection de force, du *hard power* détenu par le Kremlin.³

Une troisième explication interprète le conflit syrien comme une menace pour la sécurité de la Russie. La guerre civile en Syrie et, plus précisément, les réseaux terroristes qui s'y sont installés rappellerait au Kremlin l'expérience tchétchène et les dangers de l'extrémisme religieux. En prenant un rôle plus actif vis-à-vis de la guerre civile syrienne, Moscou chercherait à restaurer la stabilité de la région et éradiquer le terrorisme.⁴

Au vu de la complexité de la crise syrienne et de la diversité des interprétations quant aux objectifs poursuivis par la Russie, il est pertinent de s'intéresser aux discours des autorités russes sur le sujet afin d'analyser la manière dont les autorités russes perçoivent le conflit. Autrement dit, nous nous efforcerons dans le cadre de ce mémoire de répondre à la question suivante : *Quelle grille de lecture du conflit en Syrie les autorités russes revendiquent-elles officiellement ?*

Pour répondre à cette interrogation, des discours d'autorités russes s'étalant sur une période de temps allant de 2011 à 2018 seront examinés au travers d'une analyse thématique. La grille de lecture que nous pourrons alors établir permettra de déterminer si, effectivement, l'objectif de s'établir comme puissance se retrouve dans les déclarations russes.

Pour cela, ce mémoire traitera dans un premier temps du contexte entourant notre objet d'étude, c'est-à-dire la Russie et la Syrie de manière générale. Sur la Russie,

² GHILÈS Francis, « Russia in Syria and the shape of the Middle East », dans *Opinión CIDOB*, Juin 2013, n° 195, p. 2.

³ STENT Angela, « Putin's power play in Syria: How to respond to Russia's intervention », *Foreign Affairs*, 2016 vol. XCV, n° 1, pp. 106-109 ; DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *Hard Power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », *Hérodote*, 2017, n° 166-167, pp. 243-260.

⁴ HILL Fiona, « The real reason Putin supports Assad », *Foreign Affairs*, 25 mars 2013, disponible sur : <<http://www.foreignaffairs.com/articles/139079/fiona-hill/the-real-reason-putin-supports-assad>>, dernière consultation : le 22 octobre 2017.

trois subdivisions seront consacrées à la diversité culturelle présente sur le territoire russe, à l'expérience tchétchène, et à la politique russe au Moyen-Orient. Quant à la Syrie, nous commencerons par une remise en contexte de l'État syrien pour finir sur une brève explication de la crise syrienne.

Dans un deuxième temps, nous nous efforcerons, d'une part, d'explicitier la méthodologie employée dans le cadre de cette recherche et, d'autre part, de fournir une définition du concept de puissance qui sous-tend notre étude.

Enfin, dans un troisième temps, nous porterons notre attention sur l'analyse à proprement parler. Dans l'optique d'être le plus exhaustif possible, les différents thèmes présents dans les discours russes seront recensés année par année. Ceci fait, nous relèverons les thèmes présents sur toute la période de temps afin d'établir notre grille de lecture et la confronter à une volonté de puissance.

PREMIÈRE PARTIE – CONTEXTUALISATION

1. La Russie: Vladimir Poutine et un État composite

En 1881, l'historien français Anatole Leroy-Beaulieu notait la grandeur territoriale de la Russie en écrivant « [l]a première chose qui frappe le regard dans l'Empire russe, c'est l'étendue. »⁵ Plus d'un siècle plus tard, cette caractéristique de ce qui fut l'Empire russe s'applique toujours à sa version contemporaine, la Fédération de Russie. Avec une superficie de 17,1 millions de kilomètres carrés⁶, l'État russe est à ce jour le pays le plus étendu du monde⁷ et se situe à la fois sur les continents européen et asiatique⁸. Sur le terrain, cela se traduit par une grande disparité de paysages et de climats⁹, par plusieurs fuseaux horaires¹⁰, par quatre-vingt-cinq entités au sein de la fédération¹¹, et par plus de 60 000 kilomètres de frontières terrestres et maritimes « avec seize États »¹². Parmi ceux-ci, nous pouvons citer, entre autres, les pays baltes, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Chine, ou encore la Corée du Nord.¹³

1.1. Caractéristiques culturelles

Cette disparité se retrouve également au sein d'une population « ethniquement hétérogène »¹⁴. En effet, cette dernière, avoisinant les 146,8 millions en 2017¹⁵, ne se

⁵ LEROY-BEAULIEU Anatole, *L'Empire des tsars et les Russes*, Paris : Robert Laffont, 1991 [1881], p. 15 ; FILLER André, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation », *Hérodote*, 2010, n° 138, p. 96.

⁶ FRANCE DIPLOMATIE, « Présentation de la Russie », 2017, disponible sur : <<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/presentation-de-la-russie/>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

⁷ STATISTA, « Les 30 pays les plus étendus du monde par superficie totale (en kilomètres carrés) », 2018, disponible sur : <<https://fr.statista.com/statistiques/564951/les-plus-grands-pays-du-monde/>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

⁸ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA SCIENCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, « Disposition géographique », 2013, disponible sur : <<http://fr.russia.edu.ru/russia/geo/>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ ELTCHANINOFF Michel, « L'État russe selon Poutine », *Le Débat*, 2016, n° 190, p. 79.

¹¹ MAURY Jean-Pierre, « Russie », *Digithèque de matériaux juridiques et politiques*, s.d., disponible sur : <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/rur.htm>>, dernière consultation : le 17 mai 2018.

¹² TINGUY Anne de, « La Russie et ses frontières : des bouleversements de l'ouverture à la réorientation des espaces et aux désarrois post-impériaux », *CERISCOPE Frontières*, 2011, disponible sur : <<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part3/la-russie-et-ses-frontieres>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

¹³ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA SCIENCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, *op. cit.* ; EUROPA PLANET, « Carte de Russie », 2018, disponible sur : <www.europa-planet.com/russie/carte_russie.htm>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

¹⁴ FILLER André, *op. cit.*, p. 96.

compose pas uniquement de Russes, bien que ceux-ci soient majoritaires, mais également de millions de « *Tatars, Tchouvaches, Bachkirs, Bouriates, etc.* »¹⁶ L'administration territoriale et politique de la Russie reflète d'ailleurs cette hétérogénéité, avec le nom de plusieurs républiques¹⁷ étant directement tirés de ces ethnies, à l'instar de la République du Tatarstan, la République de Tchouvachie, ou encore la République de Tchétchénie.¹⁸ En tout, ce sont pas moins de « *180 groupes ethnolinguistiques* »¹⁹ différents qui composent le paysage démographique de la Russie, faisant de l'État un « *pays multi-ethnique* »²⁰.

À ceci s'ajoute la diversité culturelle et religieuse. Sans faire de distinction entre croyants et pratiquants, diverses enquêtes réalisées auprès de la population russe révèlent que la majorité de celle-ci – à savoir entre 70 et 80 % en 2004 - est orthodoxe.²¹ Cependant, si « [l']*Eglise orthodoxe russe placée sous l'autorité du Patriarcat de Moscou est la principale communauté religieuse du pays* »²², il reste que ce n'est pas la seule. Non seulement la religion orthodoxe est loin d'être homogène, mais d'autres religions coexistent également, dans des proportions différentes, au sein de la fédération.²³ Parmi celles-ci, l'Islam occupe une place relativement importante puisque, avec 11% de la population russe étant musulmane²⁴, il est « *considéré comme la deuxième religion du pays* »²⁵. Nous pouvons ensuite citer le judaïsme, le bouddhisme, le catholicisme et le protestantisme pour les religions traditionnelles.²⁶

¹⁵ FEDERAL STATE STATISTICS SERVICE, *Russia in Figures. 2017: Statistical handbook*, Moscou : Rosstat, 2017, p. 79.

¹⁶ ELTCHANINOFF Michel, *op. cit.*, p. 79.

¹⁷ Les Républiques représentent vingt-deux des quatre-vingt-cinq entités de la Fédération de Russie. Pour une liste détaillée, voir : FÉDÉRATION DE RUSSIE, *Constitution de la Fédération de Russie*, approuvée par référendum du 12 décembre 1993, Chapitre 3, article 65, §1, disponible sur <<http://www.constitution.ru/fr/index.htm>>, dernière consultation : le 17 mai 2018.

¹⁸ HUNTER Shireen T., THOMAS Jeffrey L., MELIKISHVILI Alexander, *Islam in Russia: The politics of Identity and Security*, M.E. Sharpe, 2004, p. XX.

¹⁹ FRANCE DIPLOMATIE, *loc. cit.*

²⁰ ELTCHANINOFF Michel, *op. cit.*, p. 79.

²¹ MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, « Les religions et l'État en Russie : Une relation équivoque », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004, n° 1045, p. 28.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ MALASHENKO Alexey, « Islam in Russia: Religion and Politics », dans HEINRICH Hans-Georg, LOBOVA Ludmilla, MALASHENKO Alexey (eds.), *Will Russia become a muslim society?*, Frankfurt am Main : Peter Lang GmbH, International Verlag der Wissenschaften, 2011, p. 7.

²⁵ MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, *op. cit.*, p. 28.

²⁶ *Ibid.*

Cet aspect religieux de la Russie permet d'aborder deux points différents quant à la politique du pays. Premièrement, malgré une population hétérogène, multi-ethnique et multiculturelle, la Russie aspire à l'harmonie et l'unité des différentes cultures.²⁷ Selon Michel Eltchaninoff, l'un des enjeux principaux de l'État russe consisterait ainsi à préserver cette unité, car « [l]a question de la désintégration de la Fédération de Russie est le cauchemar du Kremlin, a fortiori depuis la chute de l'URSS. »²⁸ Pour ce faire, la diversité est prônée et mise en avant, vantée, même, par Poutine en avril 2014 comme étant « un signe distinctif de la supériorité russe. »²⁹ Cette vision et ce discours intrinsèquement nationalistes permettent de combattre une possible désintégration en réunissant les divers peuples vivant en Russie sous la bannière du « génie russe »³⁰, en opposition à un Occident décadent.

Deuxièmement, les communautés religieuses occupent une place non négligeable sur la scène russe, y compris la scène politique, avec l'Église Orthodoxe en premier plan.³¹ En effet, cette dernière dispose des moyens nécessaires non seulement pour collaborer avec l'État mais aussi pour exercer des moyens de pression. Dès lors, ignorer son influence dans certains domaines de la politique, son soutien à Vladimir Poutine et au pouvoir de manière plus générale, relèverait d'un biais non négligeable. De fait, le soutien de l'Église orthodoxe à Poutine remonte déjà à la première campagne présidentielle de ce dernier, en 2000.³² Néanmoins, l'action de l'Église orthodoxe sur la scène politique russe ne se limite pas au soutien d'un candidat. En effet, elle met également à disposition des « acteurs politiques une offre idéologique non négligeable »³³, notamment en ce qui concerne les « valeurs « traditionnelles » »³⁴ par opposition aux valeurs libérales de l'Occident, et certains acteurs de l'Église, à l'instar d'Alexis II, patriarche de Moscou et de toute la Russie jusqu'en 2009, et Kirill, successeur d'Alexis II, sont assez actifs sur la scène politique.³⁵ Agnieszka Moniak-Azzopardi illustre ceci par les manifestations de l'Église orthodoxe en 2002 qui ont mené, en février de la même année, au vote, à la

²⁷ ELTCHANINOFF Michel, *op. cit.*, pp. 83-86.

²⁸ *Ibid.*, p. 79.

²⁹ *Ibid.*, p. 84.

³⁰ *Ibid.*, pp. 81-85.

³¹ MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, *op. cit.*, p. 28.

³² *Ibid.*, p. 30.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*, p. 31.

Douma, d'une motion sur le refus de visas pour des prêtres et évêques catholiques et, ensuite, au refus effectif pour « quatre prêtres et un évêque [...] de venir en Russie »³⁶.

Il importe de prendre également en considération l'Islam lorsque l'on s'intéresse à la scène russe et aux décisions politiques, en particulier en ce qui concerne la sécurité de l'État.³⁷ Historiquement, la question de l'Islam en Russie n'est pas récente. Au cours du dernier millénaire, les rencontres entre Musulmans et Russes ont été marquées par des périodes de conflits et des périodes de coexistence.³⁸ Les relations entre la Russie tsariste et l'Empire ottoman fournissent un bon exemple, avec onze guerres entre les deux pays « en moins de trois siècles »³⁹. Pour Shireen Hunter, non seulement cela a influencé « *many aspects of its national identity* [de la Russie] *and its sense of its cultural uniqueness* »⁴⁰ mais cela a également construit dans l'imaginaire collectif russe une vision de l'Islam, ou des musulmans de manière plus générale, en tant qu'envahisseur, comme un « *hostile "other" and as a source of actual or potential threat to Russia's security and even territorial integrity.* »⁴¹

Or, les musulmans représentent une minorité forte et croissante en Russie. En 2006, le nombre de musulmans recensés dépassaient les quinze millions.⁴² À présent, ils sont vingt millions.⁴³ Toutefois, à l'image de la mosaïque culturelle qu'est la Russie, la communauté musulmane est également hétérogène. Si cette dernière se présente comme étant de confession sunnite⁴⁴, il n'existe pas de clergé unique représentatif de la population musulmane russe⁴⁵, et les différences culturelles propres aux principales ethnies musulmanes se retrouvent également dans leurs traditions religieuses distinctes les unes des autres.⁴⁶

³⁶ *Ibid.*, p. 32.

³⁷ THERME Clément, « La puissance russe au Moyen-Orient : Retour ou déclin inéluctable ? », *Études de l'IRSEM*, 2014a, n° 33, p. 20.

³⁸ HUNTER Shireen T. et al., *op. cit.*, p. XXII.

³⁹ AVIOUTSKII Viatcheslav, « La Russie et l'Islam », *Politique Internationale*, 2005, n° 107, disponible sur : <http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=21&id=46&content=texte>, dernière consultation : le 17 juin 2018.

⁴⁰ HUNTER Shireen T. et al., *op. cit.*, p. XXI.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 13.

⁴³ THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », *Les Cahiers de l'Orient*, 2014b, n° 116, p. 52.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 13.

De fait, les musulmans sont présents partout sur le territoire de la fédération. Néanmoins, il est possible de les répertorier de manière géographique dans une certaine mesure. Ainsi, les Tatars dans les républiques du Tatarstan et du Bachkortostan forment le plus large groupe de musulmans, avec un nombre de 5,5 millions.⁴⁷ Ils sont également présents dans d'autres régions du pays, telle que la région Povol'zhe. Les Bashkirs sont un autre groupe. Avec 1,6 million de musulmans, ils sont considérés comme étant le deuxième plus large groupe en Russie.⁴⁸ Tatars et Bashkirs présentant certaines caractéristiques communes, Alexey Malashenko les considère comme représentant l'une des deux grandes sous-divisions⁴⁹ de l'Islam en Russie, la seconde étant celle du Caucase du Nord, où « [t]he most numerous Moslem people [...] are the Chechens. »⁵⁰ Plus globalement, nous considérerons que les musulmans de cette seconde catégorie se retrouvent « *in seven republics of this region, namely Dagestan, Chechnya, Ingushetia, North Ossetia, Kabardino-Balkaria, Karachaevo-Cherkessiya and Adygei.* »⁵¹ En outre, les musulmans vivent également dans plusieurs autres sujets de la Fédération de Russie. Toujours selon Malashenko, ils seraient présents, et ce de manière majoritaire, « *in seven subjects of the Federation* »⁵² et minoritaire, avec une représentation dépassant toutefois les dix pourcents, « *in nine subjects* »⁵³.

Outre leurs traditions religieuses distinctes et leurs spécificités culturelles, Ruslan Kurbanov note que les deux groupes diffèrent aussi quant à leur intégration. Ainsi, les musulmans appartenant à la première catégorie présenterait « *its higher degree of integration into Russian society, its greater readiness for dialogue and interaction with the authorities and the higher flexibility of its traditional social structures* »⁵⁴, par opposition aux musulmans nord caucasiens qui tendraient davantage vers l'isolement et le radicalisme.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 14.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Bien qu'étant une division purement artificielle, ceci permet de simplifier la situation : KURBANOV Ruslan, « The Clerical Board of Russian Moslems. Contradictions and Developmental Dynamics », dans HEINRICH Hans-Georg, LOBOVA Ludmilla, MALASHENKO Alexey (eds.), *Will Russia become a muslim society?*, Frankfurt am Main : Peter Lang GmbH, International Verlag der Wissenschaften, 2011, p. 89.

⁵⁰ MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 14.

⁵¹ KURBANOV Ruslan, *op. cit.*, p. 90.

⁵² MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 14.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ KURBANOV Ruslan, *op. cit.*, p. 90.

Ceci est d'ailleurs particulièrement visible depuis le début des années nonante, période à partir de laquelle l'Islam en Russie va vivre une certaine « *renaissance* »⁵⁵. Plus exactement, après plusieurs décennies sous l'autorité de l'Union Soviétique et de sa politique laïque et de répression religieuse⁵⁶, les musulmans sont revenus sur le devant de la scène russe et, depuis la loi du 23 juin 1997 sur la liberté de conscience, l'Islam est officiellement reconnu comme étant une religion traditionnelle de la Russie.⁵⁷ Cependant, si le nombre de personnes s'affichant ouvertement comme étant musulmanes continue de croître dans le pays, cela ne signifie pas pour autant que certains conflits internes n'existent pas.

1.2. La Tchétchénie et le discours antiterroriste

La renaissance de l'Islam, « *or its legalization* »⁵⁸, est allée de pair avec la radicalisation d'un certain nombre de croyants et, ce, que ceux-ci fassent partie de la première catégorie, les Tatars-Bashkirs ou de la seconde, les Nords Caucasiens. Même si, pour les premiers, cela reste en quantité moindre, la présence de musulmans radicalisés sur le territoire de la Fédération est « *felt in almost all Moslem-inhabited regions* »⁵⁹ et « *one might get the impression that Russia is literally caught in a net of Islamic radicalism.* »⁶⁰

Dans ce contexte de radicalisation, des groupes désireux de voir la Sharia être appliquée en Russie sont apparus. Leur popularité auprès de la population et le succès dans leur entreprise sortent du contexte seul de l'Islam en Russie. Avec une religion hétérogène, marquée par différentes cultures et par le passé soviétique, les communautés musulmanes n'ont pas toutes accueilli ces mouvements de manière identique. Quant à la radicalisation même des musulmans, non seulement la situation socio-économique post-soviétique est à prendre en compte, mais également le fait que, pour reprendre les mots de Valery Tishkov, « *[i]n societies that are little modernized or have just emerged from totalitarian rule, people may readily give up*

⁵⁵ MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 16.

⁵⁶ AVIOUTSKII Viatcheslav, *loc. cit.*

⁵⁷ MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, *op. cit.*, p. 29.

⁵⁸ MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 17.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 21.

⁶⁰ *Ibid.*

*their individual civic responsibilities for an authoritarian collective idea, particularly if it is based on ethnic or religious sentiments. »*⁶¹

Le Caucase du Nord a été particulièrement touché par ce phénomène, même si, selon Monica D. Toft et Yuri M. Zhukov, la violence causée par des groupes armés islamistes est loin d'être représentative de la violence générale que l'on retrouve dans cette partie de la Russie.⁶² En effet, selon les données qu'ils ont récoltées, elle ne représente que 3 à 19 %, soit « *only a minor share of violence in the Caucasus.* »⁶³ Pourtant, même si cela ne représente qu'une minorité, la violence causée par les radicaux islamistes en Russie a eu des effets considérables dans cette partie du pays.

Le cas le plus connu est celui de la Tchétchénie. La chute de l'Union Soviétique en 1991 a été suivie de tentatives irrédentistes armées en Russie.⁶⁴ Dans la région tchétchène, cela s'est traduit par une guerre brutale et destructrice entre les tchétchènes et l'armée fédérale russe.⁶⁵ En 1996, la Tchétchénie, en ruines, déclare son indépendance et les troupes russes se retirent de la région.⁶⁶ Cette victoire de la région sur ce qui était alors considéré comme l'envahisseur russe est perçue par les autres régions et « *les pays voisins comme un symbole de résistance forçant l'admiration* »⁶⁷.

Pour Lorenzo Vidino, cette première guerre tient principalement d'un mouvement séparatiste, d'une volonté d'indépendance vis-à-vis de la Russie, et la religion n'a donc été en aucun cas un facteur décisif. Au contraire, elle n'a commencé à devenir un élément à prendre en compte que lorsque la couverture médiatique de la guerre s'est élargie, des combattants étrangers, et musulmans, venant alors se joindre au conflit.⁶⁸ Cependant, l'État nouvellement formé et dirigé

⁶¹ GORBACHEV Mikhail S., dans TISHKOV Valery, *Chechnya : Life in a War-Torn Society*, University of California Press, 2004, p. XII.

⁶² TOFT Monica Duffy, ZHUKOV Yuri M., « Islamists and Nationalists: Rebel Motivation and Counterinsurgency in Russia's North Caucasus », *American Political Science Review*, May 2015, vol. CIX, n° 2, pp. 223.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ TISHKOV Valery, *op. cit.*, p. XVI.

⁶⁵ *Ibid.*; SOULEIMANOV Emil, « Chechnya, Wahhabism and the invasion of Dagestan », *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 9, no. 4, Décembre 2005, vol. IX, n° 4, p. 48.

⁶⁶ VIDINO Lorenzo, « How Chechnya became a breeding ground for terror », *Middle East Quarterly*, Vol. 12, 1er Juin 2005, disponible sur : <<https://www.meforum.org/articles/2005/how-chechnya-became-a-breeding-ground-for-terror>>, dernière consultation : le 23 Juin 2017.

⁶⁷ MERLIN Aude, « Les guerres de Tchétchénie et le Caucase du Nord », *La revue nouvelle*, n° 4, Avril 2004, no. 4, p. 21.

⁶⁸ VIDINO Lorenzo, *loc. cit.*

par Aslan Maskhadov a dû faire face à plusieurs difficultés, tels que l'influence importante des clans dans la région, « *a lack of state institutions capable of effectively safeguarding the needs of the state and society, a high post-war crime rate, mass armament, and corruption involving clan-based nepotism.* »⁶⁹ Cette situation a fourni un terrain propice au développement de revendications islamistes.

En effet, la Tchétchénie de 1996 est un État où le clan est considéré comme étant le pourvoyeur réel de la sécurité au détriment de la structure étatique. De plus, « *the war raised thousands of youths in such a way that an automatic rifle became their most trusted friend and life's only wisdom.* »⁷⁰ Armés et sans possibilités d'emplois légaux, les jeunes tchétchènes se tournent vers le trafic d'armes, le kidnapping, etc. Couplés aux sentiments nationalistes exacerbés suite à la victoire contre les russes, le messianisme va se propager en Tchétchénie avec, en son cœur, l'Islam, celui-ci étant intrinsèquement lié à la culture tchétchène.⁷¹ Ainsi, « *[s]ome Chechens regarded their people as God's chosen ones, whose mission was to liberate their "Caucasian brethren" from "Russia's colonial yoke."* »⁷² En outre, la volonté d'unir le Caucase du Nord en un seul État islamique va également apparaître au sein d'une partie de la population.⁷³

Alors que le mouvement de 1991 était parti d'une volonté séparatiste et non religieuse, l'Islam a fini par être fondamentalement lié au fonctionnement de l'État, et de la société tchétchène de manière plus générale, notamment avec l'introduction de lois basées sur la Sharia.⁷⁴ En parallèle, les tensions entre l'Islam Soufi, tendance majoritaire en Tchétchénie, plus tolérante « *vis-à-vis des coutumes locales* »⁷⁵, et la tendance radicale, appelée Wahhabisme⁷⁶, se sont accrues. Cette branche de l'Islam relativement récente, ne datant effectivement que du dix-huitième siècle, prône une interprétation stricte et étroite des textes sacrés, et se positionne dès lors comme étant contre la pratique des coutumes populaires et une interprétation large du Coran et de

⁶⁹ SOULEIMANOV Emil, *op. cit.*, p. 48.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*, pp. 48, 52.

⁷² *Ibid.*, p. 49.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*, p. 54.

⁷⁵ MERLIN Aude, *op. cit.*, 28.

⁷⁶ La presse russe a également regroupé sous ce même terme les musulmans salafistes. Voir : *Ibid.*

la sunna.⁷⁷ Avec les rangs des musulmans radicaux renforcés par la venue de combattants étrangers et l'instauration de camps servant à enseigner le Wahhabisme, ce dernier a pris de plus en plus d'ampleur et ses pratiquants ont su, d'une part, faire porter leur projet sur le devant de la scène politique au détriment du président Maskhadov.⁷⁸ Les essais de Maskhadov pour islamiser davantage l'État et la société tchétchène et, ainsi, apaiser les revendications Wahhabites, n'ont effectivement pas suffi à asseoir sa légitimité, en partie car « *the traditionalist Sufi concept of Islam was as heretical to them as laicism.* »⁷⁹ En conséquence, la structure étatique a fini par s'écrouler.⁸⁰

D'autre part, les Wahhabites ont favorisé, au travers des camps, le développement de « *skills in executing diversionary and terrorist tactics* »⁸¹, et ont des liens avec Al-Qaeda.⁸² Ceci, couplé à l'effondrement de l'État tchétchène et au chaos qui a suivi, a résulté en une tentative d'élargissement du conflit à d'autres régions du Caucase du Nord, telle que la République du Daghestan, attaquée par des radicaux tchétchènes et daghestanais en 1999⁸³ en vue de créer « *un État islamique tchétchéno-daghestanais* »⁸⁴. Si cette incursion a été rapidement vaincue par l'armée russe et les forces daghestanaises,⁸⁵ il reste que, premièrement, une deuxième guerre entre la Russie et la Tchétchénie a débuté après que « *the Russian federal government launched a military campaign to stop the spread of armed separatism and terrorism in the North Caucasus and to regain its control of Chechnya* »⁸⁶ et, secondement, le territoire de la Fédération s'est par la suite retrouvé être la cible d'attaques terroristes.⁸⁷ Citons, par exemple, l'attaque d'une école à Beslan en 2004, celle d'un théâtre à Moscou en 2002⁸⁸, ou encore « *the June 2004 aid on security offices in the town of Nazran (in Ingushetia)* »⁸⁹.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ SOULEIMANOV Emil, *op. cit.*, pp. 55-57.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 56.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 59.

⁸¹ *Ibid.*, p. 57.

⁸² VIDINO Lorenzo, *loc. cit.* ; TISHKOV Valery, *op. cit.*, p. XVII.

⁸³ *Ibid.* ; SOULEIMANOV Emil, *op. cit.*, p. 63.

⁸⁴ MERLIN Aude, *op. cit.*, p. 27.

⁸⁵ NICHOL Jim, *Stability in Russia's Chechnya and Other Regions of the North Caucasus: Recent Developments*, Diane Publishing, 2011, p. 7

⁸⁶ TISHKOV Valery, *op. cit.*, p. XVII.

⁸⁷ MALASHENKO Alexey, *op. cit.*, p. 19.

⁸⁸ SOULEIMANOV, *op. cit.*, p. 65

⁸⁹ NICHOL Jim, *op. cit.*, p. 1.

Si la Tchétchénie bénéficiait du soutien des autres régions lors de la première guerre, la situation est différente pour la seconde. Pour la République du Daghestan en particulier, ses relations avec la Tchétchénie se sont dégradées après 1999. Quant aux tendances séparatistes qui existaient en son sein, celles-ci ont largement diminué face à l'exemple de la Tchétchénie, alors considérée comme étant « *a bad precedent, which had achieved independence at the price of anarchy, clan conflict, religious extremism, economic catastrophe, and rampant criminality.* »⁹⁰ Cela vaut également pour les autres régions voisines, celles-ci craignant pour la stabilité de la région.⁹¹

De plus, à l'image de la première guerre, la seconde s'est révélée être extrêmement brutale⁹², la Russie ne lésinant pas sur les moyens. Les volontés séparatistes ont donc été, là aussi, freinées par ce qui est apparu comme un prix trop élevé⁹³, et la Tchétchénie s'est retrouvée isolée.⁹⁴ La Russie s'est d'ailleurs attelée à s'assurer la loyauté des différentes régions du Caucase du Nord une à une, par « *l'instauration de fiefs politiques et économiques* »⁹⁵, enclavant de fait la Tchétchénie. L'une des conséquences fut l'augmentation du nombre d'attaques terroristes,⁹⁶ le pays figurant pendant la première décennie du vingt-et-unième siècle « *dans le Top 20 des États les plus affectés par le terrorisme* »⁹⁷ et, ce, jusqu'en 2014.

Sous couvert de la lutte antiterroriste et de la stabilisation de la Tchétchénie, le pouvoir russe a pu « *raffermir son autorité dans la région* »⁹⁸, et sur toute la Russie de manière plus générale. En Tchétchénie, cela s'est traduit par la mise en place d'un gouvernement pro-Russe et par la délocalisation de certaines responsabilités en matière de sécurité.⁹⁹ Pour la Russie dans sa globalité, Anne Le Huérou et Amandine Régamey notent que « *[l]a lutte antiterroriste sert les projets politiques de consolidation des institutions étatiques et de restriction progressive des libertés du nouveau régime ; seules quelques-unes des mesures qui sont prises concernent*

⁹⁰ SOULEIMANOV, *op. cit.*, p. 64.

⁹¹ MERLIN Aude, *op. cit.*, p. 21.

⁹² SOULEIMANOV Emil, *op. cit.*, p. 65.

⁹³ MERLIN Aude, *op. cit.*, p. 21.

⁹⁴ SOULEIMANOV Emil, *op. cit.*, p. 65.

⁹⁵ MERLIN Aude, *op. cit.*, pp. 29-30.

⁹⁶ SOULEIMANOV Emil, *op. cit.*, p. 65. ; MERLIN Aude, *op. cit.*, p. 30.

⁹⁷ STEPANOVA Ekaterina, traduit de l'anglais par HAUTEFORT Julien, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangères et facteurs internes », *Outre-Terre*, 2015, n° 44, p. 86.

⁹⁸ MERLIN Aude, *op. cit.*, p. 30.

⁹⁹ NICHOL Jim, *op. cit.*, p. 4; STEPANOVA Ekaterina, *op. cit.*, 2015, p. 87.

directement le conflit tchéchène. »¹⁰⁰ Quant à l'Islam, la religion s'est retrouvée stigmatisée, marquée par la tendance au radicalisme des Nords Caucasiens. La moindre déviance dans le comportement considéré comme traditionnel pour les musulmans soufis comporte le risque d'être identifié comme étant un Wahhabiste et, d'être, ensuite, « *arrested, killed, or disappear.* »¹⁰¹

De manière générale, la crise tchéchène a profondément marqué la société russe. Elle a non seulement participé à la formation d'une rhétorique antiterroriste, mais sert également de structure constante au discours politique, à la politique étrangère russe, et, selon Andrei Minatchev et Jacques Lévesque, à la manière d'appréhender les crises internationales.¹⁰² Clément Therme ajoute que la crise en Tchétchénie a engendré chez le pouvoir russe la perception d'un Islam archaïque, « *incompatible avec la modernité politique* »¹⁰³, et nécessitant dès lors d'être géré avec fermeté.

Par ailleurs, même si la guerre Russo-Tchéchène est officiellement terminée depuis 2009, les réseaux terroristes n'ont pas complètement disparu du territoire russe. Jim Nichol rapporte ainsi en 2011 que l'Ingouchie risquerait de suivre le même destin que la Tchétchénie et, selon Gregory Shedov, « *there are up to 200 terrorists based in Ingushetia.* »¹⁰⁴. Le phénomène ne se limiterait toutefois pas là, et la tendance à la radicalisation toucherait plusieurs régions du Caucase du Nord, « *leading to the formation of terrorist groups in Chechnya, Dagestan, Ingushetia, Kabada-Balkaria, and Karachay-Cherkessia.* »¹⁰⁵

Dès lors, la présence de musulmans dans les différentes régions de la Russie et la menace djihadiste dans le Caucase du Nord ont pour conséquence que les événements survenant dans le monde musulman ont un impact en Russie, ce qui, de toute évidence, pose un risque pour la sécurité et la stabilité de l'État. En parallèle,

¹⁰⁰ LE HUÉROU Anne, REGAMEY Amandine, « La guerre russe en Tchétchénie : discours antiterroriste et légitimation de la violence », *Critique internationale*, 2008, n° 41, pp. 101-102.

¹⁰¹ NICHOL Jim, *op. cit.*, p. 10.

¹⁰² MINATCHEV Andrei, LÉVESQUE Jacques, « L'identité et la sécurité de la Russie : Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Sécurité et identité nationale*, mars 2004, vol. xxxv, n° 1, pp. 49-72.

¹⁰³ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 20.

¹⁰⁴ NICHOL Jim, *op. cit.*, p. 6.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 8.

cela implique également la nécessité pour la Russie d'être active dans le monde musulman afin de satisfaire cette partie relativement importante de sa population.¹⁰⁶

1.3. La politique russe au Moyen-Orient

Donner une définition précise du Moyen-Orient est impossible. Depuis la première référence à 'l'Orient' dans l'histoire, en opposition à l'Occident grec, à aujourd'hui, le terme s'est complexifié. Il peut tout aussi bien impliquer la Chine ou l'Inde ou ne représenter que les mondes musulmans, en opposition à l'Occident chrétien.¹⁰⁷ Pour Osman Özalp Nuri, le découpage de l'Orient en différents ensembles sous-régionaux, c'est-à-dire le Proche-Orient, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient, est quelque chose d'intrinsèquement européen, et ne peut se comprendre qu'au travers de l'impérialisme européen sur l'Orient au dix-neuvième siècle, période à partir de laquelle les termes de Proche-Orient et d'Extrême-Orient commencent à être utilisés. Le Moyen-Orient, quant à lui, sera employé pour la première fois en 1902.¹⁰⁸ Depuis lors, il n'existe toujours pas de consensus sur la délimitation de cette région, si ce n'est pour son intégration au « monde musulman »¹⁰⁹. Pour une question de simplicité, nous utiliserons ici la définition relativement large donnée par l'auteur : « *the Middle East covers a region from Ethiopia in the south, Turkey in the north, Afghanistan and Pakistan in the east to Morocco in the west.* »¹¹⁰

La Russie se trouve dans une position particulière dans laquelle son identité nationale se présente comme un prisme aux facettes multiples, « *car à la fois slave, musulmane, asiatique et européenne* »¹¹¹, et où sa politique étrangère est marquée tant par son héritage historico-culturel que par « *les ambitions idéologiques de Moscou.* »¹¹² Aussi, les interactions entre la Russie et le Moyen-Orient ne sont pas récentes, pas plus que ne l'est la présence de la première dans cette région du monde. Cependant, alors que la composante musulmane dans l'identité russe se fait de plus

¹⁰⁶ HUNTER Shireen T., *op. cit.*, p. 282.

¹⁰⁷ ÖZALP NURI Osman, « Where is the Middle East? The Definition and Classification Problem of the Middle East as a Regional Subsystem in International Relations », *Turkish Journal of Politics*, 2011, vol. II, n° 2, pp. 5-6.

¹⁰⁸ *Ibid.*, pp. 6-8.

¹⁰⁹ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 10.

¹¹⁰ ÖZALP NURI Osman., *op. cit.*, p. 9.

¹¹¹ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 8.

¹¹² *Ibid.*

en plus forte depuis la renaissance de l'Islam suite à la chute de l'URSS, les interactions entre la Fédération et les pays du Moyen-Orient se sont également intensifiées.

Le Kremlin emploie depuis plusieurs années maintenant une rhétorique implacable contre le terrorisme islamiste internationale, notamment dans sa gestion de la crise tchétchène ou dans son positionnement vis-à-vis de groupes terroristes tel qu'Al-Qaeda. Toutefois, en parallèle de cela, la politique de Vladimir Poutine vis-à-vis des musulmans, et des pays musulmans de manière générale, est plus nuancée et fait preuve, au contraire, « *d'un grand pragmatisme* »¹¹³. Dès son premier mandat, la volonté d'établir un dialogue solide avec « *les mondes musulmans* »¹¹⁴ est apparue comme étant un objectif important de la politique russe et, en 2003, Poutine émet la volonté de devenir observateur à l'Organisation de la conférence islamique (OCI).¹¹⁵ L'adhésion de la Russie à l'OCI permet au pays de se présenter sur la scène internationale, et plus particulièrement au Moyen-Orient, « *comme un Etat musulman* »¹¹⁶, favorisant ainsi l'amélioration de ses relations avec, d'un côté, les citoyens russes musulmans¹¹⁷ et, de l'autre, les pays musulmans du Moyen-Orient que la gestion russe de la crise tchétchène avait mis à rude épreuve.¹¹⁸ Ceci est d'ailleurs renforcé par la dénonciation, de la part de la Russie, de « *l'intervention américaine en Irak* »¹¹⁹, la fédération apparaissant alors comme le « *principal défenseur de la cause arabe*. »¹²⁰

Cette amélioration permet également à la Russie d'être davantage impliquée dans la gestion des crises potentielles survenant dans la région, celles-ci pouvant impacter de manière négative la stabilité non seulement du Moyen-Orient, mais aussi de la Fédération elle-même. Or, au vu des coûts élevés engendrés par la gestion et, ensuite, la résolution de la guerre en Tchétchénie, « *la Russie a développé un intérêt spécifique à ce que le niveau de stabilisation qui lui a coûté si cher ne soit pas biaisé*

¹¹³ AVIOUTSKII Viatcheslav, *loc. cit.*

¹¹⁴ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 8.

¹¹⁵ AVIOUTSKII Viatcheslav, *loc. cit.*

¹¹⁶ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 19.

¹¹⁷ AVIOUTSKII Viatcheslav, *loc. cit.*

¹¹⁸ *Ibid.*; KOZHANOV Nikolay, « Russian policy across the Middle East: Motivations and methods », *Chatham House*, 2018, p. 5.

¹¹⁹ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 18.

¹²⁰ *Ibid.*

ou renversé »¹²¹. La question de la stabilité du Moyen-Orient et celle de ses relations avec cette région, ainsi que plus globalement avec les « *countries of the Islamic world* »¹²², figurent d'ailleurs parmi les priorités avancées par « *le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie* »¹²³ du 30 novembre 2016.

Dans les faits, les relations entre la Russie et les pays du Moyen-Orient appartenant au(x) monde(s) musulman(s) sont concrétisées de différentes manières et visent à remplir différents objectifs russes s'inscrivant dans une logique plus large que simplement moyen-orientale¹²⁴, en plus d'assurer une certaine stabilité de la région. Ceci est particulièrement vrai depuis 2012, année à partir de laquelle la Russie a cessé de ne se focaliser que sur les pays du Moyen-Orient avec qui ses relations étaient assurées et « *broadened its outreach to countries with which it had previously encountered difficulties developing a constructive dialogue.* »¹²⁵ Par conséquent, si des désaccords peuvent survenir entre la Russie et les pays du Moyen-Orient, la Fédération s'assure tout de même de dialoguer avec la majorité d'entre eux.¹²⁶ Cette étude ne se prêtant pas à une analyse extensive des relations de la Russie avec chaque État du Moyen-Orient, nous avons sélectionné arbitrairement cinq pays afin de les aborder brièvement : l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Libye, l'Iran et la Turquie.

Les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)¹²⁷, font partie des pays avec qui Moscou entretient des relations. Établie en 1960 par l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela¹²⁸, l'organisation compte

¹²¹ STEPANOVA Ekaterina, *op. cit.*, 2015, p. 88.

¹²² MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE RUSSIE, *Foreign Policy Concept of the Russian Federation (approved by the President of the Russian Federation Vladimir Putin on November 30, 2016)*, 2016, disponible sur : <http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248>, dernière consultation : le 13 juillet 2018.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ STEPANOVA Ekaterina, traduit de l'anglais par DEVILLE-FRADIN Valentine, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », *Politique étrangère*, 2016, n° 2, p. 25.

¹²⁵ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 5.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 29.

¹²⁷ Liste États-membres de l'OPEP : Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Congo, Émirats arabes unis, Équateur, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar, Venezuela. Huit d'entre eux se trouvent au Moyen-Orient : REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES, « OPEP », disponible sur : <<https://onu-vienne.delegfrance.org/OPEP#Etats-membres-et-gouvernance>>, dernière consultation : le 13 juillet 2018.

¹²⁸ REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES, *loc. cit.*

aujourd'hui treize États membres¹²⁹ et est considérée comme un véritable cartel sur le marché du pétrole¹³⁰, d'où une certaine concurrence avec la Russie.¹³¹ En effet, Moscou est un producteur et exportateur important sur le marché des hydrocarbures.¹³² La question des prix pétroliers, fortement influencés par l'OPEP¹³³, a par conséquent une place importante dans la politique russe et est à l'origine d'« *une intense activité diplomatique en direction des principaux pays producteurs d'hydrocarbures [...] afin que l'OPEP impulse des décisions favorables à la Russie.* »¹³⁴

Pour Julien Nocetti, cette activité diplomatique passe notamment par des « *relations bilatérales avec les États membres* »¹³⁵, en particulier avec l'Arabie Saoudite qui occupe une place primordiale au sein de l'organisation. S'il existe certes des tensions entre les deux pays, par exemple vis-à-vis de la crise syrienne¹³⁶, du support de la Russie à Bachar el-Assad et des suspicions du Kremlin quant à l'implication de l'Arabie Saoudite dans les réseaux terroristes tchétchènes¹³⁷, cela n'empêche pas Moscou de chercher à coopérer.¹³⁸ Le secteur économique constitue d'ailleurs un secteur sur lequel la Fédération et l'Arabie Saoudite sont parvenus à établir des liens. Ainsi, « *by 2014, the largest buyers of Russian wheat, rye and barley were Egypt, Israel and Saudi Arabia, respectively* »¹³⁹, et plusieurs contrats

¹²⁹ *Ibid.* ; BARMA YACOUBA Aboubacar, « Hydrocarbures : le Congo officiellement membre de l'Opep », *Afrique La Tribune*, 24 juin 2018.

¹³⁰ À ce sujet, voir : TERZIAN Pierre, *L'étonnante histoire de l'OPEP*, s.l., FeniXX, 2015, 350 p.

¹³¹ NOCETTI Julien, « Quelle politique énergétique pour la Russie au Moyen-Orient ? », *Politique étrangère*, 2013, n° 1, p. 94.

¹³² *Ibid.*, p. 93.

¹³³ Voir : BELGA, « Le pétrole bondit après l'accord de l'Opep sur la production », *RTBF*, 22 juin 2018 ; COLLEN Vincent, « L'Opep et la Russie s'entendent pour augmenter la production de pétrole », *Les Echos*, 22 juin 2018.

¹³⁴ NOCETTI Julien, *op. cit.*, 2013, p. 94.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 98.

¹³⁶ KATZ Mark N., « Russia and the conflict in Syria: Four myths », dans *Middle East Policy*, Summer 2013, Vol. XX, n° 2, p. 42.

¹³⁷ NOCETTI Julien, « From Moscow to Mecca : Russia's Saudi Arabian Diplomacy », *Russie.Nei.Visions*, IFRI, juin 2010, n° 52, p. 7 ; THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, pp. 19, 34.

¹³⁸ À ce sujet, voir : WINTOUR Patrick, « Saudi king's visit to Russia heralds shift in global power structures », *The Guardian*, 5 octobre 2017 ; BORSHCHEVSKAYA Anna (a), « Will Russian-Saudi relations continue to improve ? », *Foreign Affairs*, 10 octobre 2017, disponible sur : <<https://www.foreignaffairs.com/articles/saudi-arabia/2017-10-10/will-russian-saudi-relations-continue-improve>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹³⁹ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 15.

relatifs à l'investissement de l'Arabie Saoudite dans l'économie russe ont été signés.¹⁴⁰

Le Qatar est un autre pays de l'OPEP dont les relations avec la Russie ont souffert des suites de la crise en Syrie. À l'inverse du Kremlin, le gouvernement qatari soutient en effet l'opposition syrienne. Ceci est perçu depuis Moscou comme « *a desire to promote Sunni radicalism in both that country and elsewhere (including Russia's North Caucasus)*. »¹⁴¹ Cependant, à l'image des relations entre l'Arabie Saoudite et la Russie, Moscou a tout de même cherché à établir un véritable dialogue avec le pays et n'a pas hésité à faire quelques concessions, telle que l'arrivée en 2013 d'un nouvel ambassadeur russe après « *a prior diplomatic incident [...] that had forced Moscow to withdraw its previous ambassador* »¹⁴² et ce malgré le manque d'information lié à l'accident en question. Ces efforts pour établir une relation constructive entre les deux États ont abouti à des investissements qataris en Russie,¹⁴³ faisant du pays « *the main Gulf investor in the Russian economy*. »¹⁴⁴

Également membre de l'Organisation pétrolière, la Libye occupe une place singulière dans la politique russe. Non seulement elle est un acteur avec lequel Moscou est parvenu à établir des « *good relations with the new government* »¹⁴⁵ après la chute de Kadhafi en 2011, « *despite initial difficulties* »¹⁴⁶, mais le pays est aussi fréquemment utilisé par le Kremlin comme illustration du chaos survenant lorsque des puissances étrangères ne respectent pas la souveraineté nationale d'un État et outrepassent un mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU.¹⁴⁷

De fait, la Libye est déchirée de l'intérieur depuis 2011 en plusieurs factions, y compris des réseaux terroristes du fait de l'insécurité régnante. Les deux principales factions sont, d'un côté, le gouvernement d'union nationale, soutenu par l'ONU et situé dans l'est du pays, avec à sa tête Faïez al-Sarraj,¹⁴⁸ et de l'autre, « *le*

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 16.

¹⁴¹ KATZ Mark N., *op. cit.*, 2013, p. 43.

¹⁴² KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 5.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 16.

¹⁴⁵ KATZ Mark N., *op. cit.*, 2013, p. 42

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.* ; STEPANOVA Ekaterina, *op. cit.*, 2015, p. 82 ; LEJEUNE Pierre-Marie, « La Syrie vue de Moscou : comment comprendre le Kremlin ? », *Stratégique*, 2013, n° 10, p. 267.

¹⁴⁸ BODIN Frédéric, « En Libye, des forces liées au gouvernement de Tripoli commettent un massacre », *Le Monde*, 20 mai 2017 ; HUMAN RIGHTS WATCH, « Libye : Événements de 2017 »,

Gouvernement provisoire basé dans les villes d'al-Bayda et Benghazi, dans l'est »¹⁴⁹, avec à sa tête Khalifa Haftar. Face à cette division interne, Moscou applique une politique visant à dialoguer avec les deux gouvernements, sans soutenir officiellement un des deux camps au détriment de l'autre. Lincoln Pigman et Kyle Orton notent cependant que l'accueil de Haftar à Moscou laisse à penser que ce dernier bénéficie du soutien de la Russie,¹⁵⁰ vision patagée par Nikolay Kozhanov.¹⁵¹ Néanmoins, Sarra s'est également rendu en Russie, même s'il a été reçu « *by lower level officials than Haftar.* »¹⁵²

D'un point de vue économique, les échanges commerciaux entre la Libye et la Russie sont en augmentation depuis 2015 et ont atteint 110 millions de dollars pour la période allant de Janvier à Septembre 2017.¹⁵³ Le secteur pétrolier fait d'ailleurs partie des domaines sur lesquels la Russie et la Libye échangent et coopèrent. Notons par exemple la signature en 2017 d'un « *cooperation agreement signed between Rosneft and Libya's National Oil Corporation* »¹⁵⁴, Rosneft étant une compagnie pétrolière russe. En outre, l'embargo sur les armes à destination de la Libye, mis en place en 2011 sous la présidence de Medvedev a été levé en 2012.¹⁵⁵ Celui-ci avait fait perdre à la Russie « *billions of dollars' worth of arms contracts in Libya.* »¹⁵⁶

Quant à l'Iran, dernier État membre de l'OPEP dont nous parlerons ici, ses relations avec la Russie ne sont pas exemptes de désaccords, notamment sur Israël qui est l'un des principaux partenaires commerciaux de la fédération au Moyen-Orient.¹⁵⁷ Néanmoins, Téhéran reste un partenaire stratégique du Kremlin, les

disponible sur : <<https://www.hrw.org/fr/world-report/2018/country-chapters/313314>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ PIGMAN Lincoln, ORTON Kyle, « Inside Putin's Libyan Power Play », *Foreign Policy*, 14 septembre 2017, disponible sur : <<https://foreignpolicy.com/2017/09/14/inside-putins-libyan-power-play/>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁵¹ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 7.

¹⁵² TOALDO Mattia, « Russia in Libya : War or Peace ? », *European Council on Foreign Relations*, disponible sur : <https://www.ecfr.eu/article/commentary_russia_in_libya_war_or_peace_7223>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁵³ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 32.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 17.

¹⁵⁵ SPUTNIKNEWS, « Russia lifts embargo on arms supplies to Libya », 7 mai 2012, disponible sur : <<https://sputniknews.com/military/20120507173297633/>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁵⁶ BORSHCHEVSKAYA Anna (b), « The tactical side of Russia's arms sales to the Middle East », *Russia in the Middle East*, 20 décembre 2017, disponible sur : <<https://jamestown.org/wp-content/uploads/2017/12/Anna-Borshchevskaya-WS2-Arms-Sales.pdf>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁵⁷ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 32.

échanges commerciaux entre les deux pays avoisinant, à l'instar de ceux entre la Russie et Israël, les 2,2 milliards de dollars en 2016¹⁵⁸. Malgré des divergences, les deux pays ont donc su « *maintenir de bonnes relations* »¹⁵⁹ depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine.¹⁶⁰ L'État du Moyen-Orient compte d'ailleurs sur son territoire « *de nombreuses compagnies pétrolières russes (Gazprom, Lukoil, Tatneft, etc.) [...qui bénéficient de] contrats d'exploitation très avantageux.* »¹⁶¹ De plus, le pétrole iranien est également utilisé depuis novembre 2017 dans le cadre du contrat iranien « *contract for purchasing oil* »¹⁶², rebaptisé « *oil-for-goods* »¹⁶³ en occident, qui permet l'échange de « *Iranian oil for Russian machinery and investements.* »¹⁶⁴ Le pétrole est ensuite vendu, la moitié des revenus devant ensuite être allouée « *on joint projects.* »¹⁶⁵

Outre la question pétrolière, la présence économique russe en Iran s'étend également au marché de matériel militaire.¹⁶⁶ Un accord prévoyant la livraison de « *des missiles de défense antiaérienne S-3000* »¹⁶⁷ avait d'ailleurs été signé en 2007, sans toutefois être honoré, pour le plus grand mécontentement des iraniens. En effet, à la suite de la résolution 1929 du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée en 2010, l'accord s'était vu être suspendu lors de la présidence russe de Medvedev. En 2015 cependant, il fut à nouveau autorisé par Poutine et fut finalement honoré en 2016¹⁶⁸ « *malgré les critiques des Etats-Unis et d'Israël.* »¹⁶⁹ Ce renouvellement de l'accord

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ KATZ Mark N., « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », *Russie.Nei.Visions*, IFRI, avril 2010, n° 49, p. 17.

¹⁶⁰ SVETOSLAVOVA Monica, « Les États riverains de la mer Caspienne : aperçu géopolitique », Dossier : « Stratégies et rivalités en mer Caspienne », *Revue Regard sur l'Est*, 8 septembre 2010, disponible sur : <http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1106>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² MEHR NEWS AGENCY, « No 'oil for goods' agreement with Russia », 8 février 2018.

¹⁶³ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, p. 17.

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ MEHR NEWS AGENCY, *loc. cit.*

¹⁶⁶ KATZ Mark N., *op. cit.*, 2010, p. 16.

¹⁶⁷ RFI, « La Russie signe la livraison de missiles S-3000 à l'Iran », *RFI*, 9 novembre 2015, disponible sur : <www.rfi.fr/moyen-orient/20151109-russie-signe-livraison-missiles-s-300-iran-rostec-rostekh-nologuii>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁶⁸ *Ibid.* ; KATZ Mark N., *op. cit.*, 2010, p. 17 ; RFI, « La télévision iranienne montre l'installation de systèmes anti-missiles russes », *RFI*, 29 août 2016, disponible sur : <<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20160829-television-iranienne-installation-systemes-anti-missiles-russes-s-300>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

¹⁶⁹ *Ibid.*

est survenu après qu'un accord sur le nucléaire iranien ait été signé par l'Iran, l'Allemagne et les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.¹⁷⁰

Enfin, l'Iran et la Russie partagent certains objectifs politiques et perceptions du monde. Ainsi, tous deux se présentent comme des opposants des « *“valeurs sécularistes occidentales” perçues comme un danger* »¹⁷¹ pour leurs cultures religieuses respectives. De manière plus large, ils prônent une voie alternative à celle occidentale, avec des « *valeurs traditionnelles* »¹⁷², particulièrement invoquée en Russie depuis 2012, et un discours dénonçant l'ingérence des puissances occidentales, demandant ainsi le respect de la souveraineté nationale en situation de crise. Le *regime change* induit par cette ingérence est ici présenté comme une menace pour la stabilité de la région et du pays où celui-ci se produit.¹⁷³ Cette rhétorique à l'encontre des puissances occidentales a été particulièrement mise en avant depuis le début de la crise en Syrie, Téhéran et Moscou voyant dans l'ingérence des occidentaux la volonté de changer les « *régimes hostiles à leurs intérêts politiques sous couvert de volonté affichée de défense des droits de l'homme et de démocratisation.* »¹⁷⁴

En dehors des membres de l'OPEP, d'autres pays du Moyen-Orient entretiennent également des relations avec la Russie, tels que l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, ou encore la Turquie. Cette dernière, en particulier, fait partie, à l'instar de l'Iran et d'Israël, des partenaires commerciaux principaux de la Russie dans la région, avec un volume totale des échanges en 2016 s'élevant à 15,8 milliards de dollars, soit un peu plus de sept fois le montant des échanges avec l'Iran.¹⁷⁵

Au cœur de ces échanges se trouvent notamment les importations de gaz naturel, achetées par Ankara à la compagnie russe Gazprom¹⁷⁶, et assurées en partie par le *Blue Stream*.¹⁷⁷ Ce « *gazoduc terrestre puis sous-marin en mer Noire* »¹⁷⁸, dont la

¹⁷⁰ GÉRÉ François, « L'Iran dans une impasse, trois ans après l'accord nucléaire », *L'Opinion*, 31 juillet 2018.

¹⁷¹ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 27.

¹⁷² *Ibid.*, p. 28.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ KOZHANOV Nikolay, *op. cit.*, pp. 31-32.

¹⁷⁶ GHILÈS Francis, *op. cit.*, p. 2.

¹⁷⁷ DEMIRTEPE M. Turgut, HAS Kerim, ÖZDAL Habibe, ÖZERTEM Hasan Selim, « Turkey-Russia Relations in the Post-Cold War Era : Current Dynamics, Future Prospects », *USAK Center for Eurasian Studies*, Report, Juillet 2013, n° 13-06, p. 37.

construction a été achevée en 2003,¹⁷⁹ permet l’approvisionnement direct du pays en gaz russe.¹⁸⁰ Le volume de gaz importé représente à l’heure actuelle « *over 50 per cent of Russian gas exported to Turkey.* »¹⁸¹ De plus, un accord signé en 2014 assure la construction d’un nouveau gazoduc reliant les deux pays, le « *TurkStream.* »¹⁸². Cet accord survient dans une logique d’intensification des échanges déjà bien rôdée, spécialement autour des secteurs de « *energy, construction and tourism [which] have been the major investment fields between Turkey and Russia.* »¹⁸³ Pour Nevzat Simsek, Hayal Ayca Simsek et Zhengizkhan Zhanaltay, ces échanges profitent toutefois « *mostly in favor of Russia* »¹⁸⁴, Moscou étant le troisième fournisseur de la Turquie, tous marchés confondus.¹⁸⁵ Quant aux exportations vers la fédération, principalement des fruits, ces deux dernières années ont vu la levée progressive des sanctions mises par la Russie à la Turquie suite à l’abattement d’un bombardier russe en 2015.¹⁸⁶ Les autres biens exportés incluent également, dans des quantités plus faibles, des véhicules, de l’équipement électroniques, des matériaux plastiques, etc.¹⁸⁷

Les échanges commerciaux entre les deux pays n’impliquent pas une absence de tensions quant à certaines questions d’actualité. Au contraire, Moscou et Ankara connaissent plusieurs différences d’opinion en ce qui concerne le conflit en Syrie¹⁸⁸

¹⁷⁸ BURDY Jean-Paul (dir.), *Les mots de la Turquie*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 2006, p. 102.

¹⁷⁹ RADVANYI Jean, LARUELLE Marlène, *La Russie : Entre peurs et défis*, Paris : Armand Colin, 2016, 240 p.

¹⁸⁰ *Ibid.* ; STUDER Elisabeth, « Gazoduc Blue-Stream : RAS Poutine », *Turquie Européenne*, Revue de presse, 20 novembre 2005, disponible sur : <<http://www.turquieeuropeenne.eu/gazoduc-blue-stream-ras-poutine.html>>, dernière consultation : le 16 juillet 2018.

¹⁸¹ GAZPROM, « Alexy Miller : Blue Stream serves as strong catalyst for Turkish gas market », 28 février 2018, disponible sur : <<http://www.gazprom.com/press/news/2018/february/article408339/>> , dernière consultation : le 16 juillet 2018.

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ SIMSEK Nevzat, SIMSEK Hayal Ayca, ZHANALTAY Zhengizkhan, « Analysis of Bilateral Trade Relations between Turkey and Russia Federation », *Bilig*, 2017, n° 83, p. 2

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE, « Le commerce extérieur de la Turquie en 2017 », mars 2018, [PDF] disponible sur : <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/f46fe42a-a189-42ec-8d6f-df38a2887de7/files/f7597975-5451-454f-ba98-0b6bf75feedc>>, dernière consultation : le 16 juillet 2018.

¹⁸⁶ TRENIN Dmitri, “The Revival of the Russian Military: How Moscow Reloaded,” *Foreign Affairs*, 2016, vol. XCV, n° 3, p. 27. ; RTL, « La Russie lève les sanctions restantes sur le commerce avec la Turquie », 22 mai 2017 ; TRADING ECONOMICS, « Russia Imports from Turkey », 2018, disponible sur : <<https://tradingeconomics.com/russia/imports/turkey>>, dernière consultation : le 16 juillet 2018.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ KATZ Mark N., *op. cit.*, 2013 p. 41.

comme, par exemple, le soutien de la Russie au régime de Bachar el-Assad d'un côté et, de l'autre, celui de la Turquie à l'opposition syrienne.¹⁸⁹ En outre, la possibilité d'avoir « *un Kurdistan syrien étendu tout le long de sa frontière et soutenu par Moscou* »¹⁹⁰ est une source d'inquiétude pour la Turquie. Néanmoins, plus que ces divergences quant aux positions à adopter, la question syrienne, et surtout son règlement, constitue « *a common understanding* »¹⁹¹ entre les deux pays. Ceux-ci s'accordent en effet sur la nécessité de résoudre le conflit, au risque de voir l'ensemble de la région du Moyen-Orient être menacé par des réseaux terroristes, en plus de l'effondrement de l'État syrien.¹⁹²

La politique étrangère de la Russie avec les États présentés ci-dessus démontre de la volonté de la fédération à dialoguer avec la majeure partie des acteurs de la région, à atteindre un certain degré de coopération avec ceux-ci, et ce en dépit des tensions existantes.¹⁹³ L'usage d'un discours prônant la souveraineté nationale, le « *respect des identités nationales et [...] l'ordre étatique* »¹⁹⁴, et dénonçant l'ingérence de puissances étrangères¹⁹⁵, favorise ces relations, notamment en offrant une voie alternative à celle de l'Union Européenne.¹⁹⁶ Les tentatives d'instaurer des démocraties en Afghanistan et en Irak, et le chaos en résultant, ont décrédibilisé les discours en faveur de la démocratisation des États chez certaines populations moyen-orientales. Dans ce contexte, le discours plus conservateur russe, qui n'hésite pas à souligner l'importance des traditions et des valeurs, attire la sympathie des citoyens moyen-orientaux.¹⁹⁷ En outre, cette « *stratégie à géométrie variable* »¹⁹⁸ permet aussi de « *justifier la défense et la protection des minorités chrétiennes* »¹⁹⁹ dans les pays à majorité musulmane.

À l'image des autres pays de la région, la Syrie entretient également des relations diplomatiques avec la Russie. Les premiers contacts remontent à l'époque de l'URSS

¹⁸⁹ *Ibid.*

¹⁹⁰ FEERTCHAK Alexis, « Poutine et la Syrie: le dessous des cartes », *Le Figaro*, 16 mars 2016.

¹⁹¹ DEMIRTEPE M. Turgut et al., *op. cit.*, p. 29.

¹⁹² *Ibid.*, p. 30

¹⁹³ STEPANOVA Ekaterina, *op. cit.*, 2015, p. 82 ; STEPANOVA Ekaterina, *op. cit.*, 2016, p. 29. NOCETTI Julien, *op. cit.*, 2013, p. 102.

¹⁹⁴ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 8.

¹⁹⁵ STEPANOVA Ekaterina, *op. cit.*, 2016, p. 24 ; LEJEUNE Pierre-Marie, *op. cit.*, p. 266.

¹⁹⁶ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 9.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 28.

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 11; THERME Clément, *op. cit.*, 2014b, p. 51 ; LEJEUNE Pierre-Marie, *op. cit.*, p. 265.

et « la coopération militaro-technique entre les deux États s'amorce dès le milieu des années 1950 »²⁰⁰, avec la livraison de matériels militaires soviétiques à crédit²⁰¹ et « la construction d'une centaine d'installations militaires en Syrie »²⁰². Cette relation bilatérale se poursuit avec la Fédération de Russie malgré des tensions entre les deux pays sur la question du règlement de la dette de Damas vis-à-vis de Moscou.²⁰³ L'arrivée de Poutine au pouvoir marque d'ailleurs une redynamisation des relations diplomatiques entre les deux États.²⁰⁴

Étant donné les relations actuelles entre la Russie et les États du Moyen-Orient, la Syrie ne compte pas parmi les partenaires commerciaux principaux de Moscou. Les échanges avec la Turquie, notamment, « excèdent largement ceux [...] avec la Syrie. »²⁰⁵ Toutefois, les relations économiques avec cette dernière sont loin d'être insignifiantes et ont été l'occasion de différents projets et accords.²⁰⁶ De plus, Damas offre un soutien politique relativement constant à Moscou sur la scène internationale, pour la gestion russe de la crise tchétchène notamment,²⁰⁷ et permet à la Russie de bénéficier d'« une ouverture méditerranéenne »²⁰⁸ avec le port de Tartous.

2. Le conflit en Syrie : Des acteurs et des intérêts.

Sept ans après le début du conflit en Syrie en mars 2011, le pays est toujours en proie aux combats opposant d'un côté les forces pro-gouvernementales et, de l'autre, celles de l'opposition. À ceci s'ajoutent plusieurs groupes terroristes, tel que le Daech, aussi connu sous le nom d'État Islamique en Iraq et au Levant (EIL), qui, s'il a perdu la majeure partie des territoires qu'il occupait en Syrie, continue ses « raids meurtriers »²⁰⁹. Avec « plus de 250 000 morts » à son actif,²¹⁰ « 6,6 millions

²⁰⁰ DELANOË Igor, « Le partenariat stratégique russo-syrien : la clef du dispositif naval russe en Méditerranée », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, février 2013, note n° 06/13, p. 2.

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 3.

²⁰⁵ KREUTZ Andrej, « Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient », *Russie.Nei.Visions*, Novembre 2010, n° 55, p. 9.

²⁰⁶ *Ibid.*

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 12.

²⁰⁸ DELANOË Igor, *op. cit.*, 2013, p. 4. Voir aussi : KREUTZ Andrej, *op. cit.*, p. 5.

²⁰⁹ RTBF, « Syrie : les raids meurtriers de l'EI depuis le désert appelés à se répéter », 12 juin 2018.

²¹⁰ ONU Info, « Syrie », disponible sur : <<https://news.un.org/fr/focus/syrie>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018 ; GUIDÈRE Mathieu, « Daech ou le califat pour tous », *Outre-Terre*, 2015, n° 44, p. 160.

de déplacés internes »²¹¹, et plus de 5 millions de réfugiés, dont 3 533 822 en Turquie²¹² en 2018, la guerre déchirant la Syrie s'est révélée être le conflit le plus important du siècle, spécialement sur le plan humanitaire.²¹³

Alors que, de prime abord, la situation en 2011 était rapportée dans les médias occidentaux comme ayant un caractère démocratique, voire laïque, il est vite apparu que des réseaux terroristes s'étaient bel et bien installés en Syrie.²¹⁴ Quant aux aspirations démocratiques, celles-ci se sont vues être reléguées au second plan, certains acteurs perçus au début comme étant 'modérés' allant même jusqu'à se radicaliser.²¹⁵ Néanmoins, si la presse analyse le plus souvent la situation sous l'angle du terrorisme, il reste que le conflit syrien ne se résume pas à une guerre contre le terrorisme et implique plusieurs paramètres, factions, et enjeux.²¹⁶ Sur le plan interne, notamment, la dimension communautaire relève d'une certaine importance et explique en partie non seulement la situation actuelle, mais aussi l'origine du conflit. Sur le plan externe, tensions et coopérations vont de pair alors que les différents « acteurs régionaux (Arabie Saoudite, Iran, Turquie, Qatar, etc.) mais aussi l'ensemble des puissances, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies »²¹⁷ sont impliqués dans la résolution du conflit et, dès lors, dans « la stabilisation régionale »²¹⁸ mise à mal par celui-ci. L'issue du conflit et le genre de gouvernement qui sera à la tête de la Syrie aura certainement un impact important sur la dynamique moyen-orientale, et constitue dès lors un enjeu primordial pour certains États, d'où, par exemple, le financement de groupes terroristes par « de riches habitants du Golfe »²¹⁹ désireux de voir le régime Assad tomber.

²¹¹ UNHCR, « Urgence en Syrie », disponible sur : <<http://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²¹² OPERATIONAL PORTAL REFUGEE SITUATIONS, « Syria », disponible sur : <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria#_ga=2.256674383.576710.1533407312-1077051988.1533407312>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²¹³ CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, « The World Factbook : Syria », disponible sur : <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sy.html>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²¹⁴ BALANCHE Fabrice, « Syrie : de la révolution laïque et démocratique à Daech », *Hérodote*, 2016, n° 160-161, pp. 123-124.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 140.

²¹⁶ GUIDÈRE Mathieu, *op. cit.*, p. 160.

²¹⁷ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, 36.

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 137 ; BALANCHE Fabrice, « Moyen-Orient : La nouvelle guerre de Trente ans », *Outre-Terre*, 2015, n° 44, p. 180 ; THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 36.

Au vu de sa complexité, expliquer la crise syrienne de manière succincte nécessite d'aborder, en premier lieu, la Syrie prise dans ses frontières nationales, c'est-à-dire les caractéristiques socio-économiques ayant posé les bases nécessaires pour qu'une révolte ait lieu, et, en second lieu, l'évolution du conflit en tant qu'« *affrontement aux ramifications régionales et internationales* »²²⁰.

2.1. La République Arabe Syrienne des années 2000 et l'origine du conflit

Bordée à l'ouest par le Liban, au nord-ouest par la mer Méditerranée sur 173 kilomètres de côte, au nord par la Turquie, à l'est par l'Irak, et au sud par la Jordanie et Israël, la Syrie a ceci de particulier que les régions la composant présentent un aspect relativement hétérogène, distinctes les unes des autres, sans réel centre autour duquel le pays se serait construit²²¹. Au contraire, la Syrie se caractérise par une population principalement localisée dans l'ouest du pays.²²² Les trois villes principales du pays, c'est-à-dire Damas et, avant que le conflit n'entraîne la destruction de celles-ci, Homs et Alep, y sont d'ailleurs situées. Relativement éloignées les unes des autres, elles forment un axe sur lequel s'étend une zone principalement urbaine. Le sud et le nord sont des zones rurales.²²³ Quant à l'est du pays, constitué d'une aire désertique, celui-ci est peu peuplé, si ce n'est par la présence de tribus nomades et de villages le long de l'Euphrate.²²⁴

Cette répartition du territoire a accentué, selon Fabrice Balanche, le communautarisme existant en Syrie, notamment par le biais d'un découpage administratif faisant correspondre « *entités administratives* »²²⁵ et « *entités*

²²⁰ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 36.

²²¹ SANLAVILLE Paul, « La personnalité géographique de la Syrie », p. 16, dans RAYMOND André (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Nouvelle édition [en ligne]. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Éditions du CNRS, 1980, 447 p., disponible sur : <<http://books.openedition.org/iremam/726>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²²² BALANCHE Fabrice, *Sectarianism in Syria's civil war : A geopolitical study featuring 70 original maps*, Washington : The Washington Institute for Near East Policy, 2018, p. XII.

²²³ SLIM Hugo, TROMBETTA Lorenzo, « Syria crisis common context analysis : Report commissioned by the IASC Inter-Agency Humanitarian Evaluations Steering Group as part of the Syria Coordinated Accountability and Lessons Learning Initiative », United Nation Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 2014, p. 6, disponible sur : <https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/Syria%20Crisis%20Common%20Context%20Analysis_June%202014.pdf>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²²⁴ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2018, p. XII, XIV ; SANLAVILLE Paul, *op. cit.*, p. 17.

²²⁵ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2015, p. 130.

communautaires »²²⁶. Si nous ne nous attarderons pas pour étudier le phénomène du communautarisme en Syrie, il reste que le pays connaît effectivement au sein de sa population différentes communautés attachées à leur identité.²²⁷ Cette division de la Syrie permet également de montrer la prééminence de la communauté sunnite, celle-ci composant la population à « *roughly 65%* »²²⁸. En plus des musulmans sunnites, la population syrienne était composée, en 2010, de « *15% Kurdish, 10% Alawite, 5% Christian, 3% Druze, 1% Ismaili, and 1% Twelver Shia* »²²⁹.

Minoritaire, la communauté alaouite est pourtant au cœur du fonctionnement de l'État syrien car composant le parti Baath au pouvoir depuis 1963, parti qui officiellement se veut être « *le garant d'une laïcité qui garantit la coexistence harmonieuse dans un pays multiconmunautaire* »²³⁰ en plus de prôner un projet panarabe.²³¹ La spécialité du parti consiste ainsi à mettre en avant non pas l'identité religieuse, mais l'identité nationale. Officieusement cependant, l'arrivée au pouvoir du parti Baath a changé la donne et celui-ci est désormais majoritairement composé d'alaouites, un peuple musulman « *long persecuted by the various authorities [en particulier musulmanes] that dominated their regions* »²³². Le parti a été utilisé afin de permettre à la minorité de prendre l'ascendant sur la majorité sunnite.²³³ Depuis l'accession au pouvoir de Hafez el-Assad, le père de Bachar el-Assad, dans les années septante, les syriens alaouites ont bénéficié des postes les plus importants, que ce soit au sein du gouvernement, « *de l'armée, des renseignements, du secteur public industriel ou de la fonction publique en général* »²³⁴, alors que la composante sunnite est devenue de moins en moins importante dans la gestion du pays.²³⁵ Un véritable système clientéliste en faveur des alaouites s'est donc installé en Syrie.²³⁶

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ *Ibid.*, BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2018, p. 109.

²²⁸ *Ibid.*, p. 13.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ TAHA Zakaria, « Le parti Baath et la dynastie al-Assad en Syrie : la laïcité dans un contexte communautaire », *Conférence donnée dans le cadre de l'association Le Kiosque Citoyen*, Rennes, 6 juin 2012, p. 1, disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00734773/file/Le_parti_Baath_et_la_dynastie_al-Asad_en_Syrie_la_laA_citA_dans_un_contexte_communautaire.pdf>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²³¹ *Ibid.*, p. 3.

²³² SLIM Hugo, TROMBETTA Lorenzo, *op. cit.*, p. 6.

²³³ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 129.

²³⁴ *Ibid.*, p. 127 ; TAHA Zakaria, *op. cit.*, p. 5.

²³⁵ SLIM Hugo, TROMBETTA Lorenzo, *op. cit.*, p. 11.

²³⁶ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016 p. 127.

Le conflit syrien est venu remettre en question le « régime alaouite »²³⁷ de la Syrie. Dès le début des années 2000, les inégalités entre la majorité sunnite et la minorité alaouite se sont accrues, notamment sur le plan socio-économique suite au ralentissement de la croissance économique. De 2005 à 2010, la croissance du PIB est en effet passée de 6,2 % à 3,4 %.²³⁸ Le marché du travail est devenu « saturé »²³⁹ et le taux d'activité de la population, hommes et femmes confondus, a diminué. Quant à la balance des paiements, celle-ci est passée de positive en 2005, à négative en 2010.²⁴⁰ Cette situation a été particulièrement ressentie au sein de la population rurale qui a connu un appauvrissement conséquent. À ceci s'ajoutent aussi l'accroissement des inégalités de revenus et l'effet dévastant d'une longue période de sécheresse sur l'agriculture.²⁴¹

Dans ces conditions difficiles, la distribution des emplois en faveur des alaouites a accentué les ressentiments d'une partie de la population. « *La création de 2 000 emplois dans les industries publiques* »²⁴² comptait d'ailleurs parmi les demandes de la population au début du conflit.

Néanmoins, la situation économique à elle seule ne permet pas d'expliquer l'origine du conflit. Si les inégalités entre les communautés sont effectivement l'une des raisons du mécontentement de la population, non seulement d'autres facteurs sont à prendre en compte, mais généraliser la situation ne peut aussi conduire qu'à des biais. En effet, bien que la majeure partie des alaouites se positionnent comme favorable au régime de Bachar el-Assad, certains s'y opposent tout de même sur certains points.²⁴³ L'inverse est également vrai pour les sunnites, même si, d'un point de vue géographique, « seuls les territoires arabes sunnites et de façon marginale

²³⁷ ROY Olivier, « La logique des recompositions au Moyen-Orient. Petit essai de clarification à l'usage des gens pressés », *Le Débat*, 2016, n° 190, p. 132.

²³⁸ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 127-130 ; UN DATA, « Syrian Arab Republic », disponible sur : <<http://data.un.org/en/iso/sy.html>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

²³⁹ BALANCHE Fabrice, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-Terre*, 2011, n° 29, p. 439.

²⁴⁰ *Ibid.*

²⁴¹ United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA). E/ESCWA/EDID/2016/2. « Syria at five years on war », 19 juillet 2016, p. 7 ; BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2018, p. 3.

²⁴² BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 128.

²⁴³ GOLDSMITH T. Leon, « Syria : The Security Dilemma of Religious Minorities », Conference paper : *Conference Wars and Wars' Ending in the Post-2011 Middle East*, A Cooperation of GIGA, Hamburg, and LAU, Byblos, Novembre 2015, disponible sur : <<https://www.researchgate.net/publication/283895892>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018 ; BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2011, p. 437.

les territoires kurdes se sont [...] mobilisés contre le régime de Bachar al-Assad »²⁴⁴ en 2011.

En plus de l'économie du pays et d'une administration intrinsèquement clientéliste, des raisons politiques se trouvent également à l'origine de la révolte de 2011. Ces raisons impliquent, entre autres, « *the slow pace of democratic reform, the Government's reaction to initial protests in the months following March 2011, and the use of overwhelming force by the army after July 2011.* »²⁴⁵ Les protestations initiales eurent lieu en réponse à l'arrestation et la torture d'adolescents à Deera à la suite d'un graffiti contre Bachar el-Assad : « *"Jay alek el ddor ya doctor" ("ton tour arrive, docteur")*. »²⁴⁶ Telle une étincelle mettant le feu aux poudres, une vague de protestations commença à faire son apparition et déboucha à la demande de la population pour des réformes et un intérêt plus grand pour le respect des droits de l'homme.²⁴⁷ La réaction des forces gouvernementales fut cependant d'employer une stratégie de « *violent repression* »²⁴⁸.

En parallèle de cela, avant même que le conflit ne gagne en intensité, le gouvernement syrien entreprit une série de réformes²⁴⁹, à l'instar de « *la levée de l'état d'urgence* »²⁵⁰ en place depuis plus de quarante ans « *et la promulgation d'une série de lois qui consolident la démocratie et les droits de l'homme* »²⁵¹. La question du secteur informel, particulièrement important dans le secteur immobilier syrien, a également été abordée, avec une régulation moins stricte afin de pallier au manque

²⁴⁴ *Ibid.*.

²⁴⁵ *Ibid.*.

²⁴⁶ BARTHE Benjamin, « Les enfants de Deera, l'étincelle de l'insurrection syrienne », *Le Monde*, 8 mars 2013 ; BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, « Mobilisations par délibération et crise polarisante : Les protestations pacifiques en Syrie (2011) », *Revue française de science politique*, 2013, vol. LXIII, n° 5, p. 815.

²⁴⁷ SLIM Hugo, TROMBETTA Lorenzo, *op. cit.*, p. 64.

²⁴⁸ *Ibid.*.

²⁴⁹ *Ibid.*.

²⁵⁰ NATIONS UNIES. CEDAW/C/SYR/2. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. « Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Deuxième et troisième rapports périodiques des États parties, Syrie », 25 octobre 2012, p. 4. Sur la levée de l'état d'urgence : BBC, « Syria protests : Assad to lift state of emergency », 22 avril 2011 ; MARSH Katherine, « Syria to lift emergency rule after 48 years – but violence continues », *The Guardian*, 19 avril 2011.

²⁵¹ *Ibid.*.

de logement.²⁵² Ces réformes n'ont cependant pas suffi à arrêter les protestations²⁵³ qui ont fini par engendrer une véritable guerre civile en Syrie.²⁵⁴

2.2. La crise syrienne : Portée régionale et internationale

Outre les facteurs internes, le conflit syrien a également une portée régionale et internationale. D'un point de vue régional, la guerre civile s'inscrit dans un contexte moyen-oriental où la stabilité est précaire. Au départ contenue à l'intérieur des frontières syriennes, elle s'est étendue en 2013 « *au Liban et à l'Irak* »²⁵⁵ et est devenue un objet de la politique étrangère de plusieurs États de la région, ceux-ci n'hésitant notamment pas à prendre position sur la question du maintien au pouvoir de Bachar el-Assad. L'Iran est ainsi l'un des principaux soutiens du régime, à l'inverse de l'Arabie Saoudite²⁵⁶ qui souhaite, entre autres, « *la chute des régimes pro-iraniens* »²⁵⁷. Des groupes terroristes affiliés à al-Qaïda et des groupes d'opposition au régime syrien sont d'ailleurs financés et/ou soutenus par l'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe, comme le Qatar.²⁵⁸ De même, la présence de Daech en Syrie depuis 2013 a été perçue depuis l'Arabie Saoudite comme une occasion supplémentaire de briser l'axe pro-iranien et chiite.²⁵⁹

L'implication des États dans le conflit syrien ne se résume toutefois pas à des préoccupations de rapports de forces entre États. En effet, la question des mouvements massifs de population engendrés par la situation est également un point important dans la politique des États les plus touchés. Depuis 2013, le nombre de réfugiés n'a cessé de croître²⁶⁰, avec pour conséquence un certain risque de déstabilisation pour les principaux pays d'asile, à savoir la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak et l'Égypte.²⁶¹

²⁵² BALANCHE Fabrice, « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *Eurorient*, 2013, p. 9.

²⁵³ MARSH Katherine, « Syria to lift emergency rule after 48 years – but violence continues », *The Guardian*, 19 avril 2011.

²⁵⁴ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 35 ; ROY Olivier, *op. cit.*, p. 125.

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, pp. 124, 136, 139 ; ROY Olivier, *op. cit.*, pp. 130, 134.

²⁵⁷ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2015, p. 180.

²⁵⁸ *Ibid.* ; BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 134 ; THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 36.

²⁵⁹ ROY Olivier, *op. cit.*, p. 134.

²⁶⁰ OPERATIONAL PORTAL REFUGEE SITUATIONS, *loc. cit.*

²⁶¹ *Ibid.*

D'un point de vue international, la question de l'impact des puissances étrangères sur la crise peut être traitée de plusieurs manières. Premièrement, la communauté internationale a également été le lieu d'une prise de position vis-à-vis du gouvernement de Bachar el-Assad. Les États occidentaux, plus sensibles aux questions des droits de l'homme et de la démocratie²⁶², se sont « *opposés au maintien au pouvoir de Bachar el-Assad.* »²⁶³ Dans les faits, une série de sanctions a été prise à l'encontre de l'État syrien. De la part des États-Unis, elles visent notamment à interdire « *new investments in Syria by U.S. persons, [...] the exportation or sale of services to Syria by U.S. persons, [...] the importation of petroleum or petroleum products of Syrian origin* »²⁶⁴, et incluent un gel des avoirs de plusieurs représentants syriens, dont Bachar el-Assad.²⁶⁵ Cette dernière mesure a également été prise par l'Union Européenne à l'encontre de « *259 personnes et 67 entités* »²⁶⁶. À ceci s'ajoutent aussi « *un embargo pétrolier, des restrictions frappant certains investissements, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE* »²⁶⁷ et plusieurs restrictions vis-à-vis de certaines technologies.²⁶⁸ À l'inverse, la Russie s'est positionnée dès le début comme soutenant le régime syrien, rejoignant sur ce point l'Iran,²⁶⁹ et a offert à la Syrie un soutien logistique et militaire.²⁷⁰ La présence des forces armées russes sur le territoire syrien, demandée par la Syrie et officialisée en 2015, repose sur un accord entre les deux pays stipulant le besoin de protéger la souveraineté nationale et la nécessité de combattre le terrorisme.²⁷¹

Deuxièmement, la lutte contre le terrorisme a favorisé la coopération entre plusieurs États. Depuis les débuts du conflit, la présence de réseaux terroristes sur le territoire syrien a été avérée, notamment avec l'émergence d' « *organisations de*

²⁶² THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 37.

²⁶³ GUIDÈRE Mathieu, *op. cit.*, p. 150.

²⁶⁴ U.S. DEPARTMENT OF STATE, « Syria Sanctions », disponible sur : <<https://www.state.gov/e/e/b/tfs/spi/syria/>>, dernière consultation : le 20 juillet 2018.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, « Syrie : l'UE proroge d'un an les sanctions à l'encontre du régime », disponible sur : <<http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/05/28/syria-eu-extends-sanctions-against-the-regime-by-one-year/>>, dernière consultation : le 20 juillet 2018.

²⁶⁷ *Ibid.*

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ THERME Clément, *op. cit.*, 2014a, p. 39.

²⁷⁰ DELANOË Igor, *op. cit.*, p. 3.

²⁷¹ MANDRAUD Isabelle, « Moscou publie l'accord militaire signé avec Dama », *Le Monde*, 16 janvier 2016.

tailles plus sérieuses »²⁷² à l'instar de « *Daech et Al-Nosra* »²⁷³. Ne formant au départ qu'une seule organisation affiliée à Al-Qaeda²⁷⁴ et dont les premiers actes remontent à la Guerre d'Irak²⁷⁵, les combattants terroristes se sont implantés dans la guerre civile syrienne aux côtés des rebelles de l'Armée syrienne libre, « *principale composante de l'insurrection* »²⁷⁶. Leurs compétences militaires supérieures leur ont permis de se démarquer rapidement au détriment des rebelles plus modérés, résultant en la formation d'« *un noyau dur jihadiste* »²⁷⁷. En 2013 cependant, une lutte interne a éclaté au sein du groupe terroriste, à l'issue de laquelle Daech a pris son indépendance vis-à-vis d'Al-Nosra,²⁷⁸ le premier ayant pour but la création d'un califat sunnite.²⁷⁹ Cette volonté s'est traduite, dans les faits, par le succès de Daech à s'emparer de plusieurs villes, notamment dans « *la vallée de l'Euphrate* »²⁸⁰, et à y imposer la charia. En 2016, Daech avait ainsi en sa possession « *un territoire de 300 000 km²* »²⁸¹ et des gisements pétroliers sous son contrôle permettant son financement.²⁸² Quant à Al-Nosra, la réunion de différents groupes opposés au régime de Bachar El-Assad en 2014 sous la direction de l'organisation terroriste a permis à la coalition de prendre l'ascendant sur l'armée syrienne dans le Nord-Ouest du pays en 2015.²⁸³

Si Al-Nosra et les groupes qui lui sont affiliés continuent à maintenir un certain contrôle sur quelques régions du pays²⁸⁴, Daech a perdu la majorité de son territoire au cours de l'année 2017. Ceci est notamment dû aux efforts « *des Kurdes, de l'armée irakienne, des alliés de Bachar al-Assad et de la coalition internationale* »²⁸⁵

²⁷² BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 134.

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 136.

²⁷⁵ GUIDÈRE Mathieu, *op. cit.*, 2015, p. 149.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 150.

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 136.

²⁷⁹ ONKOANT Arthur, *L'État islamique : Le Califat de Daech*, Paris : L'Harmattan, 2017, p. 8.

²⁸⁰ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 137.

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² BEZAT Jean-Michel, « Que sait-on de la production de pétrole contrôlée par l'EI et de ses destinations », *Le Monde*, 3 décembre 2015.

²⁸³ BALANCHE Fabrice, *op. cit.*, 2016, p. 134.

²⁸⁴ LONITA Cristian, « Syrian Civil War in Maps : Waiting for a new 'Battle for Manjib' », 1^{er} juin 2018, disponible sur : <https://www.edmaps.com/html/syrian_civil_war_in_maps.html>, dernière consultation : le 2 septembre 2018 ; THE CARTER CENTER, « Tracking the front lines in Syria », disponible sur : <<https://d3svb6mundity5.cloudfront.net/dashboard/index.html>>, dernière consultation : le 2 septembre 2018.

²⁸⁵ DE SÈZE Cécile, « 2017 signe la fin (territoriale) de l'État islamique », *RTL*, 27 décembre 2017.

contre Daech. La coalition internationale, menée par les États-Unis²⁸⁶, se compose actuellement de septante-quatre États membres²⁸⁷ dont les actions varient entre des « *soutiens militaires [...], l'aide humanitaire et les dons* »²⁸⁸. À ces États s'ajoutent cinq institutions : la League Arabe, la Communauté des États sahélo-sahariens, Interpol, l'OTAN et l'Union Européenne.²⁸⁹ Absents de cette coalition, la Syrie, l'Iran et la Russie ciblent également Daech.²⁹⁰

Enfin, l'impact de la communauté internationale sur la guerre civile syrienne implique aussi les actes pris par les Nations Unies. De manière générale, plusieurs initiatives ont été entreprises au sein de l'organisation afin de trouver une solution politique au conflit. La première, datant de 2012, « *was followed by the Geneva II Conference on Syria in 2014 and more talks in 2016* »²⁹¹. Si ces discussions ont obtenu des résultats mitigés²⁹² et sont toujours en cours à Genève, nous noterons toutefois que des négociations soutenues par la Russie, l'Iran et la Turquie sont réalisées en parallèle et de manière indépendante des Nations Unies, à Astana.²⁹³

Les intérêts et positions divergentes des différents acteurs – notamment étatiques, avec les États-Unis et la Russie – participent au blocage de la situation.²⁹⁴ Le Conseil de Sécurité de l'ONU constitue un prime exemple de ceci, avec plusieurs résolutions

²⁸⁶ DUPRIEZ Julien, « Quels sont les pays membres de la coalition anti-Daech ? », *La Croix*, 18 août 2017 ; LE MONDE, « Qui participe à la coalition contre l'État islamique ? », 15 septembre 2014.

²⁸⁷ GLOBAL COALITION, « Our mission. 79 partners united in defeating global terrorism », disponible sur : <<http://theglobalcoalition.org/en/mission-en/>>, dernière consultation : le 5 septembre 2018 ; UK GOVERNMENT, « Daesh : UK government response (Archived) », disponible sur : <<https://www.gov.uk/government/topical-events/daesh>>, dernière consultation : le 5 septembre 2018.

²⁸⁸ LE MONDE, « Qui participe à la coalition contre l'État islamique ? », 15 septembre 2014.

²⁸⁹ GLOBAL COALITION, « 79 partners », disponible sur : <<http://theglobalcoalition.org/en/partners/>>, dernière consultation : le 5 septembre 2018.

²⁹⁰ KARMON Ely, « The Demise of the Caliphate : Quo Vadis ISI ? », *Research Gate*, Décembre 2016, disponible sur : <https://www.researchgate.net/profile/Ely_Karmon/publication/311886867_The_Demise_of_the_Caliphate_Quo_Vadis_ISI/links/585f7bf908ae6eb871a40b61/The-Demise-of-the-Caliphate-Quo-Vadis-ISI.pdf>, dernière consultation : le 5 septembre 2018.

²⁹¹ United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA). E/ESCWA/EDID/2016/2. « Syria at five years on war », 19 juillet 2016, p. 35.

²⁹² HINNEBUSCH Raymond, ZARTMAN William I., PARKER-MAGYAR Elizabeth, IMADY Omar, « UN Mediation in the Syrian crisis : From Kofi Annan to Lakhdar Brahimi », New York : *International Peace Institute*, mars 2016, p. 17.

²⁹³ PEEL Michael, SOLOMON Erika, « Syrian opposition launches push to revive Geneva peace talks », *Financial Times*, 15 janvier 2018.

²⁹⁴ HINNEBUSCH Raymond et al., *op. cit.*, p. 1.

bloquées par la Russie.²⁹⁵ L'inverse est également vrai, avec plusieurs résolutions proposées par la Russie rejetées.²⁹⁶

Les niveaux internes et externes mettent ainsi tous deux en évidence plusieurs facteurs pouvant expliquer, en partie, l'origine du conflit. Cependant, selon un rapport des Nations Unies de 2016, « *none of those factors, taken separately or in combination, is enough to explain the type and intensity of the conflict.* »²⁹⁷ De plus, tous les États n'ont pas la même grille de lecture de la guerre civile syrienne.

²⁹⁵ BBC NEWS, « Syria : Does Russia always use a veto at the UN Security Council ? », 16 avril 2018 ; UN NEWS, « Security Council fail to adopt three resolutions on chemical weapons use in Syria », 10 avril 2018.

²⁹⁶ *Ibid.* ; CHAN Sewell, « U.N. Security Council rejects Russian resolution condemning Syrian strikes », *The New York Times*, 14 avril 2018.

²⁹⁷ United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA). E/ESCWA/EDID/2016/2. "Syria at five years on war", 19 juillet 2016, p. 7.

DEUXIÈME PARTIE – CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET THÉORIQUE

Une analyse thématique de trente-trois discours russes de 2011 à 2018 a été réalisée en vue de répondre à notre question de recherche. Les propos analysés sont ceux de Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie en fonction depuis 2012, Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires Étrangères de la Russie depuis 2004²⁹⁸, et Maria Zakharova, porte-parole du ministre des Affaires Étrangères et Directrice du Département de l'information et de la Presse du Ministère russe des Affaires Étrangères depuis 2015.²⁹⁹ Ils se situent dans un registre sur le conflit syrien. Leur référence sont reprises dans la bibliographie.

Dans cette deuxième partie, nous détaillerons la méthodologie employée dans le cadre de ce mémoire et expliciterons le concept de puissance sur lequel se base notre problématique.

1. Analyse thématique

L'analyse thématique implique l'identification de thèmes au sein de données qualitatives.³⁰⁰ Il s'agit d'une méthode flexible, qui peut être appliquée à une grande diversité de données.³⁰¹ Elle peut également être utilisée seule au cours d'une recherche ou en association à d'autres méthodes.³⁰²

Le thème en lui-même est une notion abstraite³⁰³ dont l'existence au sein d'un discours peut être soit explicite, soit implicite.³⁰⁴ L'identifier peut donc se révéler

²⁹⁸ THE RUSSIAN GOVERNMENT, « Sergei Lavrov », disponible sur : <<http://government.ru/en/gov/persons/15/events/>>, dernière consultation : le 17 avril 2019.

²⁹⁹ THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE RUSSIAN FEDERATION, « Director of the Information and Press Department », disponible sur : <http://www.mid.ru/press_service/dip/director?p_p_id=56_INSTANCE_jq1s6pCGyl2A&_56_INSTANCE_jq1s6pCGyl2A_languageId=en_GB>, dernière consultation : le 17 avril 2019.

³⁰⁰ WANLIN Philippe, « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », *Recherches Qualitatives*, Actes du colloque Bilan et Perspectives de la Recherche Qualitative, 2007, Hors Série, n° 3, p. 251.

³⁰¹ BRAUN Virginia, CLARKE Victoria, « Teaching thematic analysis », *The psychologist*, 2013, vol. xxvi, n° 2, p. 120.

³⁰² BOYATZIS Richard E., *Transforming Qualitative Information: Thematic Analysis and Code Development*, Londres : SAGE Publications, 1998, p. 4.

³⁰³ FALLERY Bernard, RODHAIN Florence, « Quatre approches pour l'analyse de données textuelles : lexicale, linguistique, cognitive, thématique. », *XVIème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS*, 2007, Montréal, Canada, AIMS, p. 11.

une entreprise délicate. Fallery et Rodhain le définissent comme étant « *une construction intellectuelle élaborée par le chercheur à partir d'éléments textuels récurrents* »³⁰⁵. Si le thème comme construction revient également chez Mahé Ben Hamed et Damon Mayaffre, ces derniers ne se limitent pas à cela et ajoutent que le thème serait également « *une idée suivie et développée dans le corpus* »³⁰⁶ dont la lecture du discours en dévoilerait le sens.³⁰⁷ Plusieurs lectures du corpus sont par conséquent nécessaires pour relever l'entière des thèmes et sous-thèmes.³⁰⁸ L'identification et le répertoriage de ceux-ci entraînent « *une « décontextualisation »* »³⁰⁹ et « *leur interprétation, ou encore catégorisation, [...] à une « recontextualisation »* »³¹⁰

L'un des défauts de l'analyse thématique tient en son aspect chronophage. Aussi, nous avons fait le choix de nous limiter et de ne recenser que les thèmes et sous-thèmes répondant à notre question de recherche.³¹¹ Les éléments des discours s'en éloignant ont donc été ignorés.

De même, dans le but d'établir une grille de lecture russe du conflit syrien la plus complète possible, nous nous sommes attelés à être le plus exhaustif possible dans le relevé des thèmes. Pour ce faire, nous avons fait le choix de ne pas les classer par leur ordre d'importance. Les conditions de production des discours peuvent varier assez fortement. Un thème peut par conséquent être plus abordé au sein d'un discours que d'un autre, sans que cela ne change sa pertinence vis-à-vis de notre question de recherche et problématique.

Par ailleurs, l'attribution d'un élément du corpus à un thème risque également de dénaturer le premier – et dès lors fausser la recherche - dans le cas où le passage

³⁰⁴ *Ibid.* ; GUEST Greg, MACQUEEN Kathleen M., NAMEY Emily E., *Applied Thematic Analysis*, Londres : SAGE Publications, 2011, p. 10 ; BOYATZIS Richard E., *op. cit.*, p. 4.

³⁰⁵ FALLERY Bernard, RODHAIN Florence, *op. cit.*, p. 11.

³⁰⁶ BEN HAMED Mahé, MAYAFFRE Damon, « Les thèmes du discours. Du concept à la méthode », *Mots. Les langages du politique*, 2015, n° 108, p. 7.

³⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁸ FALLERY Bernard, RODHAIN Florence, *op. cit.*, p. 9 ; FOX Nick J., *Qualitative Data Analysis: HAR6010*, (taught unit for MSc in Health and Social Care Research), Sheffield: University of Sheffield, 2004, p. 2 ; MUCCHIELLI Alex, PAILLÉ Pierre, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 3^e ed., Paris : Armand Colin, 2012, p. 231.

³⁰⁹ WANLIN Philippe, *op. cit.*, p. 251.

³¹⁰ *Ibid.*, p. 252.

³¹¹ MARKS David F., YARDLEY Lucy, *Research Methods for Clinical and Health Psychology*, Londres : SAGE Publications, 2004, p. 59.

relevé et le thème possèdent deux sens trop éloignés l'un de l'autre. Cet écart de valeur entre les deux, appelé inférence, se doit d'être aussi faible que possible dans le cadre d'une analyse thématique.³¹²

Concrètement, la méthode utilisée au cours de notre analyse repose sur les six étapes de l'analyse thématique identifiées par Clarke et Braun³¹³ :

- 1) Se familiariser avec les données,
- 2) Générer les codes initiaux,
- 3) Chercher les thèmes,
- 4) Vérifier les thèmes potentiels,
- 5) Définir et nommer les thèmes,
- 6) Rédiger le rapport.

Après avoir répertorié chaque discours en thèmes et sous-thèmes, nous avons réalisé, premièrement, des arbres thématiques pour chaque année et, secondement, un arbre thématique relevant les thèmes présents sur toute la période de temps entre 2011 et 2018. À titre d'illustration, les transcriptions des discours pour les années 2013 et 2015, les relevés initiaux des idées principales et les arbres thématiques pour ces deux années sont présentés dans les annexes. Ils sont suivis par l'arbre thématique pour la totalité de la période 2011-2018.

2. Le concept de puissance

Le concept de *puissance*, ou de *power* en anglais, occupe une place particulière au sein des théories des relations internationales et des analyses réalisées pour faire sens de ces relations. De fait, que les auteurs se basent sur la notion de puissance ou, au contraire, contestent son caractère décisif dans la lecture des événements survenant sur la scène internationale, la notion même de puissance « *constitue*

³¹² MUCCHIELLI Alex, PAILLÉ Pierre, *op. cit.*, p. 250.

³¹³ BRAUN Virginia, CLARKE Victoria, « Chapter 4. Thematic Analysis », pp. 60-69, dans COOPER Harris *et al.*, *APA Handbook of Research Methods in Psychology*, vol. II, *Research designs : Quantitative, qualitative, neuropsychological, and biological*, Washington, DC, US : American Psychological Association, 2012, 701 p.

indéniablement l'une des notions clés autour desquelles s'articulent les lectures politiques ou théoriques des évolutions du système international. »³¹⁴ L'école réaliste, notamment, inscrit la puissance dans son postulat pour expliquer les comportements sur la scène internationale. Celle-ci, anarchique, serait constituée d'États cherchant à survivre et, dans ce but, à maximiser leur puissance. Edward Carr ira jusqu'à dire que « *la politique est, dans un certain sens, toujours politique de puissance.* »³¹⁵

Par ailleurs, le concept de puissance a évolué depuis son apparition dans le jargon des théories des relations internationales. Loin d'être constant, la puissance s'adapte aux réalités de la scène internationale et du monde contemporain et s'est révélée être « *(A) un concept multiforme, (B) évolutif et (C) complexe.* »³¹⁶ Alors que de nombreux auteurs se sont essayés à en proposer une définition, tous n'insistent pas sur les mêmes aspects et caractéristiques de la puissance. Certains font ainsi la distinction entre puissance et influence, d'autres non. D'autres auteurs encore se concentrent sur les différentes formes que peut prendre la puissance des États, c'est-à-dire « *hyperpuissance, superpuissance, puissance moyenne, puissance déclinante,* »³¹⁷ etc.

Une définition largement partagée du concept est que la puissance est la capacité d'un acteur à obtenir quelque chose d'un autre acteur. Plus exactement, l'explication de Robert Dahl, reprise par beaucoup d'auteurs et concevant la puissance comme une/des relation(s)³¹⁸, dit que « *A a pouvoir/puissance sur B dans la mesure où il peut obtenir de B qu'il fasse quelque chose qu'il n'aurait pas fait autrement.* »³¹⁹ Cette vision de la puissance se retrouve également chez Morgenthau, ce dernier définissant la puissance comme « *l'emprise d'un homme sur les esprits et les actions*

³¹⁴ COURMONT Barthélémy, NIQUET Valérie, NIVET Bastien, « Quelle évolution de la notion de puissance et de ses modes d'action à l'horizon 2030, appliquée aux États-Unis, à l'Europe et à la Chine? », *IRIS et Délégation aux Affaires Stratégiques*, 2004, p. 7.

³¹⁵ CARR Edward, *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939* (1946), Basingstoke : Palgrave-Macmillan, 2001, 2^e ed., p. 46, 97.

³¹⁶ VERLUISE Pierre, « Géopolitique – La puissance ? Quels sont ses fondamentaux ? » *diplowe.com, La revue géopolitique*, 10 novembre 2013, disponible sur : <<https://www.diploweb.com/Geopolitique-e-La-puissance.html>>, dernière consultation : le 17 avril 2019.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris : Presses de Sciences Po, 2015, 5^e ed., p. 219.

³¹⁹ DAHL Robert, « The concept of Power », *Behavioral Science*, 1957, n° 2, pp. 201-215.

des autres »³²⁰. De manière générale, la puissance est ici perçue comme « *la capacité d'imposer* »³²¹ et met en exergue « *des rapports de domination entre acteurs* »³²².

Ces rapports se retrouvent également dans une deuxième conception de la puissance, non exclusive à la précédente, qui la conçoit comme la « *capacité d'action et marge de manœuvre* »³²³. La puissance d'un État se mesure ici dans sa capacité à agir de manière indépendante, sans que son comportement ne soit dicté ou influencé par un autre État.³²⁴

Une troisième interprétation du concept définit « *la puissance en termes de ressource.* »³²⁵ Cette définition de la puissance met en évidence les capacités matérielles d'un État et fait dès lors la distinction entre puissance et influence.³²⁶ La puissance est ici mesurée selon « *size of population and territory, resource, endowment, economic capability, and military strenght.* »³²⁷

Ces différentes conceptions de la puissance démontrent de sa complexité et, en un sens, de son caractère évolutif. Celui-ci survient en parallèle des événements et des changements survenant dans les relations internationales, que les auteurs interprètent différemment. Pendant longtemps, la puissance a ainsi été associée au *hard power* comme modalité d'exercice. Celui-ci fait référence aux « *moyens de pression et de coercition* »³²⁸ utilisés par un État pour exercer sa puissance sur les autres. En 1990, Joseph Nye introduit la notion de *soft power*.³²⁹ Avec ce concept, la puissance n'est plus seulement exercée par la force mais également par « *the attractiveness of the values or ideas of a country [...], through the magnetism of*

³²⁰ MORGENTHAU J. HANS, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York : A. A. Knopf, 1948, p. 13.

³²¹ COURMONT Barthélémy, NIQUET Valérie, NIVET Bastien, *op. cit.*, p. 10.

³²² *Ibid.*, p. 11.

³²³ *Ibid.*, p. 12.

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ BATTISTELLA Dario, *op. cit.*, p. 219.

³²⁶ NAU R. Henry, *Perspectives on International Relations : Power, Institutions, and Ideas*, 4^e ed., Washington DC : Sage Publications INC, 2015, p. 39.

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ COMMISSION GENERALE DE TERMINOLOGIE ET DE NEOLOGIE, *Vocabulaire des relations internationales : Enrichissement de la langue française*, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 2014, p. 34.

³²⁹ COURMONT Barthélémy, NIQUET Valérie, NIVET Bastien, *op. cit.*, p. 4.

their values and moral standards. »³³⁰ La culture devient par conséquent un « *outil de puissance* »³³¹.

TROISIÈME PARTIE – ANALYSE ET INTERPRÉTATION

1. Analyse

Le 27 septembre 2011, Sergueï Lavrov prononce un discours dans le cadre de la soixante-sixième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.³³² Le contexte international est alors particulier, puisque l'année 2011 est non seulement marquée par le printemps arabe mais également par l'intervention de l'OTAN en Libye et le début de la guerre civile en Syrie. Nous retrouvons cette réalité de la scène internationale sous trois thèmes présents dans le discours de Lavrov : le droit international, la résolution des conflits, et les défis transnationaux.

Pour le droit international, Lavrov insiste sur l'importance des Nations Unies, de sa charte et de son Conseil de Sécurité dans les mécanismes de gouvernance globale, et rappelle la nécessité d'actions prises – y compris par des puissances étrangères – dans un cadre parfaitement légal. Le respect du droit international est ainsi un paramètre qui revient plusieurs fois dans son discours.

*« [...] the international community today needs in particular to deploy joint efforts to respond to common challenges and set clear guidelines to strengthen global governance mechanisms. We are convinced that such guidelines should include, first and foremost, the rule of international law; clear, strict and responsible reliance on the fundamental principles of the Charter of the United Nations; and the will to implement a positive unification agenda. »*³³³

³³⁰ NAU R. Henry, *op. cit.*, p. 66.

³³¹ COURMONT Barthélémy, NIQUET Valérie, NIVET Bastien, *op. cit.*, p. 21.

³³² NATIONS UNIES. A/66/PV.28. General Assembly. Official Records. Sixty-sixth session. « 28th plenary meeting », mercredi 27 septembre 2011, 9 a.m., New York, 43 p. Disponible sur : <https://documents.un.org>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

³³³ *Ibid.*, p. 15.

« actions by the outside forces must be based on full respect for international law »³³⁴

« In this context, it seems quite pertinent that States and regional organizations commit themselves to strictly complying with the existing norms of international law, including humanitarian law, in order to protect civilians during armed conflict. »³³⁵

Pour la résolution des conflits, il appelle à un règlement des conflits politique, via un dialogue national inclusif, impliquant toutes les parties au conflit.

« As for Syria, it is inadmissible to boycott proposals for a national dialogue, stir up confrontation and provoke violence, while neglecting the reforms — late in coming, but still achievable — proposed by President Al-Assad. It is important to encourage the authorities and the opposition to start negotiations and agree on the future of their country. »³³⁶

Quant aux défis transnationaux, Lavrov identifie deux dangers principaux : Le terrorisme, lequel demande des efforts conjoints et une coopération multilatérale intensifiée, et les conflits liés aux questions sociales, ethniques et/ou culturelles. Ici encore, le rôle des Nations Unies est souligné.

« The Middle East and North Africa have gone through a period of large-scale changes, and the situation is volatile in certain other parts of the world. [...] The increasing number of alarming factors has been accompanied by an exacerbation of social, inter-ethnic and intercultural conflicts as well as outbreaks of extremism. »

« We are convinced that it is necessary to strengthen multilateral cooperation in countering international terrorism on both the global and regional levels. However, the additional mechanisms to be created in this area should be incorporated in our common work within the United

³³⁴ *Ibid.*, p. 17.

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ *Ibid.*

Nations, with due account taken of its central coordinating role in combating terrorism. »³³⁷

Un troisième danger, sous-tendant les deux premiers, serait pour lui « *the degradation of fundamental moral* »³³⁸, d'où le besoin de promouvoir davantage un dialogue inclusif, en faveur de la diversité.

« The ongoing transformation in contemporary international relations makes it a priority task on the global agenda to expand intercultural, interreligious and inter-civilization dialogue in order to devise approaches to the problems of the modern world that are based on shared values. »³³⁹

De 2011 à 2018, ces trois thèmes vont occuper une place centrale dans les discours russes concernant la crise en Syrie.

1.1. Année 2012

À l'image du discours prononcé en 2011, le droit international représente un thème majeur en 2012. Plus précisément, les questions du respect du droit international et de la violation de celui-ci par des puissances traditionnelles sont soulevées. Pour Poutine et Lavrov, chaque action entreprise devrait être basée sur la Charte des Nations Unies et ne devrait pas faire l'objet de double standards ou de logiques basées sur l'idéologie.

« We continue to stand firm by the principles of the United Nations Charter as the foundations of the modern world order, and will do all we can to ensure that everyone respects the principle whereby in cases where outside intervention is necessary, only the UN Security Council has the power to make such decisions. »³⁴⁰

« The deep changes that have swept over the region [Moyen-Orient] intertwine with the key problems of modern international relations and

³³⁷ *Ibid.*, p. 15.

³³⁸ *Ibid.*, p. 18.

³³⁹ *Ibid.*

³⁴⁰ POUTINE Vladimir, « Meeting with Russian ambassadors and permanent representatives in international organisations », sur *Kremlin.ru*, publié le 9 juillet 2012, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/news/15902>>, dernière consultation : le 26 avril 2018.

*require everyone to take a comprehensive approach and to reject simplistic and ideology-driven patterns and double standards. »*³⁴¹

Pour la question de la résolution du conflit syrien, le processus présenté par Poutine et Lavrov se trouve dans la même lignée de ce qui a été dit en 2011. Nous retrouvons donc l'idée d'un dialogue national, inclusif et menant à un accord politique. La recherche d'un compromis devrait impliquer le Gouvernement légitime et l'Opposition, se dérouler dans un cadre pacifique, et chercher à sécuriser les droits de tous les citoyens, indépendamment de leurs origines ethniques et religieuses. Des actions collectives au niveau de la scène internationale permettraient le bon déroulement d'un tel processus.

En ce qui concerne les défis auxquels doit faire face la communauté internationale, plusieurs facteurs sont à prendre en compte. À un niveau général, Poutine note l'instabilité et la tension régnant au sein des relations internationales. Il évoque ensuite, entre autres, les armes de destruction massive (ADM), le terrorisme et l'extrémisme religieux comme sources de menaces transnationales dans un monde interdépendant. La question des ADM et leur présence au Moyen-Orient, est également reprise par Lavrov³⁴². Il en va de même pour le terrorisme et l'extrémisme religieux lorsqu'il évoque les organisations terroristes présentes sur le territoire syrien.

*« Extremist organizations including Al-Qaida have become more active in Syria. They perpetrate terrorist attacks against innocent civilians and civil infrastructure. »*³⁴³

Alors qu'en 2011, l'une des menaces était les conflits interethniques et/ou interculturels, cette menace est ici présentée comme résultant des tentatives de *regime change*. Certaines puissances étrangères mettraient ainsi en danger la communauté internationale via leur interférence dans les affaires d'autres États, notamment en tentant de leur imposer un système.

³⁴¹ NATIONS UNIES. A/67/PV.16. General Assembly. Official Records. Sixty-seventh session. « 16th plenary meeting », vendredi 28 septembre 2012, 3 p.m., New York, p. 20. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

³⁴² *Ibid.*, p. 21.

³⁴³ *Ibid.*

*« All our actions should be founded solidly on the United Nations Charter, which makes no provision for the right to change regimes. It is unacceptable to impose a political system on a country and its people. [...] The entire sequence of events in the Arab world and other regions proves the futility of any such policy, which can lead to dangerous interethnic and interreligious clashes in international relations. »*³⁴⁴

Si Lavrov ne cite pas explicitement ces puissances étrangères, Poutine les qualifie de puissances traditionnelles, qu'il définit comme étant l'Occident plus tôt dans son discours.³⁴⁵

Un autre thème que nous retrouvons est relatif à la politique étrangère de la Russie et se décline sous deux angles. Premièrement, la nécessité pour la Russie de développer son *soft power*. En effet, Poutine avance cette idée pour pallier à une image fausse, déformée, de la Russie à l'étranger.

*« Russia's image abroad is formed not by us and as a result it is often distorted and does not reflect the real situation in our country or Russia's contribution to global civilisation, science and culture. »*³⁴⁶

Secondement, le caractère unique et indépendant de la politique étrangère russe qui *« has taken shape over the course of centuries. »*³⁴⁷

1.2. Année 2013

Le droit international apparaît à nouveau comme un thème majeur dans les discours russes sur la Syrie et implique plusieurs éléments. En premier lieu, le rôle de l'ONU dans la protection du droit international est une fois de plus souligné, en particulier celui du Conseil de Sécurité. Le conflit syrien présenterait un risque pour le droit international, d'où la nécessité d'utiliser l'organe onusien pour le gérer.

« From the outset, Russia has advocated peaceful dialogue enabling Syrians to develop a compromise plan for their own future. We are not

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, 9 juillet 2012.

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ *Ibid.*

protecting the Syrian government, but international law. We need to use the United Nations Security Council »³⁴⁸

Le Conseil de Sécurité représente ainsi un leadership collectif, garant du droit international. L'utilisation de la force en dehors d'un cadre strictement légal ne peut avoir, pour la Russie, que des conséquences désastreuses.

En second lieu, le respect du droit international passe par des investigations correctement réalisées. Les accusations se doivent d'être basées sur des faits, aucun État ne pouvant décider unilatéralement de se faire juge. De même, Lavrov appelle, comme en 2012, à ne pas employer de doubles standards vis-à-vis de la situation en Syrie.³⁴⁹

Pour le thème de la résolution de la crise syrienne, la Russie présente un discours constant. La méthode à privilégier ne change donc pas et passe par un dialogue national et inclusif. La composition de la population syrienne, multireligieuse et multiethnique, se traduit dans la guerre civile par un aspect sectaire, d'où la recherche d'un compromis entre toutes les parties du conflit.

La résolution de la guerre civile syrienne devrait par conséquent être un processus intra-syrien et mettre fin aux souffrances endurées par les minorités religieuses.

« People are continuing to die and innocent civilians to suffer every day in Syria. Religious minorities, including Christian communities, are becoming victims of the conflict, which is increasingly acquiring a sectarian character. Virtually the only possibility remaining today to put an end to this turmoil is to break the deadlock regarding the process of a political settlement of the Syrian crisis. »³⁵⁰

À l'instar des deux années précédentes, le thème des challenges transnationaux revient également en 2013. Le terrorisme notamment, présent sur le territoire syrien

³⁴⁸ POUTINE Vladimir, « A plea for Caution from Russia », dans *The New York Times*, 11 septembre 2013.

³⁴⁹ NATIONS UNIES. A/68/PV.15. General Assembly. Official Records. Sixty-eighth session. « 15th plenary meeting », vendredi 27 septembre 2013, 9 p.m., New York, p. 33. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

³⁵⁰ *Ibid.*, p. 34.

et au sein de l'Opposition, présente un risque pour les régions autour de la Syrie. Les terroristes ne viennent en effet pas seulement de Syrie mais bel et bien des quatre coins du monde, Russie y compris. Ils posent dès lors un danger potentiel pour les États dont ils sont originaires.

*« It is common knowledge that jihadist groups that include numerous radical elements from all parts of the world are the most combat-capable units of the opposition. »*³⁵¹

*« Mercenaries from Arab countries fighting there, and hundreds of militants from Western countries and even Russia, are an issue of our deep concern. Might they not return to our countries with experience acquired in Syria? »*³⁵²

Par conséquent, les interférences de puissances étrangères dans le conflit, entre autres via la fourniture d'armes à l'Opposition, présentent un facteur de risque pour la communauté internationale. Aucun État ne peut se prévaloir unilatéralement d'être légitime dans sa tentative d'imposer un système à un autre État. De plus, la communauté internationale étant de plus en plus interdépendante, seules des réponses collectives, basées sur une coopération accrue et représentative de la diversité des différents États, peuvent être efficaces.³⁵³

Dernier défi, la question des ADM au Moyen-Orient est à nouveau abordée.

Le dernier thème discuté ici pour l'année 2013 se rapporte aux relations entre la Russie et les États-Unis. L'histoire de leurs relations, alliés pendant la seconde guerre mondiale contre le nazisme puis ennemis pendant la majeure partie de la seconde moitié du vingtième siècle, est rappelée. Poutine ajoute à cela les conséquences néfastes des interventions américaines dans des pays tiers – Afghanistan, Irak, Libye -, non seulement pour la stabilité des régions touchées mais aussi pour l'augmentation du terrorisme. Il appelle à plus de coopération entre les deux pays afin de ne pas reproduire un tel schéma en Syrie.³⁵⁴

³⁵¹ *Ibid.*, p. 33.

³⁵² POUTINE Vladimir, *op. cit.*, 11 septembre 2013.

³⁵³ NATIONS UNIES. A/68/PV.15., *op. cit.*, vendredi 27 septembre 2013, p. 33.

³⁵⁴ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, 11 septembre 2013.

1.3. Année 2014

Pour l'année 2014, nous préférons le thème 'communauté internationale', avec 'droit international' comme sous-thème. L'ONU, sa charte et son Conseil de Sécurité jouent toujours un rôle primordial. De même, le respect du droit international reste un enjeu capital. Néanmoins, d'autres facteurs apparaissent dans les discours russes.

Premièrement, Lavrov note des changements au sein même de la communauté internationale. L'ordre mondial du vingt-et-unième siècle ne peut plus être sous la coupe d'un *hégémon* – un État « *more powerful than all the others* »³⁵⁵ – mais doit, au contraire, être représentatif de la diversité des différentes puissances présentes sur la scène internationale.

*« Le nouvel ordre mondial ne peut être que polycentrique et il devrait refléter la diversité culturelle et civilisationnelle du monde moderne. »*³⁵⁶

Deuxièmement, l'instabilité de la région moyen-orientale a un impact sur la communauté internationale dans son ensemble. Aussi, il est nécessaire pour cette dernière d'unir ses efforts et d'approfondir la coopération entre les États. Cette coopération doit cependant être faite sur un pied d'égalité, en respectant la souveraineté de chaque État, de sorte d'engendrer un véritable partenariat. La souveraineté d'un État s'établit à la fois en l'interne et en l'externe³⁵⁷ et proclame l'indépendance de celui-ci et son « *pouvoir exclusif de toute autre subordination* »³⁵⁸.

*« La Russie est ouverte à l'élargissement de la coopération avec tous les Etats et les associations sur une base égale et mutuellement bénéfique. »*³⁵⁹

³⁵⁵ NAU R. Henry, *op. cit.*, p. 43

³⁵⁶ LAVROV Sergueï, « Discours du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la XXIIème assemblée du Conseil russe pour la politique extérieure et de défense, Moscou, le 22 novembre 2014 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 22 novembre 2014, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/790194>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

³⁵⁷ DELWIT Pascal, *Introduction à la science politique*, Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles, 2013, p. 44.

³⁵⁸ DONNEDIEU DE VABRES Jacques, *L'État*, Paris: PUF, 1992, p. 5.

³⁵⁹ LAVROV Sergueï, « Allocution du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'une réception donnée à l'occasion du Nouvel an musulman, Moscou, le 29 octobre 2014 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 29 octobre 2014, disponible sur :

Pour la résolution du conflit syrien, un dialogue national et inclusif reste la solution préconisée dans les discours russes. De même, ceux-ci recensent une nouvelle fois la diversité culturelle, religieuse et ethnique de la population syrienne ainsi que la nécessité de préserver cette dernière. En outre, Lavrov s'oppose à une solution militaire au conflit, appelle à la coopération avec le Gouvernement syrien et met une nouvelle fois en garde contre les doubles standards.

*« Tout conflit - que ce soit en Syrie, la Libye, l'Irak, le Yémen, le Sahara ou le Sahel - n'a pas de solution militaire. Seul un dialogue national avec la participation de tous les groupes ethniques, religieux et politiques peut assurer le consentement, la stabilité et les conditions nécessaires pour le développement économique et sociale des pays se trouvant dans les zones de conflit. »*³⁶⁰

*« There is an urgent need to refrain from double standards in approaches to conflict resolution. »*³⁶¹

Le terrorisme apparaît comme le troisième thème principal des discours de l'année 2014. Il est présenté comme étant un des problèmes majeurs du Moyen-Orient et, de manière plus générale, une menace pour l'entière communauté internationale. Sa progression rapide et la présence de combattants étrangers en Syrie nécessitent une approche compréhensive du terrorisme et des actions communes, ces-dernières s'insérant dans un cadre parfaitement légal sur le plan du droit international.

Dans la même lignée, Lavrov note l'importance de définir tous les terroristes comme étant hors-la-loi.

*« Terrorists, whatever slogans they hide behind, must be outlawed. »*³⁶²

www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/742481, dernière consultation : le 18 avril 2018.

³⁶⁰ *Ibid.*

³⁶¹ NATIONS UNIES, A/69/PV.15. General Assembly. Official Records. Sixty-ninth session. « 15th plenary meeting », samedi 27 septembre 2014, 9 a.m., New York, p. 37. Disponible sur : www.un.org

³⁶² *Ibid.*

*« The terrorist threat requires a comprehensive approach if we want to eradicate its causes and not be doomed to reacting to the symptoms. ISIL is only part of the problem. »*³⁶³

En outre, il souligne également le rôle non négligeable de la Russie dans la lutte contre le terrorisme.

*« This is not the first time that Russia is making a real contribution to the fight against ISIL and other terrorist groups in the region. »*³⁶⁴

Le quatrième thème apparaissant dans les discours russes concerne l'Occident. Pour Lavrov, l'Occident est coincé dans une logique arriérée ne correspondant plus aux réalités du monde moderne : la logique ami ou ennemi de la Guerre Froide. Cette logique entraîne des violations du droit international, des tentatives d'exportation de révolution et de *regime change*.³⁶⁵ Les États-Unis en particulier essaient de changer les régimes d'États afin de combler leurs ambitions géopolitiques.

*« Le terme est intéressant, mais je l'utiliserai par rapport aux États-Unis et leur stratégie de guerre. Leur objectif ne consiste pas à vaincre l'ennemi, mais à changer les régimes dans les États dont la politique ne correspond pas aux ambitions de Washington. »*³⁶⁶

Ils n'apprennent ainsi pas des leçons tirées de leurs actions en Libye, en Irak, etc. et continuent à faire usage de double standards, notamment dans leur gestion de la crise syrienne en refusant la coopération avec le Gouvernement syrien.

*« Nous considérons qu'il est erroné de refuser la coopération avec la Syrie et de déclarer du droit de mener des raids aériens sur les positions des terroristes sur ses territoires »*³⁶⁷

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ *Ibid.*

³⁶⁵ *Ibid.*, p. 34.

³⁶⁶ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, 22 novembre 2014.

³⁶⁷ LAVROV Sergueï, « Réponses du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov aux questions des médias russes, Moscou, le 27 octobre 2014 », sur Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, 27 octobre 2014, disponible sur : www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/742876, dernière consultation : le 18 avril 2018.

Enfin, le dernier thème aborde la Russie de manière générale. Ici, nous notons premièrement l'intérêt de la Russie pour la coopération, celle-ci s'effectuant, comme indiqué plus tôt, sur un pied d'égalité. Deuxièmement, Lavrov présente la Fédération comme jouant « *le rôle de pionnier dans la promotion des principes de la démocratie, la justice, la primauté du droit international.* »³⁶⁸

1.4. Année 2015

Le premier thème principal est une nouvelle fois la communauté internationale et regroupe deux sous-thèmes. Le premier concerne l'ONU qui, comme pour les années précédentes, voit son rôle être mis en exergue. L'organisation internationale est garante du droit international et l'action des USA en Syrie, sans accord du Conseil de Sécurité, est dénoncée et considérée comme étant illégitime.

*« Leur opération de lutte contre l'État islamique, qui occupe de grands espaces en Irak et en Syrie, est assez ambiguë dans la mesure où elle est menée sur deux bases différentes. Prenons la base juridique internationale – tout est respecté vis-à-vis des frappes en Irak, mais les frappes en Syrie sont illégitimes. »*³⁶⁹

Par ailleurs, le respect du droit international implique également des investigations correctement réalisées, sans « *accusations infondées* »³⁷⁰.

Le deuxième sous-thème se rapporte à la souveraineté étatique. Celle-ci est un principe inaliénable. Dès lors, toute tentative de changer le régime d'un État pour faire avancer ses ambitions géopolitiques est inacceptable.

« Une autre conclusion à tirer suite aux événements tragiques au Moyen-Orient est qu'il faut renoncer une bonne fois pour toutes à la tentation de prendre les destins de nations entières en otage d'ambitions

³⁶⁸ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, 22 novembre 2014.

³⁶⁹ LAVROV Sergueï, « Interview du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov sur Radio Russie, Moscou, 19 novembre 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 19 novembre 2015, disponible sur : <http://www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1944112>, dernière consultation ; le 18 avril 2018.

³⁷⁰ LAVROV Sergueï, « Réponse du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à une question de la chaîne Rossiya 1, 9 août 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 9 août 2015, disponible sur : <http://www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOWMER cf/content/id/1647794>, dernière consultation ; le 18 avril 2018.

*géopolitiques, mises en œuvre en s'ingérant grossièrement dans les affaires intérieures d'États souverains. »*³⁷¹

De même, aucun État n'est sous l'obligation de se conformer à un modèle unique. Une telle action entraîne des conséquences désastreuses pour l'État cible. Pour illustrer ceci, Poutine fait appel à l'expérience soviétique.

*« Nobody is obliged to conform once and for all to a single model of development that someone has deemed to be the only right one. We should all remember what we have learned from past experience. For example, we remember instances from the history of the Soviet Union. Attempts to export social experiments and to push for change in one country or another based on our own ideological positions often led to tragic consequences and to deterioration rather than progress. »*³⁷²

De fait, les actions entreprises au vingt-et-unième siècle devraient être faites à la lumière des leçons tirées du passé, telles que la lutte contre le nazisme. Dans trois discours, réalisés en septembre, novembre et décembre par Poutine et Lavrov, la situation en Syrie est ainsi mise en parallèle avec l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

« The international community should have learned from the past lessons. The historical parallels in this case are undeniable.

Unwillingness to join forces against Nazism in the 20th century cost us millions of lives in the bloodiest world war in human history.

³⁷¹ LAVROV Sergueï, « Allocution du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un rendez-vous de haut niveau sur la protection des chrétiens, Genève, le 2 mars 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 2 mars 2015, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/974465>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

³⁷² NATIONS UNIES. A/70/PV.20. General Assembly. Official Records. Seventieth session. « 13th plenary meeting », lundi 28 septembre 2015, 9 p.m., New York, p. 24. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

*Today we have again come face to face with a destructive and barbarous ideology, and we must not allow these modern-day dark forces to attain their goals. »*³⁷³

Comme pour l'année 2014, le terrorisme fait partie des thèmes principaux et regroupe plusieurs éléments. En premier lieu, la menace commune que représente le terrorisme doit donner lieu à une réponse commune et une coopération renforcée, à l'image de la coalition contre Hitler.³⁷⁴ Il est nécessaire pour les acteurs de la scène internationale d'unir leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme, d'autant plus que les terroristes présents sur le territoire syrien proviennent des quatre coins du monde et restent un danger pour leur pays d'origine. Ces actions ne doivent cependant pas sortir du cadre légal ou faire l'objet d'une logique de double standards, au risque de reproduire en Syrie et ailleurs les mêmes dégâts qu'en Irak et en Libye. En outre, il est nécessaire d'avoir « *une liste commune des organisations terroristes.* »³⁷⁵

*« The militants in Syria pose a particularly high threat for Russia. Many of them are citizens of Russia and the CIS countries. [...] they will return to their home countries to sow fear and hatred, to blow up, kill and torture people. We must fight and eliminate them there, away from home. »*³⁷⁶

*« Si nous voulons tous empêcher cette organisation terroriste de mettre en œuvre son plan malsain de créer un califat, alors comme dans toutes les autres situations nous proposons simplement d'éviter le deux poids-deux mesures et les tentatives de voir la situation comme un épisode conjoncturel en séparant les terroristes entre "bons" et "mauvais" »*³⁷⁷

En deuxième lieu, la Russie dénonce toute tentative d'utiliser la menace terroriste à des fins politiques et/ou de *regime change*. Poutine dénonce ainsi les financements

³⁷³ POUTINE Vladimir, « Presidential Address to the Federal Assembly », sur *Kremlin.ru*, 3 décembre 2015, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/50864>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

³⁷⁴ NATIONS UNIES. A/70/PV.20., *op. cit.*, lundi 28 septembre 2015, p. 25.

³⁷⁵ LAVROV Sergueï, « Interview du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov aux médias russes et étrangers, Moscou, 25 novembre 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 25 novembre 2015, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1948861>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

³⁷⁶ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 3 décembre 2015.

³⁷⁷ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 9 août 2015.

étrangers destinés aux organisations terroristes et les actions prises par les USA. En effet, non seulement les tentatives passées des États-Unis de changer les régimes d'autres pays n'auraient fait qu'accroître la menace terroriste³⁷⁸, mais leurs actions en Syrie contre l'État Islamique seraient également inefficaces.³⁷⁹ Lavrov ajoute que leur refus de coordonner leurs actions avec la Russie constitue une erreur, d'autant plus que cette dernière est prête à faire des compromis pour assurer une bonne coopération.

*« Je le répète, c'est une grande erreur des Américains que de refuser de coordonner avec nous leur campagne antiterroriste. Nous sommes prêts au maximum à une telle coordination. »*³⁸⁰

*« it is hypocritical and irresponsible to make loud declarations about the threat of international terrorism while turning a blind eye to the channels that are financing and supporting terrorists »*³⁸¹

En troisième et dernier lieu, Lavrov présente l'action des forces armées russes en Syrie, en coordination avec les forces syriennes, comme étant la réponse la plus efficace – et reconnue comme telle sur la scène internationale - pour contrer la menace terroriste.

*« L'action de nos forces militaires en Syrie est perçue par la plupart (et même publiquement par certains) comme la réponse la plus efficace à la menace terroriste »*³⁸²

Ceci serait notamment dû à l'expérience et la connaissance qu'a acquis la Russie avec le terrorisme dans le Caucase du Nord.³⁸³ Cela s'est également traduit sur le

³⁷⁸ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 3 décembre 2015.

³⁷⁹ LAVROV Sergueï, « Interview du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée à l'émission Les nouvelles du samedi, 24 octobre 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 24 octobre 2015, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1891564>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

³⁸⁰ *Ibid.*

³⁸¹ NATIONS UNIES. A/70/PV.20., *op. cit.*, lundi 28 septembre 2015, p. 25.

³⁸² LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 24 octobre 2015.

³⁸³ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 3 décembre 2015.

terrain par l'« *immense responsibility and leadership in the fight against terrorism* »³⁸⁴ dont a fait preuve la Russie.

Le troisième thème principal, la résolution du conflit syrien, suit toujours la même logique de base, c'est-à-dire la promotion d'un dialogue national inclusif aboutissant à une solution politique déterminée par les Syriens eux-mêmes. De nouvelles informations font tout de même leur apparition.

Premièrement, nous notons l'importance de la Russie dans le règlement du conflit. Pour Lavrov, la Russie est « *le seul pays à entretenir des contacts avec toutes les forces politiques en Syrie.* »³⁸⁵ L'action russe en Syrie ne s'est d'ailleurs faite qu'à la demande du gouvernement syrien et la coopération militaro-technique entre les deux pays repose entre autres sur « *des liens historiques d'amitié et de coopération* »³⁸⁶. De fait, aucune solution durable pour la région ne peut être acquise sans la participation de la Fédération de Russie.³⁸⁷

Secondement, la logique des Occidentaux reposant sur la résolution du conflit par le départ de Bachar al-Assad manque de perspective.³⁸⁸ Elle résulte d'une pensée archaïque, non pertinente à l'époque moderne, divisant le monde en amis et ennemis.

« *Mais quand nos partenaires occidentaux déclarent, en s'adressant à nos voisins, qu'il faut choisir entre être "avec eux ou contre eux", y compris aux pays de l'ex-URSS, c'est en réalité une tentative voilée de transformer quelqu'un en ennemi.* »³⁸⁹

Le dernier thème est relatif à la Russie. L'État russe est ici présenté comme cherchant « *à établir des relations pratiques et pragmatiques* »³⁹⁰ et « *un dialogue confident et franc.* »³⁹¹ Dans cette même lignée, Lavrov oppose la transparence de la

³⁸⁴ *Ibid.*

³⁸⁵ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 24 octobre 2015.

³⁸⁶ LAVROV Sergueï, « Allocution du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov au début de la réunion avec un groupe de représentants de l'opposition et des autorités syriennes, Moscou, le 28 janvier 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 janvier 2015, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/916460>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

³⁸⁷ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 24 octobre 2015.

³⁸⁸ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 19 novembre 2015.

³⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁰ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 25 novembre 2015.

³⁹¹ *Ibid.*

Russie aux États européens qui, selon lui, cachent leurs véritables intentions via « *des déclarations sinueuses* »³⁹².

Vis-à-vis des forces armées russes présentes en Syrie, le conflit a permis de démontrer l'efficacité de ces-dernières et de l'équipement militaire russe.³⁹³

1.5. Année 2016

Cinq thèmes ont été relevés pour l'année 2016 : La communauté internationale, le terrorisme, la résolution du conflit syrien, l'Occident et, enfin, la Russie.

Pour la communauté internationale, nous retrouvons des éléments déjà abordés les années précédentes : le rôle de l'ONU, et plus particulièrement celui du Conseil de Sécurité, la nécessité de réaliser des investigations correctes – et impartiales³⁹⁴ – et de respecter la souveraineté étatique. Pour ce dernier point, Lavrov rappelle que les États doivent se restreindre d'interférer dans les affaires d'autres États.

*« The observance of the principles of the sovereign equality of States and non-interference in their internal affairs should become a measure of the decency and legitimacy of any member of the world community. »*³⁹⁵

En ce qui concerne le thème du terrorisme, la Russie met en garde contre la présence de terroristes dans les zones occupées par l'Opposition en Syrie.³⁹⁶ Lavrov demande par conséquent à ce qu'une distinction claire soit faite entre ladite opposition, que la Russie supporte militairement dans les opérations contre ISIS, et les groupes terroristes.³⁹⁷

« Do you know that we support military operations of the armed opposition that combats ISIS? Armed opposition against al-Assad that is fighting ISIS. We coordinate our joint operations with them and support

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 3 décembre 2015.

³⁹⁴ NATIONS UNIES. A/71/PV.17. General Assembly. Official Records. Seventy-first session. « 17th plenary meeting », vendredi 23 septembre 2016, 9 p.m., New York, p. 40. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

³⁹⁵ *Ibid.*, p. 42.

³⁹⁶ POUTINE Vladimir, « Direct Line with Vladimir Putin », sur *Kremlin.ru*, 14 avril 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/51716>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

³⁹⁷ NATIONS UNIES. A/71/PV.17. *op. cit.*, vendredi 23 septembre 2016, p 40.

*their offensives by airstrikes in various sections of the frontline. This is hundreds, thousands of armed people fighting ISIS. We support both the al-Assad's army and the armed opposition. »*³⁹⁸

Par ailleurs, la lutte contre le terrorisme se doit d'être « *uncompromising* »³⁹⁹. Aucun groupe terroriste ou groupe de l'opposition coopérant avec ceux-ci ne peut donc faire partie du cessez-le-feu. Aussi, Lavrov appelle à ce que les groupes non-terroristes s'éloignent physiquement des positions occupées par les terroristes.

*« [...] a simple solution for non-terrorist groups that want to join the ceasefire and the subsequent political process as patriotic forces but have suddenly found themselves on the terrorist front lines. This solution is that they should physically leave the areas that are next to terrorists. »*⁴⁰⁰

Ensuite, à l'instar des années précédentes, les discours russes mettent en garde contre les doubles standards dans la lutte contre le terrorisme.⁴⁰¹ Éliminer la menace terroriste nécessite une coopération multilatérale accrue. L'utilisation des groupes armés pour pourvoir à ses ambitions géopolitiques ne peut dès lors qu'entraver la lutte contre le terrorisme, en plus d'avoir des conséquences désastreuses dans les États ciblés par une telle mesure. Lavrov cite l'Irak, la Libye, le Yémen et la Syrie pour illustrer ses propos.⁴⁰²

Les deux derniers éléments que nous notons pour le thème du terrorisme sont : Premièrement, Poutine réaffirme la connaissance de la Russie quant au terrorisme.

³⁹⁸ POUTINE Vladimir, « Interview to German newspaper Bild. Part 2 », sur *Kremlin.ru*, 12 janvier 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/51155>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

³⁹⁹ ZAKHAROVA Maria, « Excerpts from the Briefing by Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 6 mai 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/excerpts-from-the-briefing-by-foreign-ministry-spokesperson-maria-zakharova-1>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

⁴⁰⁰ LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's answer to a media question regarding Russia-US cooperation in Syria », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 25 avril 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-answer-to-a-media-question-regarding-russia-us-cooperation->, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

⁴⁰¹ NATIONS UNIES. A/71/PV.17. *op. cit.*, vendredi 23 septembre 2016, p. 41.

⁴⁰² *Ibid.*

« As for Russia, we all know about terrorism and know what losses we have suffered in this fight, and the threat remains today. »⁴⁰³

Secondement, Poutine souligne le rôle des États-Unis dans le développement du terrorisme au Moyen-Orient. Pour lui, *« attempts by one country to impose its decisions on the entire world »⁴⁰⁴*, en Irak et en Libye notamment, ont favorisé la propagation du terrorisme en affaiblissant les institutions gouvernementales dans ces pays.

« We are not against this country, but we are against unilateral and ill-considered decisions that disregard the historical, cultural and religious specificities of any country, even if there are conflicts and tensions there. »⁴⁰⁵

À propos de la résolution du conflit en Syrie, outre la nécessité d'un dialogue national intra-Syrien, inclusif et visant la réconciliation⁴⁰⁶, de nouveaux éléments apparaissent dans les discours russes. Nous notons ainsi l'apparition d'un discours en faveur d'une réforme constitutionnelle en Syrie à l'issue des négociations nationales.⁴⁰⁷ En parallèle de ceci, les institutions gouvernementales devraient être renforcées.

« no effort should be spared in strengthening legitimate governments in the region's countries. That also applies to Syria. »⁴⁰⁸

Sur l'Occident, Poutine souligne l'implication de l'Occident dans l'escalade du conflit syrien – et dans d'autres conflits ayant eu lieu au Moyen-Orient – et dans le nombre de victimes dû à celui-ci.⁴⁰⁹ L'assistance aux groupes armés de l'Opposition, entre autres choses, participe au nombre élevés de victimes civiles. De même, des frappes américaines ont touché des civils.

⁴⁰³ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 14 avril 2016.

⁴⁰⁴ POUTINE Vladimir, « Vladimir Putin answered questions from Russian journalists », sur *Kremlin.ru*, 16 octobre 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/53103>>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ NATIONS UNIES. A/71/PV.17. *op. cit.*, vendredi 23 septembre 2016, p. 40.

⁴⁰⁷ NATIONS UNIES. A/71/PV.17. *op. cit.*, vendredi 23 septembre 2016, p. 40.

⁴⁰⁷ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 12 janvier 2016 ; POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 14 avril 2016 ; LAVROV Sergueï, *op. cit.*, le 25 avril 2016.

⁴⁰⁸ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 12 janvier 2016.

⁴⁰⁹ *Ibid.*

« American pilots hit the Doctors Without Borders hospital in Kunduz, Afghanistan, by mistake, I am sure. There were casualties and fatalities among civilians and doctors. »⁴¹⁰

Il se dit néanmoins compréhensif au vu de la situation, c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme sur un territoire difficile à manœuvrer.

« We hope that our American and, in this case, French partners will take selective action and do everything to reduce or, better yet, rule out civilian victims. Of course, we will not build up hype about this like our Western partners do because we understand that we have to fight terrorists and there is no other way besides continued fighting. »⁴¹¹

En outre, les méthodes employées par les États-Unis dans leurs tentatives d'imposer un système sont inefficaces.

« This is the style that our US partners have developed over the past 15 or 20 years, and they appear unable to change it. Do you see that there is no dialogue? They just tell us what should be done and how. And then they invent methods to make everyone around them accept their positions. Their formula is "He that is not with us is against us." This is their logic. But this is not productive, which explains the increasing number of failures. »⁴¹²

Lavrov confronte également les États occidentaux sur leurs *« attempts to interfere in the internal affairs of States or to impose development models on countries and peoples. »⁴¹³* Pour lui, cela démontre de leur arrogance et les rend coupable de l'instabilité du Moyen-Orient.⁴¹⁴

Quant au dernier thème, la Russie, nous relevons en premier lieu les éléments se rapportant à l'opération militaire en Syrie, réalisée à la demande du Gouvernement syrien légitime. D'un côté, la campagne militaire a permis de rendre plus attractif

⁴¹⁰ *Ibid.*

⁴¹¹ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 16 octobre 2016.

⁴¹² *Ibid.*

⁴¹³ NATIONS UNIES. A/71/PV.17. *op. cit.*, vendredi 23 septembre 2016, p. 39.

⁴¹⁴ *Ibid.*, pp. 39-40.

l'armement russe. De l'autre, elle a permis de révéler des défauts que pouvaient présenter des armes, ceci ayant mené à leur analyse afin de les améliorer.⁴¹⁵

En second lieu, Poutine dénonce les sanctions américaines contre la Russie. Pour lui, elles résultent de la réticence des USA à accepter que la Russie « *has become, a full international player, has consolidated politically and has shown a willingness to work with any partner.* »⁴¹⁶

1.6. Année 2017

Les mêmes thèmes qu'en 2016 sont abordés pour l'année 2017 : La communauté internationale, le terrorisme, la résolution du conflit syrien, l'Occident, et la Russie.

Pour le premier thème, les discours russes tendent à noter l'importance du droit international et de certains principes devant régir les relations internationales. Dans le cas présent, il s'agit de la souveraineté étatique de chaque État et du leadership détenu par les Nations Unies et son Conseil de Sécurité. Lavrov dénonce ainsi la violation du territoire syrien et les actions américaines en Syrie. Sur l'attaque des forces gouvernementales syriennes par les USA, il dit :

*« La présence même de militaires américains et d'autres pays sur le territoire syrien sans l'accord du gouvernement de ce pays ni décision du Conseil de sécurité des Nations unies est une violation grossière et absolument injustifiée du droit international. Si, jusqu'à présent, cette présence était expliquée par la lutte contre le terrorisme, il s'agit cette fois manifestement d'un acte d'agression flagrant contre la Syrie souveraine. »*⁴¹⁷

À l'image des années précédentes, Moscou s'oppose à toute forme d'interférences dans les affaires internes d'un État ainsi qu'aux tentatives d'imposer

⁴¹⁵ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 14 avril 2016.

⁴¹⁶ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, le 16 octobre 2016.

⁴¹⁷ LAVROV Sergueï, « Déclaration du Ministère russe des Affaires étrangères concernant l'attaque des États-Unis en Syrie le 7 avril 2017 », sur *Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 7 avril 2017, disponible sur : <www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/2717798>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

un système.⁴¹⁸ La coopération entre États aux politiques et systèmes de valeurs différents est parfaitement possible et nécessaire pour un ordre mondial de plus en plus polycentrique.⁴¹⁹

« [...] *countries with different values, cultures and aspirations can not only coexist but can work side by side on a basis of mutual respect.* »⁴²⁰

Lavrov réclame également des investigations réalisées correctement, sans manipulation des résultats ou du processus.⁴²¹

Le thème du terrorisme recense plusieurs informations déjà abordées précédemment. Nous retrouvons en effet l'idée qu'il est nécessaire de coopérer pour lutter de manière efficace contre le terrorisme international. Ce dernier constitue une menace pour la Russie et, de manière plus générale, pour le monde entier.

« *By helping the people of Syria to maintain their statehood, to fight off attacks by terrorists, you have inflicted a devastating blow to those who have directly, brazenly and openly threatened our country.* »⁴²²

Si Lavrov note que le groupe terroriste ISIS perd du terrain,⁴²³ il reste cependant qu'une action militaire n'est pas suffisante pour contrer le terrorisme. Pour éliminer durablement le phénomène, la région doit retrouver sa stabilité mise à mal par les tentatives de changement de régime d'acteurs extérieurs.⁴²⁴ Pour cela, les institutions gouvernementales doivent être renforcées et la « *peace and unity* »⁴²⁵ en Syrie doit être restaurée.

« *La Russie participe très activement aux efforts visant à surmonter les conséquences négatives de la politique aventuriste à courte vue des acteurs extérieurs qui ont organisé des interventions en Irak, en Libye et*

⁴¹⁸ NATIONS UNIES. A/72/PV.12. General Assembly. Official Records. Seventy-second session. « 12th plenary meeting », jeudi 21 septembre 2017, 12.10 p.m., New York, p. 23. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

⁴¹⁹ *Ibid.*, p. 26.

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 24.

⁴²¹ *Ibid.*

⁴²² POUTINE Vladimir, « Vladimir Putin visited Khmeimin Air Base in Syria », sur *Kremlin.ru*, 11 décembre 2017, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/speeches/56351>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

⁴²³ NATIONS UNIES. A/72/PV.12. *op. cit.*, jeudi 21 septembre 2017, p. 26.

⁴²⁴ *Ibid.*, p. 25.

⁴²⁵ *Ibid.*

*en Syrie. Ces interventions ont semé le chaos dans la région, ont sapé les fondements de la structure étatique de plusieurs pays et ont créé un environnement très favorable pour l'activité des terroristes et des extrémistes. »*⁴²⁶

Concernant la résolution du conflit syrien, le discours reprend les mêmes éléments que pour les six années précédentes et fait donc la promotion d'une résolution politique du conflit, via un dialogue inclusif entre le Gouvernement et l'Opposition, sous l'égide de l'ONU.

Sur l'Occident, en plus de l'accusation de violation du droit international par les américains et la coalition dirigées par ces derniers, Lavrov les accuse d'essayer « *de détourner l'attention de la situation à Mossoul où les opérations, y compris de la coalition américaine, ont fait des centaines de morts parmi les civils et où la catastrophe humanitaire s'aggrave. »*⁴²⁷

Par ailleurs, la logique sur laquelle repose les actions de l'Occident est selon lui dépassée, non adaptée aux réalités du monde moderne et coincée à l'époque de la Guerre Froide.

*« In the past quarter century, despite challenges, our country has taken on in good faith its share of the work of eliminating the legacy of the Cold War and has done much to strengthen trust and understanding in Europe, the Atlantic region and all over the world. However, that has not been reciprocated by our Western partners, intoxicated as they were by the illusion of the onset of the end of history, and who are still trying to adapt rudimentary institutions designed for an era of bloc-versus-bloc confrontation to today's realities. »*⁴²⁸

Enfin, pour le thème de la Russie, nous relevons l'intérêt de l'opération militaire en Syrie. Celle-ci a permis de montrer « *the growing power of the Russian Army and*

⁴²⁶ LAVROV Sergueï, « Allocution d'ouverture du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors de son entretien avec le Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient Jean X Yazigi, Moscou, 5 décembre 2017 », sur *Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, publié le 5 décembre 2017, disponible sur : <www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/2979012>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

⁴²⁷ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, 7 avril 2017.

⁴²⁸ NATIONS UNIES. A/72/PV.12. *op. cit.*, jeudi 21 septembre 2017, p. 24.

Navy, and the high combat capability of the various military units. »⁴²⁹ En parallèle, l'opération est utile pour l'industrie de la défense en ce sens qu'elle permet de mettre au jour d'éventuels défauts et de les résoudre par la suite.⁴³⁰ L'armée gagne également en expérience, que ce soit dans leur manière d'appréhender le combat sur le terrain ou dans leur utilisation de nouvelles armes.

*« Regarding the Armed Forces as such, I can say that this experience in using our Armed Forces in combat conditions and with the newest weapons is precious. »*⁴³¹

La suite de l'opération va consister en l'entraînement des forces armées syriennes.⁴³²

1.7. Année 2018

Deux thèmes principaux sont abordés dans les discours russes relatifs au conflit syrien en 2018 : L'opération militaire russe en Syrie, et la résolution du conflit syrien.

L'opération en Syrie a été l'occasion pour les forces armées de la Fédération d'évaluer les performances du matériel militaire sur le terrain et, si nécessaire, de procéder à son amélioration.⁴³³ De manière générale, l'opération a fait preuve de l'efficacité de l'équipement militaire de la Russie et de la puissance de son armée.

*« The rout of the well-equipped terrorist groups in Syria demonstrated the power of our Army and Navy, and the course of the operation demonstrated the tradition of reliability and effectiveness of Russian weapons. »*⁴³⁴

⁴²⁹ POUTINE Vladimir, *op. cit.*, 11 décembre 2017.

⁴³⁰ POUTINE Vladimir, « Direct Line with Vladimir Putin », sur *Kremlin.ru*, 15 juin 2017, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/54790>>, dernière consultation : le 18 mars 2018.

⁴³¹ *Ibid.*

⁴³² *Ibid.*

⁴³³ POUTINE Vladimir, « Military-practical conference on the results of the special operation in Syria », sur *Kremlin.ru*, 30 janvier 2018, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/speeches/56750>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

⁴³⁴ *Ibid.*

Poutine déclare que l'équipement des forces armées russes compte parmi les meilleurs du monde, l'industrie de la défense russe étant « *unmatched in a number of arms systems.* »⁴³⁵

1.8. Années 2011-2018

L'analyse des discours russes sur le conflit en Syrie toutes années confondues met en évidence la récurrence de certains thèmes : la communauté internationale, le terrorisme, la résolution du conflit syrien, l'Occident, et la Russie.

Premièrement, la communauté internationale. Quelle que soit l'année de production du discours, nous retrouvons l'intérêt de la Russie pour ce qui traite de la communauté internationale. Sur celle-ci, les autorités russes rappellent l'importance de respecter le droit international et le rôle des Nations Unies, plus particulièrement celui de son Conseil de Sécurité, dans sa protection. La guerre civile en Syrie a mis en avant l'impact des interférences étrangères, et leur caractère aggravant, sur un conflit. Les violations de souveraineté d'un État sont par conséquent à proscrire.

Deuxièmement, sur le terrorisme, Poutine et Lavrov invitent à une coopération multilatérale afin de lutter contre la menace terroriste. Loin de ne cibler que la Syrie, le terrorisme représente un danger pour l'ensemble de la communauté internationale. Aussi, il est nécessaire de rejeter l'emploi de double standards ou l'instrumentalisation des terroristes afin de remplir des ambitions géopolitiques. Pour la Russie, le terrorisme résulte de tentatives de *regime change* et de la fragilisation des structures étatiques qui a suivi. La responsabilité des États-Unis est d'ailleurs notée plusieurs fois. En outre, la question des minorités, notamment les minorités chrétiennes, menacées par les terroristes est également posée.

Troisièmement, sur la résolution du conflit syrien, les discours russes restent constants. Ils prônent la résolution via dialogue national et inclusif. Le rôle de l'ONU pour assurer la bonne mise en œuvre de ce processus politique est cependant mis en avant.

Quatrièmement, l'Occident et les États-Unis. Entre 2011 et 2018, Poutine et Lavrov rappellent plusieurs fois la responsabilité des USA dans l'instabilité régnant

⁴³⁵ *Ibid.*

au Moyen-Orient, notamment à cause de leurs actions précédant le cas syrien. Les cas de l'Irak et de la Libye sont cités plusieurs fois pour illustrer les conséquences désastreuses du *regime change*. Quant à l'Occident de manière plus générale, les autorités russes dénoncent l'arrogance occidentale, l'Ouest se présentant comme un mentor pour les autres États, et son emploi de double standard. Ils notent aussi l'utilisation, en Occident, d'une logique archaïque ne correspondant plus aux réalités de la scène internationale contemporaine. Par ailleurs, les actions commises par la coalition menée par les USA en Syrie sont jugées illégitimes, contraires au droit international.

Enfin, sur la Russie, nous notons avant toute chose la volonté de coopérer des autorités russes. Celles-ci se disent prêtes à faire des compromis pour assurer une coopération efficace. Pour se faire, Poutine et Lavrov font la réclame de la franchise et de l'honnêteté de la Russie dans ses rapports avec les autres États. Ensuite, en ce qui concerne l'opération militaire entreprise par la Russie en Syrie, celle-ci a non seulement été l'occasion de montrer la puissance des forces armées russes et l'efficacité de son équipement militaire, mais a également permis de montrer ses défauts à rectifier.

Le tableau à la page suivante synthétise les différents thèmes et sous-thèmes relevés au cours de notre analyse. Plus exactement, les lignes à gauche du tableau sont relatives aux acteurs abordés par les autorités russes dans leurs discours traitant de la situation en Syrie. Quant aux colonnes, celles-ci se rapportent aux thèmes généraux que nous avons relevés. Dans ce tableau, nous mettons en évidence la compréhension des autorités russes sur ces thèmes, la manière dont ils les appréhendent vis-à-vis de certains acteurs – à savoir, la communauté internationale, la Russie, et les États-Unis, voire l'Occident dans son entièreté. Comme annoncé dans notre méthodologie, les thèmes et sous-thèmes abordés ci-dessus ne sont pas classés par ordre d'importance.

	Guerre civile syrienne	Terrorisme en Syrie	Résolution du conflit syrien
Communauté internationale	Question de la diversité culturelle, ethnique et religieuse. Question de la souveraineté étatique. Rejet des interférences étrangères Respect du droit international.	Nécessité de coopérer. Respect du droit international dans la lutte contre le terrorisme. Terrorisme comme menace transnationale.	Action des Nations Unies. Respect du droit international.
Russie	Démonstration de l'efficacité du matériel militaire russe. Démonstration de la puissance des forces armées russes. Opération militaire à la demande du Gouvernement syrien légitime.	Connaissance de la Russie sur le terrorisme. Efficacité des actions russes dans la lutte contre le terrorisme. Volonté de coopérer.	Promotion d'un dialogue national et inclusif.

États-Unis/Occident	Action illégitime en Syrie Victimes civiles Violation de la souveraineté étatique de la Syrie	Double standards vis-à-vis des terroristes. Refus de coopérer avec la Russie et la Syrie. Responsabilité dans l'émergence du terrorisme (<i>regime change</i>) Utilisation du terrorisme pour pourvoir à ses ambitions géopolitiques.	Logique archaïque (Ami/Ennemi) inappropriée pour la résolution pacifique et effective du conflit. Nécessité d'arrêter les doubles standards.
----------------------------	---	--	---

2. Interprétation

Les discours russes sur le conflit en Syrie ont ceci de particulier qu'ils véhiculent un message constant au fil des années. En effet, la logique présentée par Lavrov en 2011 reste la même entre le début de la guerre civile syrienne et 2018, et ce malgré les changements survenus. De nouveaux éléments font certes leur apparition, comme par exemple avec la question des investigations sur les armes chimiques en Syrie, mais le discours de base, présenté dans notre analyse ci-dessus, reste le même. Cette cohérence vis-à-vis du conflit syrien est d'ailleurs mis en avant par les autorités russes, comme le montre ce passage d'un discours de Lavrov.

« La position de la Russie concernant la crise syrienne a toujours été cohérente. Nous avons toujours prôné le règlement du conflit par les Syriens eux-mêmes selon les principes du communiqué de Genève du 30

juin 2012, dont le principe fondamental est la nécessité d'une entente réciproque des parties syriennes à travers un dialogue national inclusif sans conditions préalables. »⁴³⁶

Cette constance dans les discours russes ne se limite pas à la question de la résolution du conflit et aux thèmes présentés. Au contraire, elle se rapporte également à la manière qu'ont les autorités russes d'articuler leurs discours. Paradoxalement, l'une des constantes du discours russes a trait à une dichotomie singulière, un mélange perpétuel de continuité et de discontinuité. Non pas que les arguments diffèrent de manière fondamentale d'année en année – bien au contraire – mais certains éléments abordés, pris séparément, peuvent donner l'impression d'une opposition, d'une cassure. Cela est notamment visible lorsque Poutine et Lavrov abordent la question de l'Union Européenne et des États-Unis quant à la lutte contre le terrorisme en Syrie. S'ils mettent un point d'honneur à souligner l'importance de la coopération entre États pour venir à bout, de manière effective et durable, du terrorisme, ils n'hésitent également pas à mettre en évidence les diverses raisons pour lesquelles une telle chose n'est, dans les faits, pas possible présentement. Ainsi, chaque déclaration en faveur d'une coopération accrue est généralement accompagnée d'un passage listant les actions – précédentes ou actuelles – des États-Unis dont les conséquences ont été, selon eux, désastreuses pour la région. Ils rappellent le caractère inviolable du principe de la souveraineté étatique, réaffirment leur croyance en une lutte contre le terrorisme respectant le droit international, se disent désireux de réaliser des compromis dans l'objectif de pouvoir coopérer, tout en dénonçant l'indécence de l'Occident et des USA dans leurs poursuites de leurs ambitions géopolitiques, des tentatives de *regime change* sous couvert de lutte contre le terrorisme, de leurs violations du droit international, etc.

En cela, Poutine et Lavrov présentent la Russie comme indépendante des volontés occidentales. Moscou n'est plus un élève de l'Occident mais bel et bien un véritable acteur de la scène internationale, capable d'agir selon sa propre volonté, sans que son comportement ne soit dicté ou influencé par l'Occident. Au contraire, la Russie va jusqu'à dénoncer les actions entreprises par les USA. Sur une scène internationale qu'elle revendique comme étant polycentrique, la Russie s'affiche

⁴³⁶ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, 28 janvier 2015.

ainsi, au moins au travers de ses discours, comme une Puissance et ouvre la porte aux autres États pour qu'ils fassent de même.

De plus, sa manière de se comporter en tant que puissance sur cette scène internationale polycentrique se fait pressentir au travers de la dichotomie abordée ci-dessus. Via cette dernière, la Russie se présente comme un État compréhensif, désireux de coopérer malgré des possibles désaccords avec ses partenaires. Si les autorités russes n'hésitent pas à critiquer les actions d'États tiers, leur opposition aux tentatives de changement de régime laisse en effet entrevoir la promesse que le Kremlin n'utilisera pas la force armée et ne tentera pas d'interférer illégalement dans les affaires internes d'un autre pays pour faire avancer ses ambitions.

Dans la même lignée, le plaidoyer pour un respect du droit international et de la souveraineté étatique est séducteur. En plus de leur critique vis-à-vis de l'Occident et des tentatives d'imposer un système unique, les autorités russes promeuvent le respect des différentes identités et insistent sur la possibilité d'interagir, sur un pied d'égalité, et ce en dépit de potentielles différences. Ceci est d'autant plus marquant que Moscou est parvenue à établir des relations avec la majeure partie des acteurs du Moyen-Orient, ceci malgré les divergences d'opinion sur certaines questions, et ne s'en cache pas.

Continuité et discontinuité sont également présentes dans la manière d'instrumentaliser l'histoire pour soutenir les arguments russes. De manière générale, les autorités russes ont souvent recours aux événements passés pour interpréter les phénomènes actuels ou pour justifier leurs positions quant à l'agenda international.⁴³⁷ Vis-à-vis du conflit en Syrie, Poutine et Lavrov rappellent plusieurs fois les cas irakiens et libyens pour illustrer les dangers du *regime change* et la nécessité de structures étatiques solides pour contrer le terrorisme. Poutine se réfère aussi à la connaissance qu'a acquis la Russie sur le terrorisme via le conflit dans le Caucase du Nord et des attaques terroristes perpétrés sur le territoire de la Fédération. La dichotomie entre continuité et discontinuité est cependant clairement visible lorsque les discours russes se réfèrent au passé soviétique. La continuité est généralement relative au passé glorieux de la Russie alors que la discontinuité survient lorsque

⁴³⁷ FEIGELSON Kristian, « Politique des médias et usages du passé en Russie », *Hermès, La Revue*, 2008, vol. III, n° 52, pp. 67-74.

Poutine et Lavrov renvoient au caractère destructeur des idéologies, en prenant l'Union Soviétique pour exemple. Nous noterons ainsi que, si les discours prônent tous le respect de la diversité culturelle, ethnique et religieuse, qu'ils appellent à une coopération indépendamment des différences de régimes, de conceptions du monde, etc., la notion d'idéologie est toujours associée à quelque chose de négatif comme le montre ce passage :

« A présent la plupart des responsables occidentaux soutiennent ceux qui sont guidés non par des problèmes réels, mais par l'idéologie de saisir rapidement tout ce qui est dans un état instable. C'est triste à constater. Exporter une révolution – qu'elle soit démocratique, communiste ou autre – ne promet rien de bon. »⁴³⁸

D'autres éléments présents au sein des discours russes viennent soutenir l'idée d'une Russie comme Puissance sur la scène internationale. Les actions entreprises par Moscou dans sa lutte contre le terrorisme et l'opération militaire en Syrie ont mis en avant les ressources – ici militaires – de l'État russe. Les capacités d'actions des forces militaires d'un État font parties des facteurs recensés dans la conception de « la puissance en termes de ressource »⁴³⁹. Les discours mettent plus d'une fois en avant l'efficacité des actions russes en Syrie, allant jusqu'à les considérer comme étant la réponse la plus efficace jusqu'à présent. De plus, pour Poutine, l'opération militaire a permis de montrer au monde entier la puissance des forces armées russes et, d'un point de vue économique, d'augmenter l'attractivité du matériel militaire russe pour de potentiels acheteurs.

Toutefois, il serait erroné de n'attribuer qu'une volonté de puissance aux actions de la Russie vis-à-vis du conflit en Syrie. L'un des thèmes récurrents au sein des discours russe concerne le terrorisme. L'attribution aux USA de la responsabilité de l'émergence du terrorisme au Moyen-Orient – notamment suite à la fragilisation des structures étatiques - peut certes être considérée comme une tentative de délégitimer les États-Unis. Cependant, elle peut aussi être interprétée comme la lecture par les autorités russes des causes du terrorisme au Moyen-Orient. Comme dit ci-dessus, Poutine a fait plusieurs fois appel à des cas passés pour faire sens des événements

⁴³⁸ LAVROV Sergueï, *op. cit.*, 22 novembre 2014.

⁴³⁹ BATTISTELLA Dario, *op. cit.*, p. 219.

actuels. Parmi ceux-ci, nous retrouvons le Caucase du Nord, l'Irak et la Libye. Or, l'indépendance de la Tchétchénie s'est accompagnée de structures étatiques relativement faibles. Cette faiblesse constitue l'une des causes de l'instabilité ayant régné dans la région. De même, les institutions gouvernementales ont également été affaiblies en Irak et en Libye après les différentes interventions militaires. Dans les trois cas, des réseaux terroristes ont émergé.

De plus, chaque année, le terrorisme est présenté par Poutine et Lavrov comme une menace transnationale. Pour la Russie, cela a plusieurs implications. D'une part, les réseaux terroristes existant dans le Caucase du Nord n'ont pas été complètement éradiqués et persistent toujours. De nombreux terroristes présents sur le territoire syrien sont originaires de Russie et constituent dès lors une menace pour la Fédération. D'autre part, du fait de la présence d'une minorité forte de musulmans en Russie, les événements survenant dans le monde arabe ont un impact sur la Russie. Aussi, le terrorisme et l'instabilité ravageant le Moyen-Orient présentent un danger potentiel pour la Fédération.

Ainsi, si ambitions géopolitiques il y a – et Poutine ne s'en cache d'ailleurs pas –, d'autres facteurs entrent en compte.

« I feel obliged to point out that Russia's honest and straightforward approach has recently been used as a pretext for accusing us of harbouring increasing ambitions — as if the people saying that have no ambitions at all themselves. But the real issue is not Russia's ambitions but the fact that we can no longer tolerate the current state of affairs in the world. »⁴⁴⁰

Le conflit en Syrie est certes vu comme une occasion d'accroître la puissance de la Russie sur la scène internationale et de démontrer sa capacité à agir de manière autonome, que ce soit d'un point de vue diplomatique ou militaire. Une issue du conflit telle qu'imaginée par le Kremlin serait également l'occasion pour Moscou de revendiquer son rôle dans le rétablissement de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient.⁴⁴¹ Néanmoins, la guerre civile et son escalade sont également présentées comme le résultat des interférences étrangères et des tentatives d'imposer un système

⁴⁴⁰ NATIONS UNIES. A/70/PV.20. *op. cit.*, lundi 28 septembre 2015.

⁴⁴¹ DELANOË Igor, *op. cit.*, 2017, p. 246.

unique à un État. En ce sens, elle représente un échec de l'Occident aux conséquences dangereuses pour la sécurité des autres États, la Russie y compris.

CONCLUSION

Face aux différentes interprétations relatives à l'implication de la Russie dans la guerre civile syrienne, nous nous sommes attelés à une analyse thématique des discours russes afin d'établir une grille de lecture russe du conflit syrien et voir si ces discours révélaient un objectif de puissance. La puissance en tant que telle est un concept central pour les théories des relations internationales, et le définir demande à prendre en compte son caractère multiforme. De fait, la puissance d'un État peut se décliner de différentes manières, être interprétée différemment selon que l'on prenne en compte uniquement les ressources matérielles à sa disposition, sa capacité à agir de manière autonome, indépendamment de volontés étrangères, ou encore sa capacité à imposer ses choix à d'autres États et, par conséquent, de dominer des relations bilatérales et/ou multilatérales.

La première partie de ce mémoire a permis de poser le contexte dans lequel s'insère notre objet d'étude. Sur la Russie à proprement parler, nous avons démontré le caractère hautement hétérogène de la population russe, que ce soit sur le plan ethnique, religieux ou culturel. Cette diversité, et plus exactement la forte minorité musulmane, a engendré de la part des autorités russes un intérêt certain pour les questions traitant du monde arabe et du Moyen-Orient. La Russie s'est ainsi attelée à établir des relations pragmatiques avec une grande partie des États moyen-orientaux. De plus, la présence d'une population musulmane, également hétérogène suite à des spécificités culturelles, s'est accompagnée de différences vis-à-vis de son intégration. L'isolement et le radicalisme seraient ainsi plus fréquents pour les musulmans nord caucasiens. Ceci s'est fait particulièrement ressentir lors de la seconde guerre entre la Russie et la Tchétchénie - alors indépendante et parcourue de réseaux terroristes.

Sur la Syrie et le conflit syrien, nous nous sommes attardés sur les différentes communautés présentes sur le territoire syrien. La population syrienne est constituée de plusieurs communautés, entre autres de musulmans sunnites et alaouites, de kurdes, de chrétiens, etc. Si les syriens alaouite jouissent d'un rôle important dans la gestion du pays et se voient attribués des postes importants au détriment des autres communautés, il reste qu'ils représentent une minorité. La composante sunnite de la population, quant à elle, constitue la majeure partie de la population mais se trouve

sous la domination alaouite. Cette situation est à l'origine d'inégalités entre les communautés et est l'une des raisons pour lesquelles le conflit syrien a éclaté.

D'autres raisons, concernant l'intensification du conflit, se rapportent aux interférences étrangères, par exemple par le biais de financement de l'opposition et des groupes terroristes.

Dans la deuxième partie, nous avons présenté notre méthodologie, c'est-à-dire l'analyse thématique, et défini le concept de puissance. Cette analyse, qui a demandé plusieurs lectures du corpus de données, avait pour but de recenser les différents thèmes qui articulent les discours russes. La troisième partie de ce mémoire s'est consacrée à leur analyse.

De manière générale, s'il existe quelques variations d'une année à l'autre, les fondements sur lesquels se basent les discours russes ne changent pas. Les changements survenus sur la scène internationale s'insèrent au contraire dans une rhétorique constante et cohérente et ne font qu'appuyer ce qui a déjà été dit. Les thèmes - la communauté internationale, le terrorisme, la résolution du conflit syrien, l'Occident, et la Russie – s'articulent entre eux de sorte à former un discours démontrant les valeurs défendues par le Kremlin et s'opposant aux conceptions occidentales du monde moderne. Face à ce que Moscou qualifie d'arrogance occidentale, les autorités russes se présentent comme protecteurs de l'ordre mondial et défenseurs du droit international.

Elles s'affichent également comme désireuses d'établir un dialogue avec d'autres États sur un pied d'égalité, indépendamment de leurs identités culturelles et/ou religieuses, promeuvent la nécessité de coopérer, et opposent à ceci l'attitude occidentale et à ses tentatives de changements de régimes.

En ce sens, les discours russes témoignent effectivement d'une volonté de puissance. Moscou s'affiche comme un acteur indépendant, non soumis aux décisions des États-Unis et capable de les critiquer ouvertement, et, surtout, indispensable pour la résolution du conflit syrien.

L'opération militaire en Syrie permet au Kremlin de revendiquer deux autres facteurs de puissance, c'est-à-dire les capacités des forces armées et l'économie.

Selon les déclarations de Poutine, la projection de forces réalisée en Syrie a été, premièrement, l'occasion pour l'armée russe de montrer ses capacités et, secondement, de prouver la qualité de son équipement militaire. Pour le Kremlin, cela ne peut qu'avoir des conséquences positives sur l'économie russe dans le secteur de la défense. Certes, des défauts ont également été dévoilés, mais Poutine voit cela comme une occasion pour y remédier.

Cependant, nous ne pouvons réduire les ambitions russes à un 'simple' objectif d'acquérir – ou revendiquer - un statut de puissance. Nous avons recensé pour chaque année une inquiétude constante vis-à-vis du terrorisme. Celui-ci est présenté comme une menace pour l'entière communauté internationale, chose déjà avancée par Lavrov en 2011, à l'aube de la crise syrienne et avant même que la présence de groupes terroristes sur le territoire syrien ne soit avérée. Au travers de leurs discours, les autorités russes affichent donc bel et bien leur intérêt pour la sécurité de la Russie.

Par ailleurs, une analyse thématique des discours russes ne recouvre qu'une partie de la réalité et ne permet pas de faire étalage des écarts existant entre les déclarations officielles et les actions effectivement réalisées sur le terrain. À ce sujet, Igor Delanoë nuance les résultats économiques engendrés par l'opération militaire en Syrie. Contrairement à ce que Poutine avance, *« l'essor espéré de la demande en équipements militaires, notamment de la part des pays moyen-orientaux se fait attendre. À ce jour, les contrats d'armements conclus entre la Russie et des pays de la zone Afrique du Nord-Moyen-Orient et mis en œuvre ne bénéficient pour ainsi dire pas de l'« effet Syrie ». »*⁴⁴²

⁴⁴² DELANOË Igor, *op. cit.*, 2017, p. 255.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles, QUESNAY Arthur, « Mobilisations par délibération et crise polarisante : Les protestations pacifiques en Syrie (2011) », *Revue française de science politique*, 2013, vol. LXIII, n° 5, pp. 815-839.
- BALANCHE Fabrice, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-Terre*, 2011, n° 29, pp. 437-458.
- BALANCHE Fabrice, « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », *Eurorient*, 2013, pp. 14-30.
- BALANCHE Fabrice, « Moyen-Orient : La nouvelle guerre de Trente ans », *Outre-Terre*, 2015, n° 44, pp. 173-189.
- BALANCHE Fabrice, « Syrie : de la révolution laïque et démocratique à Daech », *Hérodote*, 2016, n° 160-161, p. 123-142.
- BEN HAMED Mahé, MAYAFFRE Damon, « Les thèmes du discours. Du concept à la méthode », *Mots. Les langages du politique*, 2015, n° 108, pp. 5-13.
- BITAR E. Karim, « La Syrie, foyer de déstabilisation régionale ? », *Confluences Méditerranée*, 2014/2, n° 89, pp. 67-79.
- BRAUN Virginia, CLARKE Victoria, « Teaching thematic analysis », *The psychologist*, 2013, vol. XXVI, n° 2, pp. 120-123.
- COURMONT Barthélémy, NIQUET Valérie, NIVET Bastien, « Quelle évolution de la notion de puissance et de ses modes d'action à l'horizon 2030, appliquée aux États-Unis, à l'Europe et à la Chine? », *IRIS et Délégation aux Affaires Stratégiques*, 2004, 114 p.
- DAHL Robert, « The concept of Power », *Behavioral Science*, 1957, n° 2, pp. 201-215.
- DELANOË Igor, « Le partenariat stratégique russo-syrien : la clef du dispositif naval russe en Méditerranée », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, février 2013, note n° 06/13, 9 p.

- DELANOË Igor, « La puissance par la coercition. Le *Hard Power* russe à l'épreuve du Moyen-Orient », *Hérodote*, 2017, n° 166-167, pp. 243-260.
- DEMIRTEPE M. Turgut et *al.*, « Turkey-Russia Relations in the Post-Cold War Era : Current Dynamics, Future Prospects », *USAK Center for Eurasian Studies*, Report, Juillet 2013, n° 13-06, 74 p.
- ELTCHANINOFF Michel, « L'État russe selon Poutine », *Le Débat*, 2016, n°190, pp. 79-87.
- FALLERY Bernard, RODHAIN Florence, « Quatre approches pour l'analyse de données textuelles : lexicale, linguistique, cognitive, thématique. », *XVIème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS*, 2007, Montréal, Canada, AIMS, pp. 1-16.
- FEIGELSON Kristian, « Politique des médias et usages du passé en Russie », *Hermès, La Revue*, 2008, n° 52, pp. 67-74.
- FILLER André, « L'identité nationale russe : anatomie d'une représentation », *Hérodote*, 2010, n° 138, pp. 94-108.
- GHILÈS Francis, « Russia in Syria and the shape of the Middle East », dans *Opini3n CIDOB*, Juin 2013, n° 195, p. 2.
- GUIDÈRE Mathieu, « Daech ou le califat pour tous », *Outre-Terre*, 2015, n° 44, pp. 149-160.
- HINNEBUSCH Raymond et *al.*, « UN Mediation in the Syrian crisis : From Kofi Annan to Lakhdar Brahimi », New York : *International Peace Institute*, mars 2016, 26 p.
- KATZ Mark N., « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », *Russie.Nei.Visions*, IFRI, avril 2010, no. 49, 25 p.
- KATZ Mark N., « Russia and the conflict in Syria: Four myths », dans *Middle East Policy*, Summer 2013, vol. XX, n° 2, pp. 38-46.
- KOZHANOV Nikolay, « Russian policy across the Middle East: Motivations and methods », *Chatham House*, 2018, 33 p.

- KREUTZ Andrej, « Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient », *Russie.Nei.Visions*, Novembre 2010, n° 55, 24 p.
- LE HUÉROU Anne, REGAMEY Amandine, « La guerre russe en Tchétchénie : discours antiterroriste et légitimation de la violence », *Critique internationale*, 2008, n° 41, pp. 99-118.
- LEJEUNE Pierre-Marie, « La Syrie vue de Moscou : comment comprendre le Kremlin ? », *Stratégique*, 2013, n° 10, pp. 261-270.
- MERLIN Aude, « Les guerres de Tchétchénie et le Caucase du Nord », *La revue nouvelle*, Avril 2004, n° 4, pp. 21-30.
- MINATCHEV Andrei, LEVESQUE Jacques, « L'identité et la sécurité de la Russie : Les crises internationales comme miroir de la guerre de Tchétchénie », *Sécurité et identité nationale*, mars 2004, vol. xxxv, n° 1, pp. 49-72.
- MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, « Les religions et l'État en Russie : Une relation équivoque », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004, n° 1045, pp. 28-38.
- NOCETTI Julien, « From Moscow to Mecca : Russia's Saudi Arabian Diplomacy », *Russie.Nei.Visions*, IFRI, juin 2010, n° 52, 23 p.
- NOCETTI Julien, « Quelle politique énergétique pour la Russie au Moyen-Orient ? », *Politique étrangère*, 2013, n° 1, pp. 93-105.
- ÖZALP NURI Osman, « Where is the Middle East? The Definition and Classification Problem of the Middle East as a Regional Subsystem in International Relations », *Turkish Journal of Politics*, 2011, vol. II, n° 2, pp. 5-21.
- ROY Olivier, « La logique des recompositions au Moyen-Orient. Petit essai de clarification à l'usage des gens pressés », *Le Débat*, 2016, n° 190, pp. 123-134.
- SIMSEK Nevzat, SIMSEK Hayal Ayca, ZHANALTAY Zhengizkhan, « Analysis of Bilateral Trade Relations between Turkey and Russia Federation », *Bilig*, 2017, n° 83, pp. 1-26.
- SOULEIMANOV Emil, « Chechnya, Wahhabism and the invasion of Dagestan », *Middle East Review of International Affairs*, Décembre 2005, vol. IX, n° 4, pp. 48-71.

- STENT Angela, « Putin's power play in Syria: How to respond to Russia's intervention », *Foreign Affairs*, 2016, vol. XCV, n° 1, pp. 106-113.
- STEPANOVA Ekaterina, traduit de l'anglais par HAUTEFORT Julien, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangères et facteurs internes », *Outre-Terre*, 2015, n° 44, pp. 80-94.
- STEPANOVA Ekaterina, traduit de l'anglais par DEVILLE-FRADIN Valentine, « La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ? », *Politique étrangère*, 2016, n° 2, pp. 23-35.
- THERME Clément, « Poutine : entre affirmation des « valeurs russes » et realpolitik », *Les Cahiers de l'Orient*, 2014b, n° 116, pp. 51-57.
- THERME Clément, « La puissance russe au Moyen-Orient : Retour ou déclin inéluctable ? », *Études de l'IRSEM*, 2014a, n° 33, 57 p.
- TOFT Monica Duffy, ZHUKOV Yuri M., « Islamists and Nationalists: Rebel Motivation and Counterinsurgency in Russia's North Caucasus », *American Political Science Review*, May 2015, vol. CIX, n° 2, pp. 222-238.
- TRENIN Dmitri, "The Revival of the Russian Military: How Moscow Reloaded," *Foreign Affairs*, 2016, vol. XCV, n° 3, pp. 23-29.
- VERLUISE Pierre, « Géopolitique – La puissance ? Quels sont ses fondamentaux ? » *diplowe.com*, *La revue géopolitique*, 10 novembre 2013, disponible sur : <<https://www.diploweb.com/Geopolitique-La-puissance.html>>, dernière consultation : le 17 avril 2019.
- WANLIN Philippe, « L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », *Recherches Qualitatives*, Actes du colloque Bilan et Perspectives de la Recherche Qualitative, 2007, Hors Série, n° 3, pp. 243-272.

Articles de presse

- BARMA YACOUBA Aboubacar, « Hydrocarbures : le Congo officiellement membre de l'Opep », *Afrique La Tribune*, 24 juin 2018.
- BARTHE Benjamin, "Les enfants de Deera, l'étincelle de l'insurrection syrienne », *Le Monde*, 8 mars 2013.

BBC, « Syria protests : Assad to lift state of emergency », 22 avril 2011.

BBC, « Syria : Does Russia always use a veto at the UN Security Council ? », 16 avril 2018.

BELGA, « Le pétrole bondit après l'accord de l'Opep sur la production », *RTBF*, 22 juin 2018.

BEZAT Jean-Michel, « Que sait-on de la production de pétrole contrôlée par l'EI et de ses destinations », *Le Monde*, 3 décembre 2015.

BODIN Frédéric, « En Libye, des forces liées au gouvernement de Tripoli commettent un massacre », *Le Monde*, 20 mai 2017.

CHAN Sewell, « U.N. Security Council rejects Russian resolution condemning Syrian strikes », *The New York Times*, 14 avril 2018.

COLLEN Vincent, « L'Opep et la Russie s'entendent pour augmenter la production de pétrole », *Les Echos*, 22 juin 2018.

DE SÈZE Cécile, « 2017 signe la fin (territoriale) de l'État islamique », *RTL*, 27 décembre 2017.

DUPRIEZ Julien, « Quels sont les pays membres de la coalition anti-Daech ? », *La Croix*, 18 août 2017

FEERTCHAK Alexis, « Poutine et la Syrie: le dessous des cartes », *Le Figaro*, 16 mars 2016.

GÉRÉ François, « L'Iran dans une impasse, trois ans après l'accord nucléaire », *L'Opinion*, 31 juillet 2018.

LE MONDE, « Qui participe à la coalition contre l'État islamique ? », 15 septembre 2014.

MARSH Katherine, « Syria to lift emergency rule after 48 years – but violence continues », *The Guardian*, 19 avril 2011.

MANDRAUD Isabelle, « Moscou publie l'accord militaire signé avec Dama », *Le Monde*, 16 janvier 2016.

MEHR NEWS AGENCY, « No 'oil for goods' agreement with Russia », 8 février 2018.

PEEL Michael, SOLOMON Erika, « Syrian opposition launches push to revive Geneva peace talks », *Financial Times*, 15 janvier 2018.

POUTINE Vladimir, « A plea for Caution from Russia », dans *The New York Times*, 11 septembre 2013.

RTBF, « Syrie : les raids meurtriers de l’EI depuis le désert appelés à se répéter », 12 juin 2018.

RTL, « La Russie lève les sanctions restantes sur le commerce avec la Turquie », 22 mai 2017.

SPUTNIKNEWS, « Russia lifts embargo on arms supplies to Libya », 7 mai 2012, disponible sur : <<https://sputniknews.com/military/20120507173297633/>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

WINTOUR Patrick, « Saudi king’s visit to Russia heralds shift in global power structures », *The Guardian*, 5 octobre 2017.

UN NEWS, « Security Council fail to adopt three resolutions on chemical weapons use in Syria », 10 avril 2018.

Discours russes

LAVROV Sergueï, « Réponses du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov aux questions des médias russes, Moscou, le 27 octobre 2014 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 27 octobre 2014, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/742876>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Allocution du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d’une réception donnée à l’occasion du Nouvel an musulman, Moscou, le 29 octobre 2014 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 29 octobre 2014, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/742481>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Discours du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la XXIIème assemblée du Conseil russe pour la politique extérieure et de défense, Moscou, le 22 novembre 2014 », sur *Le ministre des affaires*

étrangères de la Fédération de Russie, 22 novembre 2014, disponible sur : www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/790194>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Allocution du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov au début de la réunion avec un groupe de représentants de l'opposition et des autorités syriennes, Moscou, le 28 janvier 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 janvier 2015, disponible sur : www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/916460>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Allocution du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'un rendez-vous de haut niveau sur la protection des chrétiens, Genève, le 2 mars 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 2 mars 2015, disponible sur : www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/974465>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Réponse du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à une question de la chaîne Rossiya 1, 9 août 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 9 août 2015, disponible sur : http://www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/1647794>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Interview du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov accordée à l'émission Les nouvelles du samedi, 24 octobre 2015», sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 24 octobre 2015, disponible sur : www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1891564>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Allocution et réponses à la presse du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors de sa conférence de presse conjointe avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry et l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Syrie Staffan de Mistura suite à la séance du Groupe de contact et de soutien à la Syrie, Vienne, le 30 octobre 2015», sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 31 octobre 2015, disponible

sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1907050>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Interview du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov sur Radio Russie, Moscou, 19 novembre 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 19 novembre 2015, disponible sur : <http://www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1944112>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Interview du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov aux médias russes et étrangers, Moscou, 25 novembre 2015 », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 25 novembre 2015, disponible sur : <www.mid.ru/fr/press_service/minister_speeches/-/asset_publisher/7OvQR5KJWVmR/content/id/1948861>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's response to a media question on intra-Syrian negotiating process », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 22 avril 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-response-to-a-media-question-on-intra-syrian-negotiating-pr>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's answer to a media question regarding Russia-US cooperation in Syria », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 25 avril 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-answer-to-a-media-question-regarding-russia-us-cooperation>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

LAVROV Sergueï, « Déclaration du Ministère russe des Affaires étrangères concernant l'attaque des États-Unis en Syrie le 7 avril 2017 », sur *Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 7 avril 2017, disponible sur : <www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/2717798>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Allocution d'ouverture du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors de son entretien avec le Patriarche d'Antioche et de tout

l'Orient Jean X Yazigi, Moscou, 5 décembre 2017 », sur *Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 5 décembre 2017, disponible sur : <www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/2979012>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

LAVROV Sergueï, « Allocation et réponses à la presse du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue de son entretien avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura, Moscou, 29 mars 2018 », sur *Le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 29 mars 2018, disponible sur : <www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/3145592>, dernière consultation : le 17 avril 2018.

NATIONS UNIES. A/66/PV.28. General Assembly. Official Records. Sixty-sixth session. « 28th plenary meeting », mercredi 27 septembre 2011, 9 a.m., New York, 43 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

NATIONS UNIES. A/67/PV.16. General Assembly. Official Records. Sixty-seventh session. « 16th plenary meeting », vendredi 28 septembre 2012, 3 p.m., New York, 29 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

NATIONS UNIES. A/68/PV.15. General Assembly. Official Records. Sixty-eighth session. « 15th plenary meeting », vendredi 27 septembre 2013, 9 p.m., New York, 51 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

NATIONS UNIES. A/69/PV.15. General Assembly. Official Records. Sixty-ninth session. « 15th plenary meeting », samedi 27 septembre 2014, 9 a.m., New York, 51 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

NATIONS UNIES. A/70/PV.20. General Assembly. Official Records. Seventieth session. « 13th plenary meeting », lundi 28 septembre 2015, 9 p.m., New York, 57 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

NATIONS UNIES. A/71/PV.17. General Assembly. Official Records. Seventy-first session. « 17th plenary meeting », vendredi 23 septembre 2016, 9 p.m., New York, 58 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

NATIONS UNIES. A/72/PV.12. General Assembly. Official Records. Seventy-second session. « 12th plenary meeting », jeudi 21 septembre 2017, 12.10 p.m., New York, 33 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

VLADIMIR Poutine, « Meeting with Russian ambassadors and permanent representatives in international organisations », sur *Kremlin.ru*, 9 juillet 2012, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/news/15902>>, dernière consultation : le 26 avril 2018.

VLADIMIR Poutine, « Presidential Address to the Federal Assembly », sur *Kremlin.ru*, 3 décembre 2015, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/messages/50864>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

VLADIMIR Poutine, « Interview to German newspaper Bild. Part 2 », sur *Kremlin.ru*, publié le 12 janvier 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/51155>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

VLADIMIR Poutine, « Direct Line with Vladimir Putin », sur *Kremlin.ru*, 14 avril 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/51716>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

VLADIMIR Poutine, « Vladimir Putin answered questions from Russian journalists », sur *Kremlin.ru*, 16 octobre 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/53103>>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

VLADIMIR Poutine, « Direct Line with Vladimir Putin », sur *Kremlin.ru*, 15 juin 2017, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/54790>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

VLADIMIR Poutine, « Vladimir Putin visited Khmeimin Air Base in Syria », sur *Kremlin.ru*, 11 décembre 2017, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru>>

</events/president/transcripts/speeches/56351>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

VLADIMIR Poutine, « Military-practical conference on the results of the special operation in Syria », sur *Kremlin.ru*, 30 janvier 2018, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/speeches/56750>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

VLADIMIR Poutine, « Joint news conference of Vladimir Putin and Recep Tayyip Erdogan », sur *kremlin.ru*, 3 avril 2018, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/57192>>, dernière consultation : le 17 avril 2018.

ZAKHAROVA Maria, « Comment by Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova on Military-Technical Cooperation with Syria », sur *Le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 9 septembre 2015, disponible sur : <www.mid.ru/fr/maps/sy/-/asset_publisher/9fcjSOwMERcf/content/id/1739503?p_p_id=101_INSTANCE_9fcjSOwMERcf&_101_INSTANCE_9fcjSOwMERcf_languageId=en_GB>, dernière consultation : le 18 avril 2018.

ZAKHAROVA Maria, « Excerpts from the Briefing by Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 6 mai 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/excerpts-from-the-briefing-by-foreign-ministry-spokesperson-maria-zakharova-1>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

Documents des Nations Unies

NATIONS UNIES. CEDAW/C/SYR/2. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. « Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Deuxième et troisième rapports périodiques des États parties, Syrie », 25 octobre 2012, 108 p.

UNITED NATIONS ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR WESTERN ASIA (ESCWA). E/ESCWA/EDID/2016/2. « Syria at five years on war », 19 juillet 2016, 67 p.

Documents législatifs

FÉDÉRATION DE RUSSIE, *Constitution de la Fédération de Russie*, approuvée par référendum du 12 décembre 1993, disponible sur <<http://www.constitution.ru/fr/index.htm>>, dernière consultation : le 17 mai 2018.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE RUSSIE, *Foreign Policy Concept of the Russian Federation (approved by the President of the Russian Federation Vladimir Putin on November 30, 2016)*, 2016, disponible sur : <http://www.mid.ru/en/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248>, dernière consultation : le 13 juillet 2018.

Ouvrages

BALANCHE Fabrice, *Sectarianism in Syria's civil war : A geopolitical study featuring 70 original maps*, Washington : The Washington Institute for Near East Policy, 2018, 156 p.

BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris : Presses de Sciences Po, 2015, 5^e ed., 717 p.

BOYATZIS Richard E., *Transforming Qualitative Information: Thematic Analysis and Code Development*, Londres : SAGE Publications, 1998, 184 p.

BURDY Jean-Paul (dir.), *Les mots de la Turquie*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, 2006, 128 p.

CARR Edward, *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939* (1946), Basingstoke : Palgrave-Macmillan, 2001, 2^e ed., 291 p.

COMMISSION GENERALE DE TERMINOLOGIE ET DE NEOLOGIE, *Vocabulaire des relations internationales : Enrichissement de la langue française*, Paris : Ministère de la Culture et de la Communication, 2014, 62 p.

COOPER Harris et al., *APA Handbook of Research Methods in Psychology*, vol. II, *Research designs : Quantitative, qualitative, neuropsychological, and*

- biological*, Washington, DC, US : American Psychological Association, 2012, 701 p.
- DELWIT Pascal, *Introduction à la science politique*, Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles, 2013, 308 p.
- DONNEDIEU DE VABRES Jacques, *L'État*, Paris: PUF, 1992, 127 p.
- LEROY-BEAULIEU Anatole, *L'Empire des tsars et les Russes*, Paris : Robert Laffont, 1991 [1881], 1392 p.
- FEDERAL STATE STATISTICS SERVICE, *Russia in Figures. 2017: Statistical handbook*, Moscou : Rosstat, 2017, 511 p.
- FOX Nick J., *Qualitative Data Analysis: HAR6010*, (taught unit from MSc in Health and Social Care Research), Sheffield: University of Sheffield, 2004, 13 p.
- GUEST Greg, MACQUEEN Kathleen M., NAMEY Emily E., *Applied Thematic Analysis*, Londres : SAGE Publications, 2011, 320 p.
- HEINRICH Hans-Georg, LOBOVA Ludmilla, MALASHENKO Alexey (eds.), *Will Russia become a muslim society?*, Frankfurt am Main : Peter Lang GmbH, International Verlag der Wissenschaften, 2011, 243 p.
- HUNTER Shireen T., THOMAS Jeffrey L., MELIKISHVILI Alexander, *Islam in Russia: The politics of Identity and Security*, M.E. Sharpe, 2004, 592 p.
- MARKS David F., YARDLEY Lucy, *Research Methods for Clinical and Health Psychology*, Londres : SAGE Publications, 2004, 248 p.
- MORGENTHAU J. Hans, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York : A. A. Knopf, 1948, 489 p.
- MUCCHIELLI Alex, PAILLÉ Pierre, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, 3^e ed., Paris : Armand Colin, 2012, 423 p.
- NAU R. Henry, *Perspectives on International Relations : Power, Institutions, and Ideas*, Washington DC : Sage Publications INC, 2015, 4^e ed., 576 p.
- NICHOL Jim, *Stability in Russia's Chechnya and Other Regions of the North Caucasus: Recent Developments*, Diane Publishing, 2011, 16 p.

ONKOANT Arthur, *L'État islamique : Le Califat de Daech*, Paris : L'Harmattan, 2017, 280 p.

RADVANYI Jean, LARUELLE Marlène, *La Russie : Entre peurs et défis*, Paris : Armand Colin, 2016, 240 p.

RAYMOND André (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Nouvelle édition [en ligne]. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Éditions du CNRS, 1980, 447 p., disponible sur : <<http://books.openedition.org/iremam/726>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

TERZIAN Pierre, *L'étonnante histoire de l'OPEP*, s.l., FeniXX, 2015, 350 p.

TISHKOV Valery, *Chechnya : Life in a War-Torn Society*, University of California Press, 2004, 284 p.

Sources électroniques

AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE, « Le commerce extérieur de la Turquie en 2017 », mars 2018, [PDF] disponible sur : <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/f46fe42a-a189-42ec-8d6f-df38a2887de7/files/f7597975-5451-454f-ba98-0b6bf75feedc>>, dernière consultation : le 16 juillet 2018.

AVIOUTSKII Viatcheslav, « La Russie et l'Islam », *Politique Internationale*, 2005, no. 107, disponible sur : <www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=21&id=46&content=texte>, dernière consultation : le 17 juin 2018.

BORSHCHEVSKAYA Anna (a), « Will Russian-Saudi relations continue to improve ? », *Foreign Affairs*, 10 octobre 2017, disponible sur : <<https://www.foreignaffairs.com/articles/saudi-arabia/2017-10-10/will-russian-saudi-relations-continue-improve>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

BORSHCHEVSKAYA Anna (b), « The tactical side of Russia's arms sales to the Middle East », *Russia in the Middle East*, 20 décembre 2017, disponible sur : <<https://jamestown.org/wp-content/uploads/2017/12/Anna-Borshchevskaya-W-S2-Arms-Sales.pdf>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, « The World Factbook : Syria », disponible sur : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sy.html> , dernière consultation : le 17 juillet 2018.

CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, « Syrie : l'UE proroge d'un an les sanctions à l'encontre du régime », disponible sur : <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2018/05/28/syria-eu-extends-sanctions-against-the-regime-by-one-year/> , dernière consultation : le 20 juillet 2018.

EUROPA PLANET, « Carte de Russie », 2018, disponible sur : www.europa-planet.com/russie/carte_russie.htm , dernière consultation : le 2 mai 2018.

FRANCE DIPLOMATIE, « Présentation de la Russie », 2017, disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/russie/presentation-de-la-russie/> , dernière consultation : le 2 mai 2018.

GAZPROM, « Alexy Miller : Blue Stream serves as strong catalyst for Turkish gas market », 28 février 2018, disponible sur : <http://www.gazprom.com/press/news/2018/february/article408339/> , dernière consultation : le 16 juillet 2018.

GLOBAL COALITION, « Our mission. 79 partners united in defeating global terrorism », disponible sur : <http://theglobalcoalition.org/en/mission-en/> , dernière consultation : le 5 septembre 2018.

GLOBAL COALITION, « 79 partners », disponible sur : <http://theglobalcoalition.org/en/partners/> , dernière consultation : le 5 septembre 2018.

GOLDSMITH T. Leon, « Syria : The Security Dilemma of Religious Minorities », Conference paper : *Conference Wars and Wars' Ending in the Post-2011 Middle East*, A Cooperation of GIGA, Hamburg, and LAU, Byblos, Novembre 2015, disponible sur : <https://www.researchgate.net/publication/283895892> , dernière consultation : le 17 juillet 2018.

HILL Fiona, « The real reason Putin supports Assad », *Foreign Affairs*, 25 mars 2013, disponible sur : <http://www.foreignaffairs.com/articles/139079/fiona-hill/the-real-reason-putin-supports-assad> , dernière consultation : le 22 octobre 2017.

HUMAN RIGHTS WATCH, « Libye : Événements de 2017 », disponible sur : <<https://www.hrw.org/fr/world-report/2018/country-chapters/313314>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

KARMON Ely, « The Demise of the Caliphate : Quo Vadis ISI ? », *Research Gate*, Décembre 2016, disponible sur : <https://www.researchgate.net/profile/Ely_Karmon/publication/311886867_The_Demise_of_the_Caliphate_Quo_Vadis_ISIS/links/5f7bf908ae6eb871a40b61/The-Demise-of-the-Caliphate-Quo-Vadis-ISIS.pdf>, dernière consultation : le 5 septembre 2018.

LONITA Cristian, « Syrian Civil War in Maps : Waiting for a new ‘Battle for Manjib’ », 1^{er} juin 2018, disponible sur : <https://www.edmaps.com/html/syrian_civil_war_in_maps.html>, dernière consultation : le 2 septembre 2018

MAURY Jean-Pierre, « Russie », *Digithèque de matériaux juridiques et politiques*, s.d., disponible sur : <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/rur.htm>>, dernière consultation : le 17 mai 2018.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA SCIENCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE, « Disposition géographique », 2013, disponible sur : <<http://fr.russia.edu.ru/russia/geo/>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

ONU INFO, « Syrie », disponible sur : <<https://news.un.org/fr/focus/syrie>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

OPERATIONAL PORTAL REFUGEE SITUATIONS, « Syria », disponible sur : <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria#_ga=2.256674383.576710.1533407312-1077051988.1533407312>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

PIGMAN Lincoln, ORTON Kyle, « Inside Putin's Libyan Power Play », *Foreign Policy*, 14 septembre 2017, disponible sur : <<https://foreignpolicy.com/2017/09/14/inside-putins-libyan-power-play/>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES, « OPEP », disponible sur : <<https://onu-vienne.delegfrance.org/OPEP#Etats-membres-et-gouvernance>>, dernière consultation : le 13 juillet 2018.

- RFI, « La Russie signe la livraison de missiles S-3000 à l'Iran », *RFI*, 9 novembre 2015, disponible sur : <www.rfi.fr/moyen-orient/20151109-russie-signe-livraison-missiles-s-300-iran-rostec-rostekhnologuii>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.
- RFI, « La télévision iranienne montre l'installation de systèmes anti-missiles russes », *RFI*, 29 août 2016, disponible sur : <<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20160829-television-iranienne-installation-systemes-anti-missiles-russes-s-300>>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.
- SLIM Hugo, TROMBETTA Lorenzo, « Syria crisis common context analysis : Report commissioned by the IASC Inter-Agency Humanitarian Evaluations Steering Group as part of the Syria Coordinated Accountability and Lessons Learning Initiative », *United Nation Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, 2014, 63 p., disponible sur : <https://www.unocha.org/site/s/dms/Documents/Syria%20Crisis%20Common%20Context%20Analysis_June%202014.pdf>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.
- STATISTA, « Les 30 pays les plus étendus du monde par superficie totale (en kilomètres carrés) », 2018, disponible sur : <<https://fr.statista.com/statistiques/564951/les-plus-grands-pays-du-monde/>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.
- STUDER Elisabeth, « Gazoduc Blue-Stream : RAS Poutine », *Turquie Européenne*, Revue de presse, 20 novembre 2005, disponible sur : <<http://www.turquie-europeenne.eu/gazoduc-blue-stream-ras-poutine.html>>, dernière consultation : le 16 juillet 2018.
- SVETOSLAVOVA Monica, « Les États riverains de la mer Caspienne : aperçu géopolitique », Dossier : « Stratégies et rivalités en mer Caspienne », *Revue Regard sur l'Est*, 8 septembre 2010, disponible sur : <http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1106>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.
- TAHA Zakaria, « Le parti Baath et la dynastie al-Assad en Syrie : la laïcité dans un contexte communautaire », Conférence donnée dans le cadre de l'association *Le Kiosque Citoyen*, Rennes, 6 juin 2012, 15 p., disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00734773/file/Le_parti_Baath_et_la>

[dynastie al-Asad en Syrie la laA citA dans un contexte communautaire.pdf](#)>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

THE CARTER CENTER, « Tracking the front lines in Syria », disponible sur : <<https://d3svb6mundity5.cloudfront.net/dashboard/index.html>>, dernière consultation : le 2 septembre 2018.

THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE RUSSIAN FEDERATION, « Director of the Information and Press Department », disponible sur : <http://www.mid.ru/press_service/dip/director?p_p_id=56_INSTANCE_jq1s6pCGyl2A&_56_INSTANCE_jq1s6pCGyl2A_languageId=en_GB>, dernière consultation : le 17 avril 2019.

THE RUSSIAN GOVERNMENT, « Sergei Lavrov », disponible sur : <<http://government.ru/en/gov/persons/15/events/>>, dernière consultation : le 17 avril 2019.

TINGUY Anne De, « La Russie et ses frontières : des bouleversements de l'ouverture à la réorientation des espaces et aux désarrois post-impériaux », *CERISCOPE Frontières*, 2011, disponible sur : <<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part3/la-russie-et-ses-frontieres>>, dernière consultation : le 2 mai 2018.

TOALDO Mattia, « Russia in Libya : War or Peace ? », *European Council on Foreign Relations*, disponible sur : <https://www.ecfr.eu/article/commentary_russia_in_libya_war_or_peace_7223>, dernière consultation : le 15 juillet 2018.

TRADING ECONOMICS, « Russia Imports from Turkey », 2018, disponible sur : <<https://tradingeconomics.com/russia/imports/turkey>>, dernière consultation : le 16 juillet 2018.

UK GOVERNMENT, « Daesh : UK government response (Archived) », disponible sur : <<https://www.gov.uk/government/topical-events/daesh>>, dernière consultation : le 5 septembre 2018.

UN DATA, « Syrian Arab Republic », disponible sur : <<http://data.un.org/en/iso/sy.html>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

UNHCR, « Urgence en Syrie », disponible sur : <<http://www.unhcr.org/fr/urgence-en-syrie.html>>, dernière consultation : le 17 juillet 2018.

U.S. DEPARTMENT OF STATE, « Syria Sanctions », disponible sur : <https://www.state.gov/e/eb/tfs/spi/syria/>, dernière consultation : le 20 juillet 2018.

VIDINO Lorenzo, « How Chechnya became a breeding ground for terror », *Middle East Quaterly*, vol. XII, 1er Juin 2005, disponible sur : <https://www.meforum.org/articles/2005/how-chechnya-became-a-breeding-ground-for-terror>, dernière consultation : le 23 juin 2017.

ANNEXES

1. Transcriptions

1.1. Année 2013

PUTIN Vladimir V., « A plea for Caution from Russia », dans *The New York Times*, 11 septembre 2013

« MOSCOW — RECENT events surrounding Syria have prompted me to speak directly to the American people and their political leaders. It is important to do so at a time of insufficient communication between our societies.

Relations between us have passed through different stages. We stood against each other during the cold war. But we were also allies once, and defeated the Nazis together. The universal international organization — the United Nations — was then established to prevent such devastation from ever happening again.

The United Nations' founders understood that decisions affecting war and peace should happen only by consensus, and with America's consent the veto by Security Council permanent members was enshrined in the United Nations Charter. The profound wisdom of this has underpinned the stability of international relations for decades.

No one wants the United Nations to suffer the fate of the League of Nations, which collapsed because it lacked real leverage. This is possible if influential countries bypass the United Nations and take military action without Security Council authorization.

The potential strike by the United States against Syria, despite strong opposition from many countries and major political and religious leaders, including the pope, will result in more innocent victims and escalation, potentially spreading the conflict far beyond Syria's borders. A strike would increase violence and unleash a new wave of terrorism. It could undermine multilateral efforts to resolve the Iranian nuclear problem and the Israeli-Palestinian conflict and further destabilize the Middle East and North Africa. It could throw the entire system of international law and order out of balance.

Syria is not witnessing a battle for democracy, but an armed conflict between government and opposition in a multireligious country. There are few champions of democracy in Syria. But there are more than enough Qaeda fighters and extremists of all stripes battling the government. The United States State Department has designated Al Nusra Front and the Islamic State of Iraq and the Levant, fighting with the opposition, as terrorist organizations. This internal conflict, fueled by foreign weapons supplied to the opposition, is one of the bloodiest in the world.

Mercenaries from Arab countries fighting there, and hundreds of militants from Western countries and even Russia, are an issue of our deep concern. Might they not return to our countries with experience acquired in Syria? After all, after fighting in Libya, extremists moved on to Mali. This threatens us all.

From the outset, Russia has advocated peaceful dialogue enabling Syrians to develop a compromise plan for their own future. We are not protecting the Syrian government, but international law. We need to use the United Nations Security Council and believe that preserving law and order in today's complex and turbulent world is one of the few ways to keep international relations from sliding into chaos. The law is still the law, and we must follow it whether we like it or not. Under current international law, force is permitted only in self-defense or by the decision of the Security Council. Anything else is unacceptable under the United Nations Charter and would constitute an act of aggression.

No one doubts that poison gas was used in Syria. But there is every reason to believe it was used not by the Syrian Army, but by opposition forces, to provoke intervention by their powerful foreign patrons, who would be siding with the fundamentalists. Reports that militants are preparing another attack — this time against Israel — cannot be ignored.

It is alarming that military intervention in internal conflicts in foreign countries has become commonplace for the United States. Is it in America's long-term interest? I doubt it. Millions around the world increasingly see America not as a model of democracy but as relying solely on brute force, cobbling coalitions together under the slogan "you're either with us or against us."

But force has proved ineffective and pointless. Afghanistan is reeling, and no one can say what will happen after international forces withdraw. Libya is divided into

tribes and clans. In **Iraq** the civil war continues, with dozens killed each day. In the United States, many draw an analogy between Iraq and Syria, and ask why their government would want to repeat recent mistakes.

No matter how targeted the strikes or how sophisticated the weapons, civilian casualties are inevitable, including the elderly and children, whom the strikes are meant to protect.

The world reacts by asking: if you cannot count on international law, then you must find other ways to ensure your security. Thus a growing number of countries seek to acquire **weapons of mass destruction**. This is logical: if you have the bomb, no one will touch you. We are left with talk of the need to strengthen nonproliferation, when in reality this is being eroded.

We must stop using the language of force and return to the path of civilized diplomatic and political settlement.

A new opportunity to **avoid military action** has emerged in the past few days. The United States, Russia and all members of the international community must take advantage of the **Syrian government's willingness to place its chemical arsenal under international control for subsequent destruction**. Judging by the statements of President Obama, the United States sees this as an alternative to military action.

I welcome the president's interest in continuing the **dialogue with Russia on Syria**. We must **work together** to keep this hope alive, as we agreed to at the Group of 8 meeting in Lough Erne in Northern Ireland in June, and steer the discussion back toward negotiations.

If we can avoid force against Syria, this will improve the atmosphere in international affairs and strengthen mutual trust. It will be our shared success and open the door to cooperation on other critical issues.

My working and personal relationship with President Obama is marked by growing trust. I appreciate this. I carefully studied his address to the nation on Tuesday. And I would rather disagree with a case he made on American exceptionalism, stating that the United States' policy is "what makes America different. It's what makes us exceptional." It is extremely dangerous to encourage people to see themselves as exceptional, whatever the motivation. There are big countries and small countries,

rich and poor, those with long democratic traditions and those still finding their way to democracy. Their policies differ, too. We are all different, but when we ask for the Lord's blessings, we must not forget that God created us equal. »

Discours de LAVROV, représentant la Fédération de Russie, pp. 33-35, dans NATIONS UNIES. A/68/PV.15. General Assembly. Official Records. Sixty-eighth session. « 15th plenary meeting », vendredi 27 septembre 2013, 9 p.m., New York, 51 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

« Mr. Lavrov (Russian Federation) (spoke in Russian): International relations are becoming increasingly complex and multidimensional, while developments in the world are even more rapid and less predictable. Under these circumstances as never before, there is an urgent need to agree upon **collective responses to the key issues of today**. It is solely within the power of such a truly universal Organization as the United Nations to do so. Moreover, such solidarity-based efforts will be productive only if they reflect the entire spectrum of views of the international community on global challenges and threats, a broad range of historical experiences and the full cultural and civilizational diversity of the modern world.

For most of the Members of the United Nations family, that approach is axiomatic. However, there is also another tendency whereby collective actions are understood primarily as agreement with the viewpoint of one group of countries. Such views manifest themselves in various areas: international security, the settlement of conflict situations, the functioning of the world economy, and the choice of development models and core values.

Many **problems affecting today's world** are **reflected** in the tragic situation in **Syria** and in the uncertainty surrounding the development of events in the **Middle East** and North Africa overall. From the very onset of the turmoil in that region, Russia has consistently called for the **development by the international community of a common approach** combining **support for the Arab peoples on their path to transformation** with an understanding of the fact that, objectively, **those processes will be lengthy and sometimes painful**, and that it will be quite important **not to undermine them through gross outside interference**.

We have emphasized the need to act in a balanced way and to take account of the fact that current complex developments are associated with, among other things, a tireless quest for compromises among the various ethnic and religious groups that make up the mosaic of Arab societies. We have consistently supported the choice of the evolutionary way of development and the peaceful settlement of crises through national dialogue and reconciliation.

Another perspective has been reflected in the attempts made to determine who is and is not legitimate among the leaders of the Middle East and North Africa region, to impose a view as to which side should be supported in domestic national conflicts, and to dictate external, ready-made prescriptions for democratic transformation.

Attempts to portray, in a simplified way, the developments in the Arab world as the struggle of democracy against tyranny or of good against evil have long obscured the problems associated with the rising wave of extremism, which is spilling over into other regions today. The terrorist attacks in Kenya have demonstrated the full gravity of that threat. It is common knowledge that jihadist groups that include numerous radical elements from all parts of the world are the most combat-capable units of the opposition. The goals that they are pursuing have nothing to do with democracy but are based on intolerance and aimed at the destruction of secular States and the establishment of caliphates. It is difficult to qualify as far-sighted a policy that entails fighting in Mali the same extremist groups that are being supported in Syria.

The use of chemical weapons is inadmissible. That does not mean, however, that one can usurp the right to accuse and to render verdicts. All of the incidents associated with the use of chemical weapons in Syria, by whomsoever committed, must be investigated in a professional and unbiased manner and then considered by the Security Council exclusively on the basis of facts rather than of allegations or assumptions. In that respect, at the Group of 20 (G-20) summit held in June, an agreement was reached by leaders of the eight key States.

Recently a common argument has been increasingly made to the effect that the threat or use of force, directly prohibited by the Charter of the United Nations, is virtually the most effective method of addressing international problems, including the settlement of domestic conflicts. There have been attempts to extrapolate such an approach to the situation in Syria as well, despite the fact that recent experience with

such interventions has proved that they are ineffective, meaningless and destructive.

That is an extremely dangerous path leading to the erosion of the foundations of today's world order and the subversion of the weapons of mass destruction non-proliferation regimes.

It is alarming to hear statements about the right to use military force to ensure one's own interests in the Middle East region under the pretext of a persistent leadership gap in the international arena. Recent history shows that no State, no matter how big or powerful, can cope alone with challenges of the scope faced by humankind today.

There is no doubt that leadership is required. However, today it can only be collective leadership based on agreed actions of the leading members of the international community, with strict respect for the principles and norms of international law. It is the growing understanding of that reality that has opened the way towards achieving Russia-United States understandings relating to the placing under international control and subsequent elimination of the Syrian chemical arsenals. That became possible thanks to the decision by Damascus to join the Chemical Weapons Convention and fulfil the relevant obligations following the expedited procedure.

We expect that the decisions of the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons Executive Council and the Security Council will contribute to creating the framework required for the elimination of chemical arsenals in Syria.

Progress in the area of chemical disarmament in Syria should give impetus to the implementation of existing arrangements to convene a conference on establishing a zone free of weapons of mass destruction and their means of delivery in the Middle East. We know that there are a number of complicated issues related to ensuring full participation of the countries of the region in such a conference, but they cannot be discussed endlessly. That is exactly when true leadership and resolve must be demonstrated for the common benefit.

People are continuing to die and innocent civilians to suffer every day in Syria. Religious minorities, including Christian communities, are becoming victims of the conflict, which is increasingly acquiring a sectarian character. Virtually the only possibility remaining today to put an end to this turmoil is to break the deadlock regarding the process of a political settlement of the Syrian crisis. We continue to

work tirelessly for the earliest convening of a peace conference to implement the Geneva communiqué of 30 July 2012 (S/2012/522, annex). We hope that, following the example set by the Government of Syria, the opposition will also constructively respond to the Russia-United States initiative.

The Syrian crisis should not overshadow the need to address the Palestinian problem. We expect the Israeli and Palestinian leaders to shoulder their responsibility for the future of their people at this current critical stage, where the parties have resumed direct talks after a lengthy interruption. While duly recognizing the efforts made by the United States in the Middle East settlement process, we deem it necessary to intensify the activity of the Quartet, the internationally recognized mechanism for providing assistance to the peace process in the region on the basis of the relevant decisions of the United Nations, the Madrid principles and the Arab Peace Initiative. It is also important to ensure the close involvement of the Arab countries in the activities of the Quartet.

Approaches based on negotiation are also required with respect to other situations, including the Iranian nuclear programme and the nuclear problem in the Korean peninsula. As President Vladimir Putin noted in his recent article in the 11 September 2013 issue of *The New York Times*,

“We must stop using the language of force and return to the path of civilized diplomatic and political settlement.”

This would help to improve the international environment and contribute to stepping up collective efforts to counter global challenges, including terrorism and drug trafficking. Russia intends to attach priority attention to these challenges during its presidency of the Group of Eight, in 2014.

Today, when the rigid frame of the bipolar system has been long relegated to the past, a mark of the time is the strengthening of the democratic foundations both within States and in international relations. That means in particular that the recognition of the right of peoples to independently determine their destiny and to choose the optimal forms of social and political structure and social and economic systems should become an indisputable norm of conduct. In the same way, the complex of exclusiveness and supremacy regarding one's own customs in the human rights area should be abandoned and instead the universal criteria enshrined in the

Universal Declaration of Human Rights should be used as a guideline. Moreover, it is important to respect the traditional values that are common to all the religions.

It is obvious that a genuine partnership is hardly achievable without reliance on the foundations of economic cooperation. The prevailing majority of States are interacting within the framework of the World Trade Organization and in that sense they are already operating in a common economic space. This creates the prerequisites for working towards harmonization of integration processes in various regions of the world instead of trying to artificially pit them against each other by creating new division lines. Russia is proceeding from that exact understanding in its joint work with its partners in the establishment of the Eurasian Economic Union.

Russia attaches great importance to achieving the Millennium Development Goals and the drafting of the global development agenda for the post-2015 period on their basis. The main priorities are the eradication of poverty and support for economic growth through the expansion of investment opportunities and the creation of new jobs. Some of the most urgent issues are the strengthening of the energy and transport infrastructures, the fight against infectious diseases and road safety.

Cooperation among States should rely on efficient mechanisms and an adequate resource base. In that context, we support the further strengthening of the coordinating role and potential of the United Nations Economic and Social Council. During its chairmanship of the Group of 20, Russia has consistently pursued a policy of developing its interaction with the United Nations. We believe that the General Assembly, in cooperation with the G-20, will develop a realistic programme of long-term cooperation.

I firmly believe that, by joining forces on the basis of genuine respect and considering the interests of each and everyone, we will be able to achieve the lofty goals that are enshrined in the Charter of the United Nations.

1.2. Année 2015

VLADIMIR Poutine, « Interview to German newspaper Bild. Part 2 », sur *Kremlin.ru*, publié le 12 janvier 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/51155>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

« [...] »

« Question: Now let's turn to Syria, if you do not mind.

We say that we are tackling common challenges there. This is the joint fight against ISIS in Iraq and Syria. However, some people in the West say that Russian military forces in Syria are fighting the anti-Assad rebels, rather than ISIS. What would be your response to the allegations that Russia is hitting the wrong targets?

Vladimir Putin: They are telling **lies**. Look, the videos that support this version appeared before our pilots even started to carry out strikes against terrorists. This can be corroborated. However, those who criticise us prefer to ignore it.

American pilots hit the Doctors Without Borders hospital in Kunduz, Afghanistan, by mistake, I am sure. There were **casualties and fatalities among civilians** and doctors. Western media outlets have attempted to hush this up, to drop the subject and have a very short memory span when it comes to such things. They mentioned it a couple of times and put it on ice. And those few mentions were only due to foreign citizens from the Doctors Without Borders present there.

Who now remembers the wiped out wedding parties? Over 100 people were killed with a single strike.

Yet this phony evidence about our pilots reportedly striking civilian targets keeps circulating. If we tag the “live pipelines” that consist of thousands of petrol and oil tankers as civilian targets, then, indeed, one might believe that our pilots are bombing these targets, but everyone is bombing them, including the Americans, the French and everyone else.

Question: However, it is clear that Syrian President Bashar al-Assad is carrying out strikes against his own population. Can we say that al-Assad is your ally?

Vladimir Putin: You know, this is a rather subtle issue. I think that President al-Assad has made many mistakes in the course of the Syrian conflict. However, don't we all realise full well that this conflict would never have escalated to such a degree if it had not been supported from abroad through supplying money, weapons and fighters? Tragically, it is civilians who suffer in such conflicts.

But who is responsible for that? Is it the government, which seeks to secure its sovereignty and fights these anti-constitutional actions, or those who have masterminded the anti-government insurgency?

Regarding your question if al-Assad is an ally or not and our goals in Syria. I can tell you precisely what we do not want to happen: we do not want the Libyan or Iraqi scenario to be repeated in Syria. I have to give due credit to Egyptian President Abdel Fattah el-Sisi, and I told him this myself, because had he not taken on the responsibility, demonstrated fortitude and brought the country under control, then we might have witnessed the Libyan scenario in Egypt. In my view, no effort should be spared in strengthening legitimate governments in the region's countries. That also applies to Syria. Emerging state institutions in Iraq and in Libya must be revived and strengthened. Situations in Somalia and other countries must be stabilised. State authority in Afghanistan must be reinforced. However, it does not mean that everything should be left as is. Indeed, this new stability would underpin political reforms.

As far as Syria is concerned, I think that we should work towards a constitutional reform. It is a complicated process. Then, early presidential and parliamentary elections should be held, based on the new Constitution. It is the Syrian people themselves who must decide who and how should run their country. This is the only way to achieve stability and security, to create conditions for economic growth and prosperity, so that people can live in their own homes, in their homeland, rather than flee to Europe.

Question: But do you believe al-Assad is a legitimate leader if he allows the destruction of his country's population?

Vladimir Putin: It is not his goal to destroy his country's population. He is fighting those who rose up against him with deadly force. And if the civilians suffer, I think

that the primary responsibility for this is with those who fight against him with deadly force as well as those who assist armed groups.

As I have already said, though, this does not mean that everything is all right out there and that everyone is right. This is exactly why I believe political reforms are needed so much there. The first step in that direction should be to develop and adopt a new Constitution.

Question: If, contrary to expectations, al-Assad loses the elections, will you grant him the possibility of asylum in your country?

Vladimir Putin: I think it is quite premature to discuss this. We granted asylum to Mr Snowden, which was far more difficult than to do the same for Mr al-Assad.

First, the Syrian people should be given the opportunity to have their say. I assure you, if this process is conducted democratically, then al-Assad will probably not need to leave the country at all. And it is not important whether he remains President or not.

You have been talking about our targets and means, and now you are talking about al-Assad being our ally. Do you know that we support military operations of the armed opposition that combats ISIS? Armed opposition against al-Assad that is fighting ISIS. We coordinate our joint operations with them and support their offensives by airstrikes in various sections of the frontline. This is hundreds, thousands of armed people fighting ISIS. We support both the al-Assad's army and the armed opposition. Some of them have publicly declared this, others prefer to remain silent, but the work is on-going.

Question: Finally, I would like to touch upon a topic that has never come up before, that is the rift between Saudi Arabia and Iran, as if Syria was not enough. Does it mean that this rift can lead us to a very grave conflict?

Vladimir Putin: It hampers the efforts to settle the Syrian crisis and the fight against terrorism, as well as the process of halting the inflow of refugees to Europe, that much is certain.

As for whether this will lead to a major regional clash, I do not know. I would rather not talk or even think in these terms. We have very good relations with Iran and our partnership with Saudi Arabia is stable.

Of course, we regret that these things happened there. But you have no death penalty in your country, right? Despite a very hard period in the 1990s–early 2000s, when we were fighting terrorism in Russia, we abolished the death penalty. And there is no death penalty in Russia at present. There are certain countries that use the death penalty – Saudi Arabia, the United States and some others.

We regret this has happened, especially given that the cleric had not been fighting against Saudi Arabia with lethal force. Yet it is true that an embassy attack is a totally unacceptable occurrence in the modern world. As far as I know, the Iranian authorities have arrested several perpetrators of the assault. If our participation in any form is needed, we are ready to do everything possible to resolve the conflict as soon as possible. »

VLADIMIR Poutine, « Direct Line with Vladimir Putin », sur *Kremlin.ru*, 14 avril 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/state-ments/51716>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

« [..]

« Yevgeny Rozhkov: Let's move from the economy to foreign policy. The Syrian campaign has definitely been a major success, which no one can deny.

Vladimir Putin: Are the three of us the only ones who'll do the talking?

Yevgeny Rozhkov: No, we'll give the floor to others, too.

Valeriya Korableva: Yes, we will.

Vladimir Putin: Ok.

Yevgeny Rozhkov: So, let's talk about the Syrian campaign and Syria, all the more so since Russia's achievements there have been really recognised around the world.

Our Aerospace Forces' operations have seriously undermined the potential of ISIS, but the bulk of our forces have pulled out of Syria, though some of them are still there. Is it possible that the head of this terrorist hydra will grow back?

Vladimir Putin: Such a danger always exists if you do not pay enough attention to combating terrorism. We see that many countries suffer from this scourge: the Middle East, Asia, the United States, and European countries. **As for Russia, we all**

know about terrorism and know what losses we have suffered in this fight, and the threat remains today.

But in Syria, it is not a case of that we simply got up and left, abandoning everything. Let me note that we did indeed withdraw a substantial portion of our forces, but we made sure that after our withdrawal, the Syrian army would be in a fit state to carry out serious offensives itself, with our remaining forces' support. And we see that after our withdrawal, the Syrian army took Palmyra and a number of other important strategic towns.

The number of towns now enforcing the ceasefire has increased since our withdrawal. We hope very much that this ceasefire, with support from whichever quarter, including from Russia, will pave the road to a peace settlement. There needs to be a political process, to get everyone to agree, sit down at the negotiating table and adopt a constitution, and then on the basis of this constitution hold early elections and find a way out of the crisis.

Yevgeny Rozhkov: How long do you think it will be until Aleppo is liberated, and then Raqqa, ISIS's heartland?

Vladimir Putin: The problem is that the situation with Aleppo is very complicated. Aleppo is a strategically important region in Syria. It is the second-biggest city and perhaps even the country's industrial capital. The armed opposition is present there, and so is Jabhat al-Nusra, which is internationally recognised as a terrorist organisation. It is very hard to tell who is who there. They take different tactics in behaviour and are currently all trying to strengthen their own positions.

The Syrian army does not have to try to bolster its position, because it achieved what it wanted before the ceasefire was announced, with our help, and does not have to make such attempts now, but the opposition is trying to take back what it lost. Incidentally, it is not the Syrian army that is fighting there, but for the most part it is Kurdish groups and a few other armed groups. They are fighting each other and fighting the Kurds. We are following the developments closely and will do all we can to prevent any worsening in the situation. »

« Anton Vernitsky: Tula is Russia's weapons capital. This is the Instrument Design Bureau of the Rostekh Corporation. Its workers simply call it IDB. The latest

Russian weapons are being assembled at this munitions factory. What is this complex called?

Remark: Bakhcha.

Anton Vernitsky: Bakhcha is a unique module that can be installed practically on any platform, from ICVs and airborne combat vehicles to warships. They fire practically automatically, without human involvement. And this is the Pantsir air defence complex, or, to be more precise, its combat element, which is also produced at this plant.

Such complexes protect the Russian skies, including the skies above Moscow. Some of them are now operating in Syria. They are located around the Hmeimim air base, where our Russian pilots are deployed. Here we have people of completely different occupations, and we will of course talk about the defence industry.

The first question comes from a young specialist.

Question: Good afternoon, Mr President.

Our operation in Syria demonstrated top-notch Russian-made weapons. How can we consolidate this success and sign more contracts with foreign countries for our arms supplies?

Vladimir Putin: This is exactly what we will do.

To begin with, recently we held a meeting of the Special Commission on Military-Technical Cooperation. In its open part, I described what our weapons makers have achieved in conquering international arms markets.

We occupy a stable second place. The first place belongs to the United States: they sell more weapons than anyone else. We are lagging a bit behind the US but not much. The gap between us and those behind is huge, a factor of several times.

I believe last year we sold almost \$15 billion worth of arms. The year before last was \$15 billion, and last year we sold \$14.5 billion worth of arms. The total portfolio of orders for the next few years amounts to \$50 billion.

The interest in our weapons, especially (as you rightly pointed out) after or during the operation of our Aerospace Forces, and generally our Armed Forces in Syria, has

sharply increased. We cannot meet the requirements of the foreign market in certain types of arms, for instance, air defence systems.

This is exactly why – or this is one reason, among others – we even had to build two new plants for the production of this hardware. It is even possible to say three, and I visited one of them recently. So, we are on the upsurge in this respect.

Valeriya Korableva: And how did our combat equipment manifest itself in Syria? Were any shortcomings revealed?

Vladimir Putin: Yes, everything was revealed, including shortcomings. I must openly admit that there were quite a few. Specialists are now meticulously analysing them. Moreover, when military hardware was used in combat conditions, specialists from many plants came to the site to bring this hardware to the required condition. The work continues. »

LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's response to a media question on intra-Syrian negotiating process », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 22 avril 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-response-to-a-media-question-on-intra-syrian-negotiating-pr>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

« Question: Almost the entire High Negotiations Committee (HNC) of the Syrian opposition left Geneva on Friday. Does it mean that the HNC basically foiled the talks? Do you think it is time to convene the International Syria Support Group to restart the negotiating process?

Sergey Lavrov: You called it “the High Negotiations Committee”. That's what this structure calls itself. It is not the only opposition group. There is also the Moscow group, the Cairo group, the Khmeimim opposition, and an independent opposition group that involves very influential and respected people. Several people have already quit the “high negotiations team”. They disagreed with the fact that radicals, including Jaysh al-Islam leaders, had free rein in the committee. This shows that we were right. We had suggested that this organisation be put on the list of terrorist organisations, but we decided to compromise for the sake of an early ceasefire and gave them a chance within the relevant International Syria Support Group

agreements. This organisation, just like Ahrar ash-Sham, has proved in practice that they fully share inhumane approaches promoted by ISIS and Jabhat al-Nusra. Therefore, I believe Syrian negotiations are moving towards a healthier format.

If those who refuse to recognise **the UN Security Council's concept that only Syrians themselves can decide on issues related to their country during talks**, then they are the only ones who lose from walking away from the negotiations. If they want to secure their participation by using ultimatums and expect everyone to agree with them, that is their problem. As I said, people of sound judgement have already quit the "committee". We want them to participate in further negotiations as independent representatives.

UN Special Envoy for Syria Staffan de Mistura must fulfil the mandate of the UN Security Council, which involves talking to the whole spectrum of opposition forces. Naturally, you can lead a horse to water but you can't make it drink. If some of these opposition forces want to throw a tantrum, let them. No need to run after them. It is time to work with those who are not focused on their careers and how to please their patrons abroad but those who are really concerned about their country's future. »

LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's answer to a media question regarding Russia-US cooperation in Syria », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 25 avril 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-answer-to-a-media-question-regarding-russia-us-cooperation>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

« Question: In relation to the situation at the talks in Geneva, do you think that the UN Security Council plan [for credible, inclusive and non-sectarian governance in Syria] can be implemented within six months? How will Russia react to the US initiative to divide Syria into two zones of influence? Can you tell us about the progress in coordinating a new system for monitoring the ceasefire with the United States, the system US Secretary of State John Kerry spoke about the other day?

Sergey Lavrov: The situation at the talks could have been much better had not one of the delegations left Geneva, even though they said they would return. The talks continue; they have not been suspended. The UN Secretary-General's Special Envoy

for Syria, Mr Staffan de Mistura, regularly meets with the Syrian Government delegation, the delegation representing the so-called Moscow-Cairo platform, the delegation of the internal opposition or Hmeymim Group, as well as with independent members of opposition. In principle, the UN Security Council has approved a six-month deadline upon the recommendation of the International Syria Support Group. All of us would like this process to take less time, in order that a new constitution be drafted sooner than six months and approved at a referendum to launch a political process, including a process of national reunification and reconciliation. But to achieve this objective within six months, or better still in four or five months, delegates should not slam the door or dig in their heels, as some members of the so-called Riyadh group (although it is a fact that this group is most strongly influenced by Turkey) have done. Delegates should not bring ultimatums to the talks, but should sit down at the table to negotiate an agreement. This is what all Syrians are obliged to do under UN Security Council resolutions. It is obvious that the group of delegates who call themselves the High Negotiations Committee is not complying with the requirements of the top UN body.

As for the UN initiative to divide Syria into two zones of influence, you probably have in mind the recent statement by US Secretary of State John Kerry on a proposal to draw a line between the zones occupied by “their” and “our” forces and to bomb everyone between them. This is a simplistic idea. The main objective must be to rout terrorism. We agreed that those who are connected with ISIS and Jabhat al-Nusra, as well as these groups themselves, which have been declared terrorist groups in UN Security Council resolutions, cannot be part of the ceasefire. We believe that any other groups that cooperate with these two groups cannot be part of the ceasefire either, for obvious reasons. We have accumulated substantial information according to which Jabhat al-Nusra is interacting with or subjugating the groups that had announced their decision to join the ceasefire and cessation of hostilities. We have a great deal of interesting facts, which we will summarise and submit to the UN Security Council so that it can update its list of terrorist organisations.

As for the US idea, we have long coordinated a simple solution for non-terrorist groups that want to join the ceasefire and the subsequent political process as patriotic forces but have suddenly found themselves on the terrorist front lines. This solution is that they should physically leave the areas that are next to terrorists. US Secretary

of State John Kerry spoke for this solution at an ISSG meeting back in January, if I'm not mistaken. When we were asked not to bomb certain areas around Aleppo because not only Jabhat al-Nusra but also “good” opposition forces could be deployed there, we agreed that our American partners would use their influence to move “good opposition forces” away from the terrorist front lines, so that nothing would prevent the routing of the Jabhat al-Nusra terrorist group. The United States has not fulfilled the firm promise it made two months ago. Hence, I don't know what our American partners mean when they talk about zones of influence, but I know for sure that they should honour their promises, that is, move the opposition groups that are cooperating with them and are willing to join the ceasefire away from terrorist front lines.

The system of joint monitoring of the Syrian ceasefire has been coordinated. It is used on a daily basis under the guidance of Russian military leaders deployed at the Hmeymim Air Force Base and the US military who are guiding the US-led coalition from their headquarters in Amman, the capital of Jordan. As I said, they maintain efficient and professional interaction on a daily basis, and this helps them address practical tasks without any political slant. The system is effective, even though the Pentagon and lately also the US Department of State have publicly denied any coordination with the Russian military and claim that their contacts with the Russian Aerospace Forces are limited to the agreement on avoiding mid-air collisions. I don't know why the US Department of State and our American partners in general make these statements. Maybe they shy away from cooperation with Russia. But there is no place for shyness in the fight against terrorism.

Many questions have been asked about the US-led coalition's half-hearted fight against Jabhat al-Nusra. We ask our American partners the same and hope that no matter what reasons or desires may underlie their intention to appease their allies in the region, all of us remember that the UN Security Council has explicitly declared Jabhat al-Nusra a terrorist organisation. As I said, those who want to distance themselves from this group must do so physically, by moving away from its front lines on the ground. »

ZAKHAROVA Maria, « Excerpts from the Briefing by Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova », sur *Embassy of the Russian Federation*

Washington DC, 6 mai 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/excerpts-from-the-briefing-by-foreign-ministry-spokesperson-maria-zakharova-1>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

« The situation in Aleppo, Syria

Unfortunately, the attention of a number of media outlets, which we believe have an agenda on this issue, has been drawn to the escalation of violence in Aleppo, Syria. It seems to us that their position is far from disinterested because these stories are focused around traditional accusations, based on rather dubious sources, against the Syrian government, whose aggressive steps purportedly jeopardise the ceasefire regime and impede progress on the intra-Syrian track in Geneva.

The situation in Aleppo was discussed at a UN Security Council meeting on May 4 on British and French initiative. On the same day, at Qatar's request, the issue was submitted to an emergency session of the Arab League in Cairo.

Let's consider what is going on in Aleppo. Indeed, the situation is dramatic. Except that the main cause of the current escalation is not the actions of government forces, as [these media] are trying to have us believe – in fact, simply to impose this vision on us. In reality, the cause is the provocations by terrorists, who are doing all they can to disrupt the ceasefire established on February 27 in Syria in keeping with the Russia-US joint statement of February 22, 2016.

Specifically, the situation is as follows. Taking cover behind the backs of a number of armed opposition groups and sometimes forming tactical alliances with them, Jabhat al-Nusra is trying to compensate its earlier losses with an inflow of new militants and arms across the Turkey-Syria border. After receiving reinforcements on May 1-3, terrorists attacked Syrian army and militia positions. At the same time, jihadists subjected Aleppo's residential neighbourhoods to massive mortar and rocket attacks.

I would like to cite concrete facts. The neighbourhoods of Sheikh Maqsood, Meidan and al-Suryan came under attack with home-made multiple rocket launch systems, known as Hellfire. These weapon systems are comprised of gas cylinders packed with scrap metal pieces and explosives, have indiscriminate effects and are aimed at killing and intimidating civilians. Such methods are used by terrorists and those who

are still referred to as the “moderate” opposition, which is present covertly or overtly in terrorist organisations.

Terrorists fired rockets on the al-Dabbit maternity hospital in the Muhafaza neighbourhood, killing 17 people, including pregnant women and children, and injuring 68 civilians. Another six people were killed and dozens injured near al-Neel Street, as well as in the neighbourhoods of al-Sarian, al-Khalidyia, al-Mocambo, al-Sabil and around the Ramzan mosque by fragments of shells fired by the militants.

In the morning of May 4, terrorists fired rockets and mortars on Salah al-Din and al-Khalidiyah. Three members of a local family were confirmed dead.

Russia, in coordination with the United States, another co-chair of the ISSG, is doing all it can to ensure the “silence regime” in Aleppo, which has proven effective recently in northern Latakia and eastern Ghouta. The problem, however, is that our US partners are not yet in a position to force the Syrian opposition groups they support to dissociate themselves from Jabhat al-Nusra, whose terrorists are taking advantage of these organisations and their members for their bloody provocations. For its part, Moscow is standing firm on the need for an uncompromising fight against terrorists and those who together with them are violating the ceasefire, in particular, such notorious extremist armed formations as Ahrar al-Sham and Jaish al-Islam.

We reiterate our call on all international and regional forces that have influence over armed groups in Syria to use their influence for a good cause and urge their protégés to decisively dissociate themselves from ISIS and Jabhat al-Nusra terrorists. It is critical to strictly observe the ceasefire. »

Discours de LAVROV, représentant la Fédération de Russie, pp. 39-43, dans NATIONS UNIES. A/71/PV.17. General Assembly. Official Records. Seventy-first session. « 17th plenary meeting », vendredi 23 septembre 2016, 9 p.m., New York, 58 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

« Mr. Lavrov (Russian Federation) (spoke in Russian): Last year, from this same rostrum, at the seventieth anniversary session of the General Assembly, much was said concerning the critical turning point in world development. The keynote was the

recognition that humankind is moving from a bipolar and monopolar world order towards multipolar and democratic systems of international relations with regard to dealing with common challenges and threats, which we can overcome only through joint efforts. It was rightly stressed that there is a need to change the very philosophy of inter-State communication by avoiding attempts to interfere in the internal affairs of States or to impose development models on countries and peoples.

Unfortunately, despite having acknowledged that fact, many Western countries continue to favour their entrenched ideas of mentoring, dominance, exclusiveness and the realization of self-interests by any means, rather than promote just and equitable cooperation. We see, in the bloodshed in the Middle East and North Africa, the consequences of such arrogance and their sense of infallibility in their pushing forward unilateral and reckless solutions to complex conflicts. As a result, the foundations of world stability are being destroyed. It is high time to draw the necessary lessons and avoid sinking into catastrophe in Syria.

Largely thanks to Russia's military response and assistance at the request of the legitimate Government of Syria, it has been possible to prevent the collapse of that country's statehood and the disintegration of the country under the onslaught of terrorists. Our involvement provided the impetus for the establishment of the International Syria Support Group, which seeks to start a meaningful political process so that the Syrians themselves can determine the future of their country through an inclusive dialogue among all ethnic and religious groups. That is uncontested. It has been acknowledged in the relevant Security Council resolutions and is enshrined in the recent agreements between Russia and the United States as Co-Chairs of the International Syria Support Group. We thank everyone who has supported us in those efforts.

It is now essential to prevent the collapse of those agreements and to carry out an unbiased and impartial investigation into the incidents in Deir ez-Zor and Aleppo, which undermine the agreements, especially given that there are quite a few people wishing to sabotage both the agreements and a settlement of the conflict in Syria. It is crucial to comply with the demand of the Security Council to separate what is known as the moderate opposition from the terrorists. And, in that regard, a

particular responsibility lies with the United States and the members of the United States led coalition.

If we truly wish to resolve the Syrian crisis and the appalling humanitarian situation there, the Islamic State in Iraq and the Sham, Jabhat al-Nusrah and associated extremist groups must be suppressed. That is key to reaching a cessation of hostilities and national reconciliation. Today, it is unpardonable to put off intra-Syrian negotiations, as well as to impose preconditions to them. Everything must be done in line with Security Council resolution 2254 (2015).

Sabotaging the process — in particular through the use of external forces, including their advisers and supporters — has a negative impact on the reputation of the United Nations and leads us to believe that the reason for it lies in an attempt to change the regime. We have seen that sort of zero-sum game in Ukraine, which is very close to us, in the unconstitutional attempts to overthrow the Government and now in Ukraine's refusal to fulfil the Minsk Agreement of 12 February 2015. By and large, the attempt to use those conflicts to achieve self-serving geopolitical goals has been obvious to everyone.

The latest meeting of the International Syria Contact Group gives us reason to remain very cautiously optimistic. More broadly, it is only through the genuine implementation of all agreements that we will be able to have, in the Euro-Atlantic area, equal and indivisible security for mutually beneficial cooperation, as was stated at the Organization for Security and Cooperation in Europe nearly 20 years ago.

Neither NATO nor the European Union will be able to replace a truly collective unification of efforts in the interest of all without losers and winners. And it is also utterly unacceptable to hold athletic competitions — which have always brought peoples together, strengthening friendship and mutual trust — hostage for reasons of political ambition. Attempts to manipulate the outcome of competitions does not honour those who flaunt their allegiance to fair competition but actually violate the General Assembly principles supporting the independence and autonomy of sports.

In today's world, we cannot be guided by the philosophy of the anti-heroes of George Orwell's dystopic novel Animal Farm, where all animals are equal but some are more equal than others. In the enlightened twenty-first century, it is simply indecent to adopt the role of mentor to everyone else, reserving for oneself the right

to use doping in sports, launch unilateral adventures bypassing the United Nations, conduct geopolitical experiments that cost millions of human lives, engage in the extraterritorial blackmail of everyone, including one's closest allies, while what is really intended is to advance one's own financial profit, or even to set the criteria for the greatness of a particular country. All of that is unworthy of the principles of freedom and equality, on the basis of which great nations have grown and which are now being used by their elites to threaten the entire world.

This year, we mark the seventieth anniversary of the Nuremberg Tribunal decisions. The anniversary cautions us against forgetting the lessons of the Second World War and reminds us of the catastrophic consequences of attempting to determine the fate of the world by suppressing the legitimate interests of other States and peoples. The freedoms of expression and peaceful assembly should not be used as a cover for condoning radical movements that profess a Nazi ideology and support the glorification of the Nazis and their accomplices. The persistence of such vicious instincts dictates the need for consistent efforts to place a solid barrier in the way of neo-Nazism and revanchism, strengthen inter-ethnic and intercultural accord and rally the young generation around the ideas of justice and equality. We invite everyone to take part in the nineteenth World Festival of Youth and Students in Sochi in October 2017.

Hegemony has no place in the future, if we want it to be a just future that gives people the opportunity to choose their own ways of development. That entails the need to learn to respect one's partners and respect the cultural and civilizational diversity of the modern world. We must therefore return to our origins — the norms and principles enshrined in the United Nations Charter and other instruments of the world Organization. Our commitment to that approach was reaffirmed in the Declaration of the Russian Federation and the People's Republic of China on the Promotion of International Law, signed on 25 June. The observance of the principles of the sovereign equality of States and non-interference in their internal affairs should become a measure of the decency and legitimacy of any member of the world community.

We cannot address the global issues of countering international terrorism, the proliferation of weapons of mass destruction and other transboundary threats without abandoning the philosophy of exclusiveness and permissiveness. There should be no

place for double standards in fighting terrorism. Truly universal joint efforts are required to create a broad counterterrorist front, as President Putin proposed from this rostrum last year (see A/70/PV.13). The tragedies in Iraq, Libya, Yemen and Syria have proved the need to stop opportunistic attempts to use extremists as a way to advance geopolitical intentions. Before it is too late, it is necessary to think about the task of preventing the proliferation of terrorist and extremist ideology, which literally holds youth hostage in various regions of the world. We are drafting a Security Council resolution aimed at mobilizing efforts to eliminate such evils. We are looking forward to support for our initiative.

The elimination of the breeding grounds for radicalism would be facilitated significantly by resolving the conflict between Israel and Palestine. It is important to overcome the deep deadlock, which is stipulated in the 1 July 2016 report of the Quartet of Middle East facilitators. We call for the implementation of its recommendations.

We are also seriously concerned about non-proliferation and arms control. There have been attempts to replace the key objectives of maintaining strategic stability in all its components with populist slogans of “nuclear zero”. We see a number of countries possessing nuclear arsenals not participating in the existing treaties. The fundamental Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons is being put to a serious test. Its parties find it more difficult to speak a common language, especially in a situation when certain nuclear Powers torpedo any compromises regarding the start of the negotiations on the establishment of a zone free of weapons of mass destruction and their means of delivery in the Middle East.

Russia has consistently supported the liberation of humankind from the threat of nuclear weapons and other types of weapons of mass destruction. However, progress towards nuclear disarmament must be made in the context of the full consideration of a whole set of factors that affect strategic stability, including the impact of unilateral global missile defence systems, the development of strategic non-nuclear strike weapons, the threat of the placement of weapons in outer space, the inability to ensure the entry into force of the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty, and the growing imbalance in conventional arms in Europe.

We note the growing support for our initiative to draft an international convention for the suppression of acts of chemical and biological terrorism. The start of serious negotiations on that issue and on the Russia-China draft treaty on the prevention of the placement of weapons in outer space would help break the impasse in the key body of the United Nations multilateral disarmament architecture: the Conference on Disarmament. We call for substantial examination of our proposals to improve the Convention on Biological and Toxin Weapons.

NATO member countries brought conventional arms control in Europe to a deep deadlock. Our attempts to save it have faced a tough ideology-driven counteraction. All ideas to return to that issue would be meaningful only if NATO countries recognized the absolute futility of ultimatums aimed at achieving unilateral advantages. We continue to be open to an equitable and mutually respectful dialogue with NATO, including through the Collective Security Treaty Organization.

It is necessary to work towards strengthening stability and equal and indivisible security in other parts of the world, especially in the Asia-Pacific region. The recent actions of North Korea, which violate Security Council resolutions, must be stopped. We call on Pyongyang to abandon its nuclear-missile programmes and return to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons regime. However, it is inadmissible to use that situation as a pretext for a massive militarization of North-East Asia and a deployment of another set of United States global missile-defence systems. All sides must refrain from the further escalation of tension and embark on the way toward a political and diplomatic settlement of the nuclear problem on the Korean peninsula through the resumption of the talks.

We will continue the dialogue within the framework of the East Asia Summits on the establishment of regional security and cooperation architecture in the Asia-Pacific region based on non-bloc foundations. A number of participating countries, including Russia, India, China and Indonesia, have submitted their views on that topic.

We invite the countries of the region to agree on the ways to implement the initiative presented by President Putin to establish an extended Eurasia Partnership with the participation of the Eurasian Economic Union countries and other members of the Commonwealth of Independent States, as well as the Shanghai Cooperation Organisation (SCO) and the Association of Southeast Asian Nations and other

interested States. I would like to underline that the aforementioned initiative is open and fully in line with the earlier plans to create a trade bloc between Russia and the European Union and is founded on the basis of World Trade Organization norms and principles, unlike other projects involving close trade blocs that undermine the unity of global trade systems.

We will continue to promote the unification agenda in various international forums — the United Nations, the forum of the Brazil, Russia, India, China and South Africa group, the SCO, and the Group of 20 (G-20). The recent summit in Hangzhou reaffirmed the status of the G-20 as a leading global economic and financial forum. We thank the Chinese chairmanship for its efforts to use that representative platform effectively for the exchange of views on the key issues of the global economy and on policies for the subsequent promotion of such agreements in the universal format of the United Nations.

The signing of the Paris Agreement on Climate Change has become an important event among United Nations activities. The communication of nationally determined contributions on a voluntary basis moves us toward achieving the objectives of the Agreement, namely, to hold the increase in the average global temperature to below 2°C. Clear rules and procedures to implement the provisions of the Paris Agreement, bearing in mind the interests of all countries participating in the process, should be developed in order to achieve success.

In that context, the launch of market and non-market mechanisms to reduce emissions of greenhouse gases, as stipulated in article VI of the Agreement, is a priority matter. In the final analysis, that would be of crucial importance in preventing violations of the competitive environment and the transfer of polluting industries and dirty production from one country to another, which hampers the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs).

The United Nations was established to save succeeding generations from the scourge of war and develop equitable international cooperation. Today, that covers all areas of international life, including communication, political and military aspects of security, climate protection, conflict settlement, peacekeeping, ensuring human rights and freedoms, sustainable development, regulating information technology, and efforts to combat terrorism, drugtrafficking and corruption. Furthermore, it includes

issues ranging from the eradication of infectious diseases to ensuring the social responsibility of businesses and fostering scientific and technological progress.

In addition, of course, the United Nations must promote civil dialogue, thereby strengthening pluralism, cultures and traditions and serving as a catalyst for progress in science and the arts. In essence, we are talking about preserving humanity in all of its riches and diversity. That goal should constitute the basis for our collective efforts. It should become an imperative for global development and an incentive for improving global governance and the true democratization of international relations.

I would like to express our gratitude to His Excellency Mr. Ban Ki-moon, who has made enormous efforts, in his position as Secretary-General, to renew the United Nations through timely actions. We believe that the new Secretary-General will also make a valuable contribution. »

VLADIMIR Poutine, « Vladimir Putin answered questions from Russian journalists », sur *Kremlin.ru*, 16 octobre 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/53103>>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

« Question: Mr President, could I ask a question about the cancellation of your visit to France. French President Francois Hollande said he wanted to discuss the situation in Syria with you, but you cancelled the trip. Why did that happen?

Vladimir Putin: You may have misunderstood the President of France. The main purpose, the main reason for my planned trip to France was to attend the opening of our religious and cultural centre and to visit a Russian art exhibition.

In fact, the purpose of the visit was just that – our joint attendance of these international cultural events. However, the circumstances surrounding the Syrian problem for some reason made France decide that part was now impractical as a joint activity.

As for the second question, we have not even negotiated it, as it happens. We have issues beside Syria, so it would have been possible to discuss other issues. Also, France is not as deeply involved in the Syrian peace process. At one point the Charles de Gaulle aircraft carrier reached the shores of Syria, and we agreed to work

together to an extent, but after a couple of days, the ship turned around and headed for the Suez Canal. What was there to discuss, then?

True, we are **always willing to negotiate with everyone**. Moreover, we are interested in more countries being involved in this process, especially such a large and great power like France with its capabilities.

But, again, this was not the main purpose of my trip to Paris, and when the main reason was cancelled, it simply made no sense to discuss the minor issues on the agenda.

I would like to repeat, although France is part of the Friends of Syria Group, it is not as deeply involved in Syrian issues. »

[..]

“Question: Considering the theme of this BRICS summit, can you tell us whether you discussed Syria in detail, bearing in mind the fact that an agreement on the deployment of a Russian air force group in Syria was ratified shortly before your trip here? Do the BRICS leaders have a common stance on Syria?

Vladimir Putin: Yes, they share a common stance in general and in other terms. All of us agree on the need for a **consistent fight against terrorism. And all of us believe that there is no other solution to the Syrian problem other than a diplomatic one.**

In this context, I have informed all of our colleagues and friends in this five-member group about our view on the situation in Syria and, in particular, around Aleppo.”

“Question: Mr President, what do you think about the possibility of new sanctions over Syria? And one more question. The Mosul offensive is underway, with artillery shelling and also air raids by our allies who have been criticising Russia so strongly. These actions appear to be similar. Why the double standards?

Vladimir Putin: As for the sanctions, you know our attitude to **sanctions**. They are **counter-productive and harmful**. But the main thing is that they never attain the goals set by those who impose them.

In general, regarding sanctions against Russia, no matter whether introduced over developments in southeastern Ukraine or in Syria, I can tell you that **the goal of those**

who formulate and advocate this policy is not to settle a specific problem, for example, in southeastern Ukraine, but to contain Russia.

Even without Ukraine, they would have found some other pretext. They are simply dissatisfied with the fact that Russia is becoming, and I would even say that it has become, a full international player, has consolidated politically and has shown a willingness to work with any partner. International issues require concessions and compromises. But they do not want to compromise – they want to dictate their will.

This is the style that our US partners have developed over the past 15 or 20 years, and they appear unable to change it. Do you see that there is no dialogue? They just tell us what should be done and how. And then they invent methods to make everyone around them accept their positions. Their formula is “He that is not with us is against us.” This is their logic. But this is not productive, which explains the increasing number of failures.

The goal of these sanctions is not to settle a problem, but to contain the strengthening of Russia as a full member of the international community. This is their goal. But it cannot be achieved with these methods.

Now as concerns Mosul, the similarity is obvious. When we are told that there are many humanitarian issues around Aleppo we can, of course, refer to Mosul and tell our partners that they should remember that this city has hundreds of thousands of people too. This is a city with over 1 million people, and air strikes and shelling are very dangerous in terms of potential civilian casualties.

We hope that our American and, in this case, French partners will take selective action and do everything to reduce or, better yet, rule out civilian victims. Of course, we will not build up hype about this like our Western partners do because we understand that we have to fight terrorists and there is no other way besides continued fighting.

Question: To continue with Syria, Russian Navy flagships, an aircraft carrier and the Moskva guided missile cruiser are departing for the Mediterranean. Does this mean that there will be an attack on terrorist strongholds?

Vladimir Putin: Do you really expect me to say when and where something might start?

Question: Then another question on the same issue. Russia's diplomatic relations with the US have been aggravated by the Syrian issue. Do you expect...

Vladimir Putin: Excuse me?

Question: Relations with the US have been aggravated by the Syrian issue.

Vladimir Putin: Do you really think so?

Question: It appears to me they have.

Vladimir Putin: You are mistaken. Think about Yugoslavia. This is when it started. I was not even the president yet. Was it me who turned the plane around over the Atlantic? I think it was Primakov.

Question: Yes, Yevgeny Primakov.

Vladimir Putin: By the way, Boris Yeltsin was also in favour and agreeable until he took a very tough stance on Yugoslavia. Then everybody started bringing up his drinking and other compromising behaviour. That is when it all started.

You see, as I just said: **they do not like our growing independence**, that's the problem. Then it continued with Iraq, which we did not initiate, by the way. I know this very well because they tried to convince me to take up a stance on Iraq that was eventually taken up by the German and French leaders. After Saddam Hussein was hanged, everybody was happy. Remember what they said? "You were against it but they came in and won." Whether or not they won is a question.

Just like Libya, Iraq was never a centre of **terrorism**. But after all **the government institutions** were destroyed, both countries turned into **hotbeds of terrorism**. Now we are at a point where we have to storm Mosul with one million people with aircraft, tanks and artillery. This is the outcome. How to proceed with Libya is not clear at all.

The state ceased to exist. Now it is a hotbed of **terrorism**, with a massive flow of refugees. **Are you sure our relations with the US deteriorated because of Syria? No, not because of Syria but because of attempts by one country to impose its decisions on the entire world.**

We are not against this country, but we are **against unilateral and ill-considered decisions** that disregard the historical, cultural and religious specificities of any country, even if there are conflicts and tensions there.

Question: So we cannot hope for improvement or de-escalation until a new administration takes over?

Vladimir Putin: I believe one should always hope for the best. We maintain contact with the current US administration. Mr Kerry has recently met with Mr Lavrov, and, in general, we maintain contact with President Obama. The US administration is continuing to work, although there is less than a month left until election day. I believe the [US presidential] election is in November?

They are continuing to work, and we have to hand it to them, they are working intensively and to the last day. As I said, we maintain contacts in nearly all areas, and we will work with our US partners, but only if they are willing to work with us. »

2. Relevés des idées principales de chaque discours

Le code couleur est le suivant :

- En **rouge**, ce qui a trait aux États-Unis et à l'Occident,
- En **bleu**, ce qui a trait à la résolution du conflit syrien,
- En **jaune**, ce qui a trait à la communauté internationale,
- En **vert**, ce qui a trait au terrorisme,
- En **gris**, ce qui a trait à la Russie.

2.1. Année 2013

PUTIN Vladimir V., « A plea for Caution from Russia », dans *The New York Times*, 11 septembre 2013

- **USA – Russie** :
 - Enemy during the Cold War period
 - Allies against the Nazis

- Role of the United Nations
- USA's action undermining stability and increasing terrorism
- Syria = Armed conflict between government and opposition in a multireligious country
 - o Terrorist within the opposition (Al-Qaeda)
- Need for a peaceful dialogue
- Protection of international law + use of the United Nations Security Council
- US: Intervention in other countries (e.g. Libya, Iraq)
- Weapons of mass destruction
- Cooperation

Discours de LAVROV, représentant la Fédération de Russie, pp. 33-35, dans NATIONS UNIES. A/68/PV.15. General Assembly. Official Records. Sixty-eighth session. « 15th plenary meeting », vendredi 27 septembre 2013, 9 p.m., New York, 51 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

- Collective responses to the key issues
 - o World's issues reflected in Syria
- Syria : Development by the international community of a common approach
 - o Selfdetermination of the Arab people
 - o No undermining by gross outside interferences
- Compromises among the various ethnic and religious groups of Arab societies
- Peaceful settlement through national dialogue and reconciliation
- Some try to impose their view on good and evil.

- Rising wave of extremism (spilling over into other region)
- Jihadist groups including people from all over the world
 - o No double standard
- Chemical weapons
 - o No right to accuse without proper investigation and consideration of the UN SC.
- Use of force prohibited by the UN Charter
 - o Use of force = ineffective, meaningless and destructive
- Challenges today cannot be dealt by only one state
 - o Need for a collective leadership
 - o Respect of international law
- Free zone of weapons of mass destruction in the Middle East
- Religious minorities (> Christian) suffering in Syria (sectarian character of the conflict)

2.2. Année 2015

VLADIMIR Poutine, « Interview to German newspaper Bild. Part 2 », sur *Kremlin.ru*, publié le 12 janvier 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/51155>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

- Lies of the West regarding Russian strikes in Syria
 - o + West's responsibilities in casualties and facilities
 - o Foreign countries' role in the escalation of the conflict
- Rappel of Libyan and Iraqi scenario

- Need to strengthen legitimate governments/emerging state institutions in Middle East
- Syrian Conflict: Need for a constitutional reform (+ role of the Syrian people)
- Tragedies in Syria: Responsibility of the opposition and those assisting armed groups
- Cooperation of Russia with the opposition that is fighting ISIS

VLADIMIR Poutine, « Direct Line with Vladimir Putin », sur *Kremlin.ru*, 14 avril 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/state-ments/51716>>, dernière consultation : le 12 mars 2018.

- Risque de résurgence du terrorisme si on ne paie pas assez attention à la situation
- Connaissance de la Russie/des Russes du terrorisme
- Pour le conflit syrien, nécessité d'un processus politique, d'une résolution pacifique
- Organisations terroristes présentes en Syrie aux côtés de l'Opposition.
- Opération militaire russe en Syrie : montre l'efficacité des armes russes
 - + Intérêt pour l'armement russe en augmentation
 - Défauts de l'armement révélés

LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's response to a media question on intra-Syrian negotiating process », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 22 avril 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-response-to-a-media-question-on-intra-syrian-negotiating-pr>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

- High Negotiation Committee

- Russia: Want a list of terrorist organization
 - o BUT Compromise for the sake of an early ceasefire
- United Nations Security Council's concept: Only Syrian themselves can decide on issues related to their country

LAVROV Sergueï, « Foreign Minister Sergey Lavrov's answer to a media question regarding Russia-US cooperation in Syria », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 25 avril 2016, disponible sur : www.russianembassy.org/article/foreign-minister-sergey-lavrov's-answer-to-a-media-question-regarding-russia-us-cooperation-, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

- Syrian conflict : Objective of a new constitution, approved by referendum.
 - o Need of a political process (> process of national reunification and reconciliation)
 - o Delegates need to truly cooperate and comply with the requirement of the UN
- Rout of terrorism
- No terrorists part of the ceasefire (nor groups cooperating with them)
 - o Need for non-terrorist groups to move away from the terrorist front line
- Americans not fulfilling their promise.
- System of joint monitoring of the Syrian ceasefire :
 - o US denying cooperation with Russia
 - o Cannot be shy when fighting terrorism
 - o US-led coalition's half-hearted fight against Jabhat al-Nosra

ZAKHAROVA Maria, « Excerpts from the Briefing by Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharova », sur *Embassy of the Russian Federation Washington DC*, 6 mai 2016, disponible sur : <www.russianembassy.org/article/excerpts-from-the-briefing-by-foreign-ministry-spokesperson-maria-zakharova-1>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

- Media : Far from disinterested.
 - o Traditional accusation (+ dubious sources) against the Syrian government.

- Escalation in Aleppo :

- o Because of terrorists (attack on the Syrian army).-
- o Jabhat al-Nosra : inflow of new militants and arms.

- Concrete facts

- US partners not yet able to force the opposition groups away from Jabhat al-Nosra

- Rusia : Uncompromising fight against terrorists and those cooperating with them

Discours de LAVROV, représentant la Fédération de Russie, pp. 39-43, dans NATIONS UNIES. A/71/PV.17. General Assembly. Official Records. Seventy-first session. « 17th plenary meeting », vendredi 23 septembre 2016, 9 p.m., New York, 58 p. Disponible sur : <<https://documents.un.org>>, dernière consultation : le 2 mai 2019.

- Need to avoid attempts to interfere in the internal affairs of States

- o + Stop trying to impose development models on countries and people.
- o Culpability and arrogance of the West.

- Syria : prevention of the collapse of Syria's statehood and the disintegration of the country

- Thanks to Russia's military response and assistance
- At the request of the legitimate Government of Syria
- But presence of terrorists because of the precarious institutions

- Russia's involvement → Establishment of the International Syria Support Group

- For a meaningful political process
- For the Syrian to determine the future of their country
- Through an inclusive dialogue among all ethnic and religious groups.

- Unbiased and impartial investigation

- People wishing to sabotage the settlement of Syrian conflict
- Use of external forces/regime change.

- Difference between moderate opposition and terrorists (responsibility of the US)

- Intra-Syrian negotiation

- UN Security Council Resolution 2254 (2015)

- Indecent to adopt the role of mentor/to launch unilateral adventures bypassing the UN.

- To counter terrorism

- No place for double standards
 - Proliferation of terrorist and extremist ideologies

- No opportunistic attempts to use extremists to advance geopolitical intention

VLADIMIR Poutine, « Vladimir Putin answered questions from Russian journalists », sur *Kremlin.ru*, 16 octobre 2016, disponible sur : <<http://en.kremlin.ru/events/president/transcripts/statements/53103>>, dernière consultation : le 27 octobre 2017.

- Cooperation with everyone

- Agreement with the BRIKS on the need for a consistent fight against terrorism and a diplomatic solution to the Syrian problem.

- On sanction over Russia/Syrian :

- Counter-productive and harmful

- Sanction over Russia mean to contain Russia (Russia becoming a full international player)

- Unproductivity of US' methods and how they impose their position

- US : civilian victims in Syria but RU understanding because fight against terrorism.

- West not liking Russia's growing indépendance

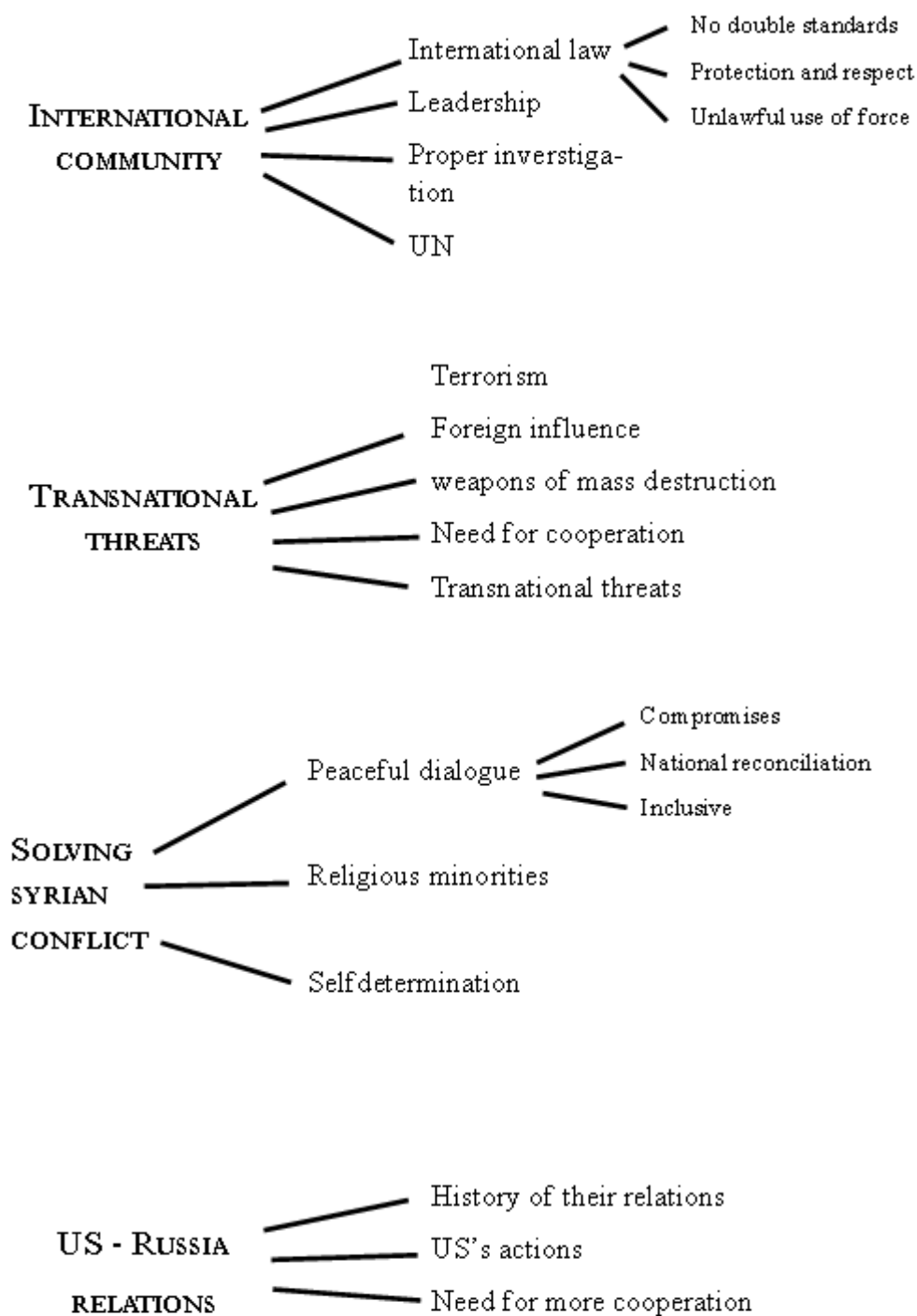
- Hotbeds of terrorism when government institutions are destroyed. Example of Lybia and Iraq.

- US imposing their decisions in the entire world.

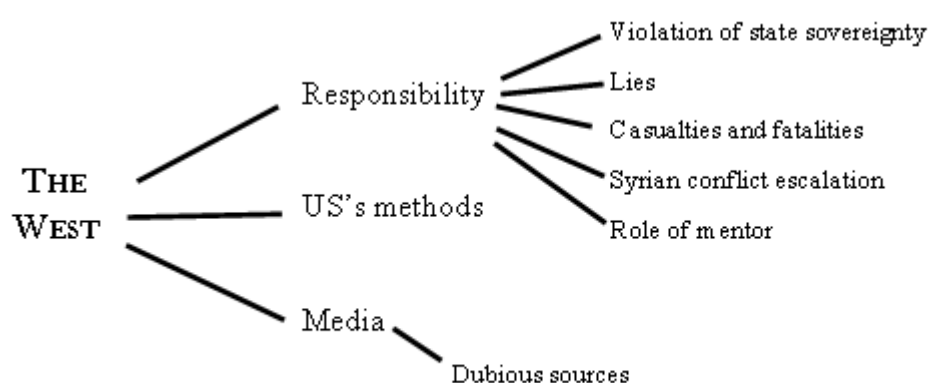
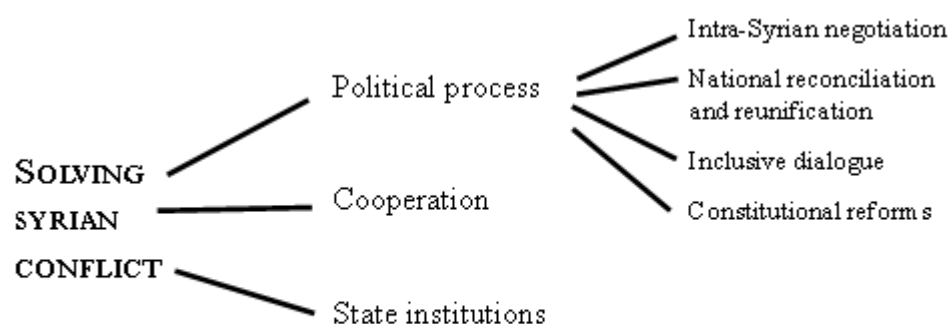
- Russia against unilateral and ill-considered decisions.

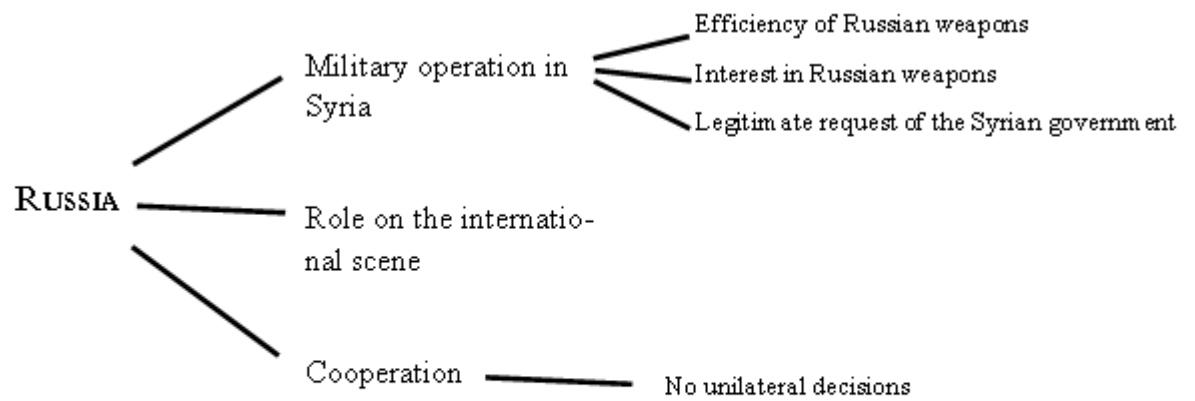
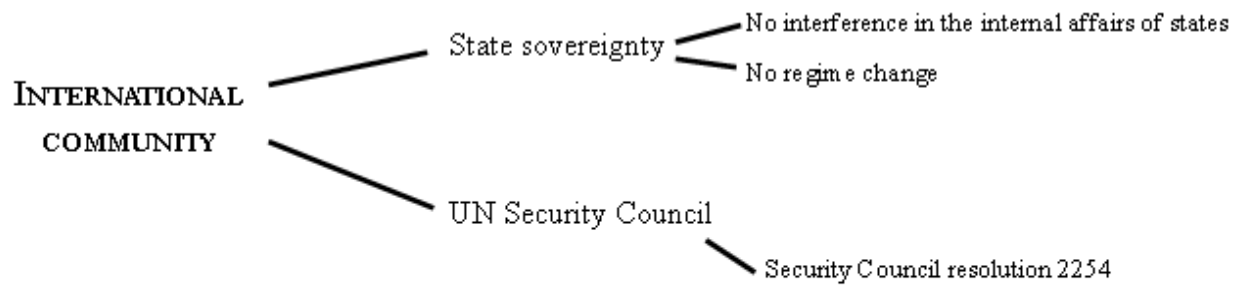
3. Arbres thématiques

3.1. Année 2013

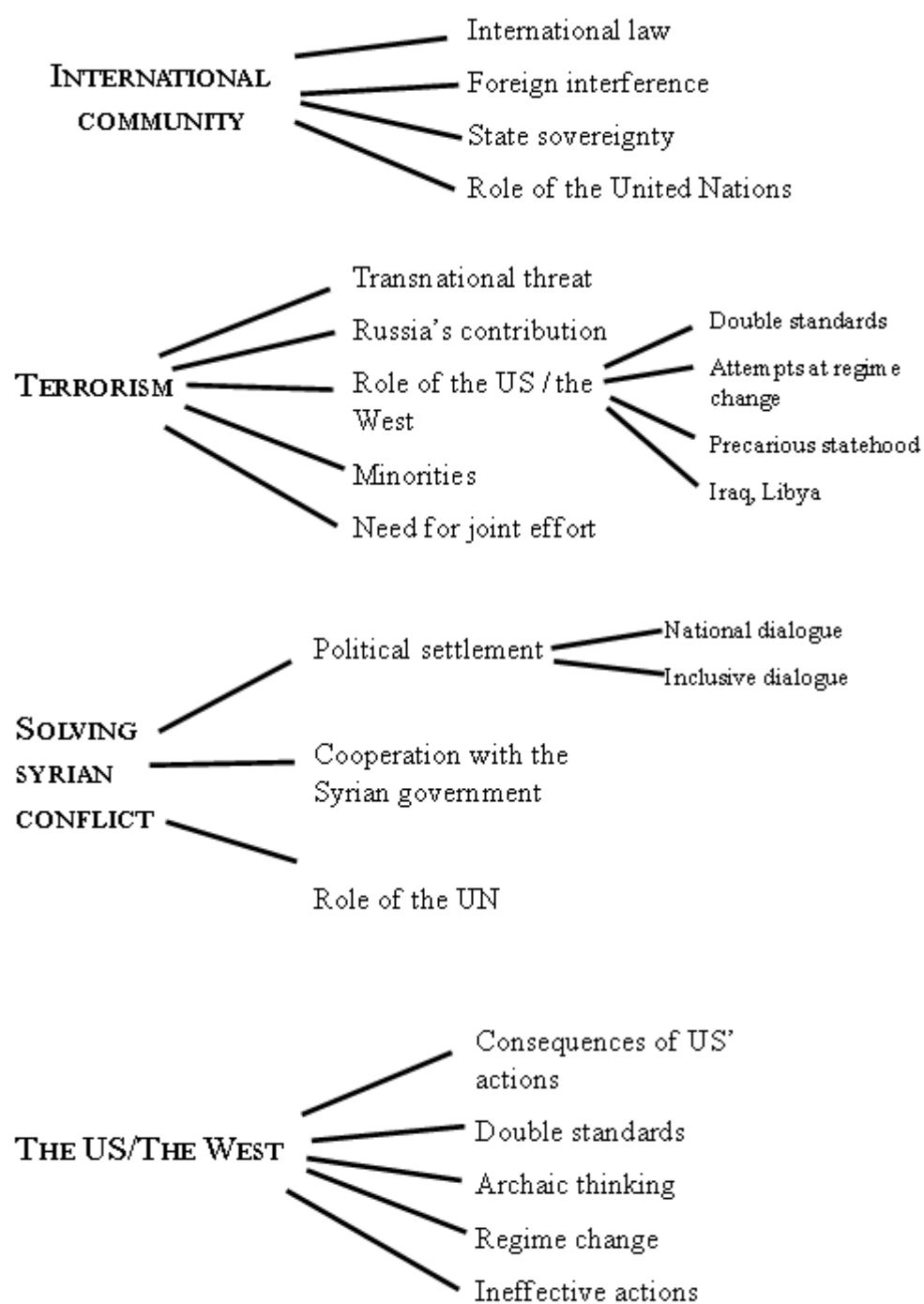


3.2. Année 2016





3.3. Ensemble de la période 2011-2018





Résumé : Étant donné la présence d'une minorité musulmane sur son territoire, les événements survenant dans le monde arabe ont un impact sur la Russie. Néanmoins, cette seule explication ne peut justifier la forte implication de la Russie dans la crise syrienne. Au travers d'une analyse thématique de trente-trois discours russes, ce mémoire essaie de comprendre quelle lecture du conflit syrien le Kremlin revendique-t-il officiellement et si une volonté de puissance s'y retrouve. Les thèmes relevés permettent ainsi d'établir que si plusieurs facteurs peuvent expliquer une partie de l'intérêt de la Russie pour la question syrienne, le terrorisme entre autres, les discours russes traduisent effectivement la volonté d'accéder au statut de puissance. Ce désir se traduit notamment via les ressources matérielles à sa disposition, sa capacité à agir indépendamment de toutes volontés étrangères, et son opposition aux politiques étrangères pratiquées par les puissances traditionnelles.

Mots-clés : Conflit syrien, Discours russes, Analyse thématique, Concept de puissance, Russie